

la vérité

revue trotskyste

— janvier-février 1966 —

— N° 532 - 3 F. —

et maintenant ?

**internationalisme
et lutte des classes**

**pour la reconstruction
de la IV^e internationale**

*(résolution du comité international préparatoire à la
conférence internationale)*

**les contradictions
de l'économie soviétique**

(à propos d'une étude d'E. Mandel)

la vérité

Rédaction et administration :
5, rue de Charonne, PARIS-XI^e

Le Comité International de la IV^e Internationale organise en 1966 une Conférence Internationale qui constituera un premier pas dans la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale. *La Vérité* est essentiellement consacrée à la préparation de cette Conférence comme en témoignait déjà son précédent numéro (« Défense du Trotskysme »). Dans ce numéro est publié la résolution internationale préparatoire à la Conférence ainsi qu'une contribution du camarade M. Varga. Le prochain numéro sera également essentiellement composé de documents politiques pour cette Conférence.

La Conférence Internationale sera, du point de vue de la lutte des classes, un événement important. Tout faire pour qu'elle connaisse un grand écho, pour que la représentation y soit la plus large possible, est une tâche impérieuse pour les militants qui veulent œuvrer à la construction d'un parti révolutionnaire. Elargir la diffusion de cette revue constitue un moyen d'y aider.

Mais il faut aussi couvrir les frais que représente l'organisation d'une telle conférence.

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale, souscrivez et faites souscrire !

Tous versements :

Gérard BLOCH — C. C. P. 606-23

ABONNEMENTS

Un an (4 numéros)	10,00 F.
Etranger	11,50 F.
Abonnements de soutien	15 et 20,00 F.

Tous versements au C.C.P SPEL Paris 6032-01.

Editorial

« ... pour répondre du destin de la France il m'a été donné d'être désigné non plus seulement comme naguère par les événements ou par les sentiments mais par le choix délibéré des Françaises et des Français. C'est pour moi, tout à la fois une obligation renouvelée et un encouragement.

Ainsi la République nouvelle se trouve-t-elle confirmée vis-à-vis de la nation et vis-à-vis du monde.

Partant de là, elle va développer avec une ardeur redoublée au service de la France et au profit de tous les Français son œuvre de progrès, d'indépendance et de paix. »

C'est ainsi que le général de Gaulle, dans une déclaration remise à la presse, tirait au lendemain de sa réélection, les conclusions de l'événement. D'emblée, il affirmait que confirmé dans sa fonction il entendait guider la « République nouvelle » sur le chemin déjà tracé et non infléchir sa politique en fonction des variations électorales. Ainsi, à quinze jours de distance, se précisait et se concluait le communiqué publié dans la nuit du 5 au 6 décembre, celle du ballottage, affirmant que la manifestation d'unanimité nationale avait seulement été *différée*.

Certes, les 55 % de voix obtenus au second tour des élections présidentielles sont loin de représenter un « triomphe » électoral « franc et massif ». Et il est important que le général de Gaulle n'ait pu imposer un véritable plébiscite sur son nom, au-dessus et en dépit des « partis », qu'il apparaisse finalement comme l'élu d'une coalition conservatrice.

Mais l'essentiel n'est pas là : il est dans les soubassements

politiques et sociaux de la campagne électorale, dans la signification, en fonction de la lutte des classes, du maintien au pouvoir de de Gaulle.

C'est à cette analyse qu'il faut sommairement se livrer pour pouvoir définir les perspectives du régime et par là aider à organiser la lutte contre lui.

DU PREMIER AU SECOND TOUR

Revenons d'abord aux résultats électoraux proprement dits. Que révèlent-ils si on cherche à les étudier, par rapport aux classes sociales ?

Au premier tour, les choses sont claires : la classe ouvrière a voté massivement pour Mitterrand, suivant les consignes de ses partis, parti socialiste et parti communiste, et elle seule a voté massivement pour lui (les instituts de sondage estiment que 65 % des électeurs ouvriers ont voté pour Mitterrand). Certes, des éléments de la petite bourgeoisie urbaine et des couches de la paysannerie, notamment dans les départements à tradition « rouge » ont aussi voté pour Mitterrand. Mais nationalement, globalement, ce sont les votes ouvriers qui vont à Mitterrand et eux seuls. Il faut d'ailleurs ajouter qu'il n'y a pas eu de vague de fond, que pour parler le jargon des commentateurs « progressistes », l'unité n'a pas eu d'effet multiplicateur. Les 32 % de voix obtenus par Mitterrand sont loin des 45 % obtenus par les listes communistes, socialistes, radicales et « divers gauche » aux élections législatives de 1962. Mitterrand a obtenu les voix de l'électorat communiste et socialiste traditionnel, sans d'ailleurs en faire le plein, car une étude détaillée du scrutin dans les communes de la banlieue parisienne, dominées par le parti communiste, comme dans les bastions socialistes du Nord, révèle d'importantes défections. Quant aux voix radicales, dans l'ensemble, elles ne se sont pas portées sur Mitterrand.

Quelles conclusions s'imposent ?

1° Les illusions électoralistes ont dominé la classe ouvrière qui a voté Mitterrand en croyant voter pour le Front Unique de ses partis contre le régime. Il n'y a pas eu d'élargissement spectaculaire, y compris au sein de la classe ouvrière, de la base électorale de ces partis.

2° La candidature Mitterrand n'a donc eu de réalité politique qu'en fonction du soutien des partis ouvriers. Encore une fois,

s'affirme le caractère mystificateur d'une prétendue « union avec les classes moyennes » par l'alliance avec un représentant politique de la grande bourgeoisie capitaliste. Mitterrand ne représentait aucunement — même pas électoralement — les « classes moyennes » ; il n'était qu'une baudruche gonflée par les soins des bureaucraties ouvrières. La réalité est inverse : enchaînée à la démocratie bourgeoise, la classe ouvrière laisse sous le contrôle de la grande bourgeoisie la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes et en est isolée.

3° Bien qu'elle ait rassemblée plus de voix qu'il n'était généralement prévu (et cela n'est pas sans importance car cela souligne l'hostilité croissante vis-à-vis du régime comme la force des illusions électorales) la candidature Mitterrand n'a pas modifié qualitativement les conditions du scrutin.

La « surprise » du premier tour des élections présidentielles a été le relatif succès de la candidature de Jean Lecanuet, représentant une solution autoritaire et cléricale, européenne et atlantique, impliquant une certaine restauration de la démocratie bourgeoise.

On peut parler de succès électoral quant un homme pratiquement inconnu de la grande masse de la population parvient en quelques semaines à arracher plus de 15 % des suffrages, dont le plus grand nombre lui proviennent d'électeurs qui eussent, sans sa candidature, voté de Gaulle, provoquant ainsi le ballottage !

La candidature Lecanuet a permis à des couches importantes de la moyenne et de la petite-bourgeoisie d'exprimer leur hostilité à l'égard du régime. Elle a mis en lumière l'intensité de cette hostilité, montré qu'elle n'était pas que le fait des éléments politiquement ralliés à « l'extrême-droite ». Elle a ainsi révélé que le bonapartisme gaulliste ne possédait pas de base populaire stable, ni dans les villes ni dans les campagnes.

Mais en définitive ce n'est là qu'un aspect superficiel. On a beaucoup ri du fait que Lecanuet avait été lancé comme une pâte dentifrice ou une nouvelle machine à laver. Il faut comprendre que les méthodes de sa campagne soulignaient qu'une fraction de la grande bourgeoisie — et pas seulement de son « personnel » politique — soutenait cette campagne et ne lésinait pas quant aux moyens nécessaires.

En d'autres termes, ce qu'il y a d'important dans la candidature Lecanuet c'est qu'elle a manifesté la profonde division de la classe dominante, son angoisse quant au proche avenir. Ses divisions n'ont pu se révéler que parce qu'un certain degré de

démocratie avait été maintenue à l'ombre du pouvoir personnel de Charles de Gaulle, mais la bourgeoisie n'a pris le risque de les révéler que dans la mesure où la classe ouvrière était politiquement « absente », paralysée par l'opération Mitterrand.

A partir du moment où cette lutte se développait entre une fraction de la bourgeoisie et le régime gaulliste, elle avait sa propre dynamique et aboutissait à une situation dont personne n'avait exactement prévu les conséquences : celle qui résultait du ballottage.

Bien que cela puisse à première vue paraître paradoxal, les résultats du premier tour imposaient encore plus à la bourgeoisie dans son ensemble la solution de Gaulle comme la seule possible. En quelque sorte, la candidature Mitterrand *différait* la menace représentée par la classe ouvrière pour la domination de la bourgeoisie. Mais elle ne faisait pas disparaître la réalité de cette menace — en d'autres termes la réalité de la lutte des classes. La polarisation sociale exprimée par les résultats électoraux en était un reflet déformé. Cette réalité, accentuée encore par les divisions de la bourgeoisie elle-même, interdisait la restauration de la démocratie bourgeoise et contraignait les cercles dirigeants du capitalisme à accepter, bon gré mal gré, la solution gaulliste. C'est en ce sens que Lecanuet ne pouvait que s'effacer.

Il n'y avait pas, bien évidemment, de « solution Mitterrand ». Il y a eu dans le cadre de la situation créée par les élections présidentielles une opération Mitterrand sur la signification de laquelle nous reviendrons. Utile comme candidat, Mitterrand n'aurait certes pas constitué un obstacle suffisant à l'activité de la classe ouvrière s'il était devenu un candidat victorieux. Précisément, les conditions mêmes de sa candidature éliminaient cette possibilité, comme cela s'est clairement manifesté au premier tour, nous l'avons souligné. Pareille éventualité n'aurait pu être envisagée par la bourgeoisie comme par les directions des partis ouvriers que si un haut niveau d'activité de la classe ouvrière l'avait imposée. Activité que la candidature Mitterrand visait précisément à paralyser. Une telle solution aurait signifié que la bourgeoisie était acculée par l'action de la classe ouvrière à des concessions majeures remettant en question les objectifs essentiels du V^e Plan.

A partir de ces données, pouvait-on dire que la réélection de de Gaulle au second tour devenait une simple formalité ? Nullement. Les profondes divisions qui s'étaient révélées au sein de la classe dominante n'étaient pas effacées. Et, de plus, il ne

suffisait pas que le capital financier et ses représentants les plus directs optent en définitive pour de Gaulle, pour que les électeurs de la moyenne et de la petite-bourgeoisie qui avaient exprimé leur hostilité au régime se rallient. Il n'a pas suffi non plus que des journaux qui avaient soutenu Lecanuet (comme *L'Aurore*) se réalignent. Il a aussi fallu que de Gaulle daigne quémander les suffrages. Mais, s'il a sacrifié à la démagogie, il ne s'est pas contenté de cela, jamais il ne prononça de diatribe aussi violente contre les « partis » déniaient en fait, y compris à la bourgeoisie, tout droit à exprimer sa volonté à travers des organisations politiques, les « affaires » de la nation ne relevant que de l'état. C'est à l'accentuation du caractère bonapartiste du régime qu'aboutissait la situation provoquée par le ballottage.

Les résultats sans surprises du second tour qui montrent que la majorité des électeurs de Lecanuet ont voté de Gaulle, ne signifient qu'une chose : aux moindres frais (c'est-à-dire avec la sanction d'un relatif succès électoral) la solution la moins mauvaise pour le capitalisme français, dans l'immédiat, s'est imposée.

LE PROGRAMME GAULLISTE

Internationalement, de Gaulle est considéré comme le seul garant possible, à cette étape, de l'ordre bourgeois en France, et cela aussi bien par la bourgeoisie internationale que par les régimes bureaucratiques.

Dès avant le premier tour, personne ne lui ménagea son appui. Au communiqué de l'Agence Tass, en date du 5 novembre, appelant en fait à voter de Gaulle (on se souvient qu'il soulignait que « *de l'avis des observateurs parisiens, vont voter pour de Gaulle non seulement les électeurs soutenant traditionnellement le programme du président et du parti gouvernemental U.N.R., mais aussi une partie de ceux qui bien que n'étant pas partisans du régime de la V^e République, soutiennent certaines mesures positives et réalistes que le gouvernement gaulliste prend dans le domaine de la politique étrangère* ») correspondaient les commentaires américains assurant qu'il valait mieux de Gaulle que le désordre. Le gouvernement franquiste, Nasser, Boumedienne, pour ne citer que ceux-là, ont participé au chœur.

Pour le second tour, il en fut de même et, une fois la réélection assurée, chacun souligna qu'il s'agissait d'une solution de sagesse.

On va sans doute beaucoup gloser maintenant sur le « prestigieux destin » de Charles de Gaulle, vainqueur une fois encore des partis coalisés contre lui. Ou l'on tracera le même portrait en négatif, insistant sur le machiavélisme, la démagogie, etc., du personnage.

Pourtant, à elle seule, la personnalité de de Gaulle — pour importante que soit son rôle — n'explique rien. Comme l'écrivait Trotsky : « *Des esprits naïfs croient que la condition royale réside dans la personne du roi, dans son manteau d'hermine et sa couronne, dans sa chair et son sang. En réalité, cette condition royale est un rapport entre personnes. Le roi n'est roi que parce qu'en sa personne se réfractent les intérêts et les préjugés de millions de gens...* »

Du chef par la grâce de Dieu se distingue le chef par la grâce du peuple en ce que celui-ci est obligé sinon de se frayer la voie, du moins d'aider les circonstances à la lui frayer. Mais le chef c'est tout de même un rapport entre personnes, une offre individuelle en réponse à une demande collective. »

En 1946, les dirigeants des partis étaient aussi « médiocres » qu'aujourd'hui et pourtant ils accablèrent le général à la retraite. Il fallut la combinaison de la révolution algérienne, de la lutte des classes en France, des déchirements au sein de la bourgeoisie, provoquant le besoin aigu d'un « sauveur suprême », pour qu'il retrouve la stature d'un « personnage historique ».

En définitive, ce qui s'incarne dans le régime gaulliste ce sont les besoins immédiats du grand capital qu'il est seul, aujourd'hui encore, à pouvoir satisfaire.

Quand la bourgeoisie internationale — et en particulier l'impérialisme américain — se résigne à accepter de Gaulle ce n'est pas qu'elle approuve sa politique : c'est qu'elle ne voit pas d'autre solution au maintien de l'ordre bourgeois en France. Quand les couches décisives de la bourgeoisie française — les représentants du capital financier — optent pour de Gaulle, ils ne souscrivent ni à l'ensemble de sa politique ni à ses méthodes. Ils tirent les conséquences du fait qu'aujourd'hui son régime bonapartiste — émancipé de tout contrôle parlementaire — est le seul à pouvoir mettre en œuvre une politique correspondant aux intérêts *vitaux* du capitalisme français.

On a souvent répété, au cours de la période électorale, que de Gaulle n'avait pas de programme, qu'il n'offrait que sa personne. Mensonge destiné à désarmer toute opposition *réelle* au régime. Ce dernier a en effet abattu ses cartes bien avant l'élection prési-

dentielle fournissant à la bourgeoisie française une stratégie cohérente. « Moi ou le chaos » signifiait « Moi seul puis faire entrer dans les faits la politique sur laquelle nous sommes d'accord ».

Ce programme, cette politique, sont parfaitement connus et il n'est pas nécessaire de les évoquer longuement. Elles s'expriment dans le V^e Plan, dans la réforme Fouchet de l'enseignement, dans la réforme administrative.

Il est aisé de résumer ce programme :

- Développer l'économie française comme une économie compétitive, face à ses rivaux impérialistes. Donc stimuler les investissements, moderniser, refondre les structures de l'industrie française.
- C'est-à-dire arracher à la classe ouvrière les positions qu'elle doit à ses luttes passées, assurer les conditions de sa sur-exploitation, entreprendre la liquidation du mouvement ouvrier organisé.

En effet, la logique de classe du programme gaulliste est inéluçable. Faire baisser « les prix de revient », stimuler l'investissement (assurer un plus haut taux de profit) c'est diminuer la part des salaires, augmenter le taux d'exploitation. « Rationaliser » c'est augmenter les cadences, aggraver les conditions de travail, rendre plus contraignante la discipline. « Moderniser », c'est livrer des régions entières à la misère, des couches entières de travailleurs au chômage.

Pour atteindre ces objectifs, il faut un « état fort ». Reconstituer un appareil d'état centralisé, intervenant à tous les niveaux de l'activité sociale et décidant de tout, sans recours, en fonction des « intérêts généraux » (c'est-à-dire des besoins de l'exploitation capitaliste) est une tâche qui se trouve au centre du programme gaulliste. Un appareil d'état capable de détruire le mouvement ouvrier organisé en brisant par la répression l'activité de classe des travailleurs, en intégrant à l'état les organisations qu'ils ont forgées, les transformant en simples rouages de cet appareil d'état.

Toutes les mesures déjà prises, toutes les orientations mises en avant par le régime gaulliste convergent vers la réalisation de ces objectifs. Il y a une interdépendance entre les atteintes immédiates et directes au droit de grève et au niveau de vie des travailleurs, les projets à plus long terme de sur-exploitation (organisation du chômage, déqualification, etc.), le renforcement de l'appareil d'état (réforme administrative) et l'ensemble de mesures visant à atomiser le mouvement ouvrier, à enchaîner les

travailleurs à l'entreprise capitaliste (réforme des comités d'entreprise) et en même temps à le lier, au plus haut niveau, aux décisions de l'état (commissions du Plan).

Le programme gaulliste était clair. Répétons-le, son contenu de classe était évident : il ne pouvait se réaliser pleinement qu'en rejetant la classe ouvrière des décennies en arrière, qu'en détruisant le mouvement ouvrier organisé.

Les objectifs essentiels du programme gaulliste étaient ceux de *toute la bourgeoisie*. De toute façon, il fallait que l'économie française soit « concurrentielle » et partant il fallait organiser la sur-exploitation de la classe ouvrière. Sous une forme ou une autre, il fallait lui imposer une « politique dès revenus ».

Le programme gaulliste exprimait les besoins spécifiques de l'impérialisme français, à l'époque de la décadence de l'impérialisme, à une époque où les bases mêmes de la collaboration des classes sont remises en question.

On ne pouvait s'opposer fondamentalement au programme gaulliste qu'à partir des intérêts de la classe ouvrière : de ses besoins immédiats et de ses tâches historiques, qu'en fonction de la lutte pour la révolution socialiste.

C'est à partir de là que l'on peut apprécier le soutien donné par les directions des partis ouvriers, du parti communiste comme du parti socialiste, à la candidature Mitterrand.

L'OPERATION MITTERRAND

La période pré-électorale était naturellement favorable à l'action de la classe ouvrière, à son action revendicative et politique. Le régime, tenant à ce que tout se déroule dans le « calme », pouvait être amené à faire, dans divers secteurs — ou à laisser faire — des concessions doublement importantes : parce qu'elles auraient représenté des positions d'où poursuivre la lutte et parce qu'elles auraient constitué des éléments de mobilisation. Parallèlement, les problèmes politiques posés par l'élection présidentielle étaient l'occasion d'affirmer, sur un terrain de classe, face au régime bourgeois, la volonté de la classe ouvrière d'en finir avec le système capitaliste dont le « pouvoir personnel » n'était qu'une expression décadente.

On sait que les directions de la classe ouvrière suivirent la voie inverse. Ce qui, du point de vue de l'évolution du rapport des forces entre les classes, fait de la campagne électorale un épisode important, c'est que pendant cette période où pouvait s'amorcer une contre-offensive de la classe ouvrière ce sont au

contraire les conditions d'une offensive ouverte contre elle qui se sont renforcées.

Après qu'il ait court-circuité, par la fausse grève générale étalée sur deux jours des 27 et 28 janvier 1965, le mouvement montant vers une lutte d'ensemble qui s'était affirmé dans le succès de la grève du 11 décembre 1964, l'appareil stalinien a cherché à détourner l'attention et l'activité de ses militants — et à travers eux, celles de la classe ouvrière — vers une terre promise : l'élection présidentielle.

La volonté d'une lutte d'ensemble, d'une unité de front de la classe ouvrière était dévoyée en une expression électoraliste ; celle de la recherche d'un candidat unique de la gauche, défendant un programme commun. Pour les militants, cela signifiait opposer à de Gaulle un candidat des partis ouvriers, parti socialiste et parti communiste. Ce que cela signifiait pour l'appareil n'allait pas tarder à se révéler. Lorsque la direction du parti socialiste eut en fait désigné Mitterrand comme « son » candidat, ce fut à la direction du parti communiste de jouer son rôle — rôle déterminant puisque le parti communiste contrôle la majorité de la classe ouvrière. Sans pudeur et en toute hâte elle se rallia à Mitterrand, oubliant toutes ses exigences quant à un programme commun, se félicitant de se voir accepter.

Ainsi, les deux partis ouvriers désignaient comme leur porte-parole, un produit typique du personnel politique bourgeois. En clair, il s'agissait d'éviter, y compris sur le terrain limité de l'élection présidentielle proprement dite (de « l'acte électoral »), quoi que ce soit qui ressemblât même à une manifestation de classe — c'est-à-dire qui tende à exprimer les intérêts des travailleurs non comme une « catégorie » quelconque de la nation mais comme constituant une classe dont les intérêts sont fondamentalement opposés à ceux de la société capitaliste. Il ne fallait en rien troubler la désignation du magistrat suprême par le peuple souverain...

Ce n'est certes pas la première fois que l'appareil du P.C.F. organiquement relié à la bureaucratie russe pratique ouvertement, en fonction des intérêts contre-révolutionnaires de cette dernière, une politique destinée à assurer la survie de la bourgeoisie française : 1936, 1945...

Mais, si les motifs sont les mêmes, le contenu de la politique du P.C.F. est différent. Il ne s'agit plus d'œuvrer à une solution préservant l'existence de l'état bourgeois, à partir d'une *situation de force du mouvement ouvrier* (l'un des éléments de la solution

étant alors nécessairement constitué par des concessions faites à la classe ouvrière). Il s'agit de participer à *la liquidation du mouvement ouvrier*. Et dans cette mesure, l'actuelle politique de l'appareil du P.C.F. implique en définitive, comme tendance, la liquidation de sa propre organisation.

Aujourd'hui, assurer le maintien de l'ordre bourgeois c'est la dernière analyse rallier de Gaulle. Soutenir le gaullisme c'est aider à la réalisation de son programme de destruction du mouvement ouvrier.

Pendant la campagne électorale présidentielle, ce soutien de fait s'est opéré par le ralliement à la candidature Mitterrand. Ce n'est pas un paradoxe : éliminer la classe ouvrière de la scène politique, paralyser son activité, lui interdire toute expression en tant que classe, c'était rendre au régime le plus important des services.

Car c'est en fait à cela que s'est ramenée l'opération Mitterrand : *éliminer la classe ouvrière de la scène politique*. Le débat politique qui s'instaure à l'occasion des élections présidentielles se déroule exclusivement entre des politiciens bourgeois qui se retrouvent sur les mêmes objectifs fondamentaux : état fort (stabilité de l'exécutif), planification « démocratique », politique des revenus. La classe ouvrière ne peut y intervenir en tant que classe.

Pourtant, par son activité, la classe ouvrière risquait de tout remettre en question, d'être à nouveau présente. Aussi, le corollaire de l'étouffement politique représenté par la candidature Mitterrand était-il, pour les appareils bureaucratiques, l'impérieuse nécessité de saboter toute lutte de la classe ouvrière, toute tentative, même élémentaire, d'utiliser les conditions créées par la campagne électorale pour défendre ses intérêts par l'action.

La journée du 18 novembre marquait, sur ce terrain, la victoire des appareils. Ce qui aurait pu être l'occasion de la mobilisation de secteurs importants de la classe ouvrière n'était plus qu'un « fantôme » de « journée d'action » dont *L'Humanité* pouvait s'épargner le compte rendu. Unies pour saboter le mouvement, les directions syndicales organisaient chacune leur meeting. Il ne suffisait pas d'isoler les fonctionnaires de l'ensemble de la classe ouvrière ; il ne suffisait même pas de réduire le mouvement à un vague geste de protestation, il fallait en fait l'annuler complètement.

Le fait qu'en dépit du combat livré par l'avant-garde révolutionnaire dans plusieurs corporations pour que le 18 novem-

bre soit une journée de lutte et de manifestation de l'ensemble de la classe ouvrière, les appareils soient parvenus à parfaitement réussir leur coup, achevait l'élimination de la classe ouvrière du combat politique. C'était là une grave défaite politique. Elle s'exprimait symboliquement dans le fait que ce même 18 novembre, Mitterrand, cautionné par le parti communiste, s'adressait aux travailleurs de Renault...

Dans son ralliement à la candidature Mitterrand, l'appareil dirigeant du parti communiste français a eu l'occasion de montrer concrètement ce que signifie, à l'époque où les bases mêmes de la collaboration de classe sont remises en question, son adaptation aux besoins contre-révolutionnaires de la bureaucratie russe. Candidat bourgeois, Mitterrand n'a fait aucune concession. Ni en politique extérieure où il s'est toujours affirmé partisan du Pacte Atlantique, de la présence impérialiste au Vietnam, du Marché commun. Ni en politique intérieure où il prenait comme point de départ le maintien de la constitution de 1958, prônait l'association des syndicats à une « planification démocratique », mettait en avant des objectifs économiques similaires à ceux du V^e Plan.

En effet si dans son discours aux ouvriers de chez Renault, Mitterrand parlait de prendre d'assaut la forteresse des intérêts, si dans sa conférence de presse du 17 novembre il préconisait un « contre-plan » opposé au V^e Plan, la réalité de sa politique apparaît lorsqu'il s'adresse à la bourgeoisie dans *Les Echos*. Répondant le 25 novembre à une interview sur son programme économique, il se déclarait partisan d'un « V^e Plan *renové* » et il précisait : « *les facteurs de croissance, à savoir les investissements productifs, les innovations techniques et la coopération active des travailleurs, se développent dans une économie, incitée par un Plan démocratique respectant les stimulants de la concurrence... Le V^e Plan *renové* aura donc... à proposer dans chaque secteur d'activité des réformes cohérentes propres à stimuler les investissements* ».

On pourrait insister longuement sur la démagogie du « candidat unique de la gauche » devenu d'ailleurs entre les deux tours le « candidat de tous les républicains » (y compris comme l'écrivait *Le Monde* du 21 décembre, des « républicains de droite »). Il suffit de souligner l'importance politique, l'avantage pour la bourgeoisie, de voir le plus important parti ouvrier de ce pays, faire siens les thèmes correspondants aux besoins de la bourgeoisie aujourd'hui, comme la « planification démocratique » dont le contenu est en définitive la désintégration du mouvement ouvrier.

L'appareil du P.C.F. est allé jusqu'au bout dans sa collabo-

ration avec Mitterrand. Il est allé jusqu'à lui confier le soin de faire régner « l'ordre » au sein du mouvement ouvrier. Parlant le 22 novembre, salle de la Mutualité, le personnage qui avant d'être témoin de la défense au Procès Salan, avait comme ministre de l'Intérieur du gouvernement Mendès-France en novembre 1954, déclaré : « La seule négociation, c'est la guerre », ce personnage donc, après avoir défendu le Pacte Atlantique, se permettait d'affirmer : *« Il y a des cercles de penseurs suprêmes, les constructeurs du nouveau monde, les cercles marxistes-léninistes qui ne déchirent que mes affiches, mais pas celles du général de Gaulle. Ce sont des destructeurs, ce sont ceux-là qui ruineront le cas échéant les chances de la gauche. »*

Il ne s'agit pas ici d'approuver les positions politiques des éléments pro-chinois, mais est-il tolérable que ce soit un Mitterrand qui décide quelles tendances du mouvement ouvrier sont « constructives » ou « destructives » ? Que l'homme qui a commencé la répression contre la révolution algérienne ait pu impunément tenir ces propos mesure aussi l'ampleur de la défaite politique subie par la classe ouvrière.

Mais, dans ce même discours, c'était un certificat de bonne conduite, au nom de la classe dominante, qu'il discernait à la direction du P.C.F., en disant : *« Il était évident que le parti communiste était à fond contre la guerre d'Algérie. Le jour où je l'ai vu accepter ce sacrifice (le vote des pouvoirs spéciaux) j'ai compris que c'était un parti responsable ».*

DEFAITE POLITIQUE ET ILLUSIONS ELECTORALES

Nous avons à plusieurs reprises parlé de défaite politique subie par la classe ouvrière. Ce n'est pas une clause de style. Il faut prendre toute la mesure de l'événement. Ce n'est pas une mince affaire que la classe ouvrière, à un moment extrêmement important pour son avenir ait été, en fait, privée de toute possibilité d'expression, qu'elle n'ait pu, ni par ses propres méthodes de lutte, ni par l'utilisation des moyens démocratiques que lui laissait le régime, intervenir en fonction de ses propres intérêts. Ce n'est pas une mince affaire que ce soient les organisations ouvrières, produits des luttes de travailleurs, forgées comme des moyens d'assurer leur unité et leur affirmation comme classe qui leur aient précisément interdit de s'exprimer en tant que classe.

Dans cette situation la classe ouvrière a été passagèrement submergée par des illusions électoralistes. Les travailleurs ont cru qu'en votant pour Mitterrand, ils votaieent pour le Front Unique des partis ouvriers et des syndicats, qu'ils votaieent contre le régime, qu'ils le menaçaieent — ces illusions ont atteint leur point culminant dans la nuit du 5 au 6 décembre, avivées par la déconfiture des dirigeants gaullistes — mais ces illusions n'étaieent que passagères, elles commençaieent à se dissiper dès avant le second tour : chacun redoutait le « choc en retour », les masses se sentaieent désarmées devant l'éventualité d'une sévère bataille.

Ce serait ajouter ses propres illusions à celles des masses que de croire que le caractère massif du vote ouvrier en faveur de Mitterrand ait transformé le caractère de cette candidature ou modifié les conditions politiques dans lesquelles se déroulait l'élection présidentielle. Les travailleurs certes voulaieent affirmer leur réelle volonté de lutte contre le régime, leur volonté de voir se constituer le front unique de leur classe contre lui. Ils pouvaieent croire aider à cela en votant Mitterrand. En fait, prisonniers du traquenard agencé par les appareils bureaucratiques liés à la bourgeoisie, ils se prononçaieent pour une politique réactionnaire. Telle étaieent la réalité, conséquence de la défaite politique subie par la classe ouvrière. Dans une logique « purement » électoraliste d'ailleurs, la « bonne » solution eut été le désistement de Mitterrand en faveur de Lecanuet, mieux placé pour « battre » de Gaulle. Ce simple exemple montre à quel point, dans cette affaire, la classe ouvrière étaieent « hors-jeu ».

La classe ouvrière étaieent donc privée de tout moyen d'expression politique en même temps que paralysée dans son action de classe. L'avant-garde révolutionnaire étaieent elle-même dans une situation difficile. Avec la classe ouvrière, elle étaieent privée de tout moyen d'expression politique dans le cadre des élections et elle n'avait pas la force, par son activité, de lui rendre la parole. Non parce qu'elle s'en désintéressait, mais parce qu'elle subissaieent, elle aussi, les conséquences de la défaite politique de la classe ouvrière, elle étaieent éliminée de la bataille qui se jouait autour des élections présidentielles.

L'avant-garde révolutionnaire ne pouvaieent, sans faillir à ses responsabilités, feindre de croire au mirage électoraliste. Elle ne pouvaieent en rien cautionner l'opération anti-ouvrière montée avec la complicité directe des appareils. Il lui fallait dire la vérité, expliquer le contenu de cette opération, mettre à jour les véritables problèmes. Tâche difficile dans des conditions d'isolement renfor-

cées par la vague d'illusions électoralistes, mais tâche indispensable inscrite dans la lutte pour la construction d'un parti révolutionnaire.

Cette politique était finalement la seule réaliste. Elle ne relevait pas d'une attitude de commentateurs mais se liait à la lutte incessante menée pour que la classe ouvrière puisse intervenir, matérialisée entre autres par le meeting tenu le 22 octobre sous l'égide des jeunes regroupés autour du journal *Révoltes*, meeting qui ouvrait la perspective d'une action de classe contre le Plan Fouchet. Les bureaucrates ne s'y sont pas trompés qui ont déchaîné une tempête de calomnies contre les révolutionnaires. Ils savent que les illusions ne résisteront pas à la réalité de la lutte des classes et ils redoutent la jonction de l'avant-garde révolutionnaire organisée avec de nouvelles couches de militants à travers l'expérience des dures batailles qui vont venir.

ET MAINTENANT ?

L'épisode de l'élection présidentielle s'inscrit dans l'évolution de la lutte des classes en France depuis 1958. Ayant réglé l'affaire algérienne qui lui avait donné naissance, le pouvoir gaulliste devait régler ses comptes avec la classe ouvrière, avec ses organisations. Mais son offensive se brisa pour un temps sur la puissante grève des mineurs. L'état bourgeois dut reculer, la lutte des mineurs valut à l'ensemble de la classe ouvrière un sursis, un sursis pendant lequel, en dépit de la politique des appareils bureaucratiques liés à la bourgeoisie, elle manifesta sa combativité, sa volonté de lutte et d'unité sans toutefois parvenir à réaliser, à travers le Front Unique, la lutte « classe contre classe », une contre-offensive d'ensemble contre le régime.

Aujourd'hui ce sursis expire — et dans de mauvaises conditions politiques. Mais le fait qu'il ait existé a non seulement permis à des couches importantes de travailleurs de faire, dans la lutte, une expérience profonde de la politique des appareils, expérience dont les leçons seront tirées dans les prochains combats. Ce sursis, pendant lequel subsistaient certaines libertés démocratiques, a aussi permis que s'affirme avec une violence inattendue la profonde crise qui mûrissait au sein de la classe dominante. Certes, les politiciens bourgeois n'ont accepté d'exprimer cette crise que dans la mesure où la classe ouvrière était éliminée en tant que telle par l'opération Mitterrand. Mais cela n'ôte rien à la réalité et à la profondeur de cette crise.

Rien n'est réglé des problèmes de la société bourgeoise française. Les penseurs de la bourgeoisie scrutent l'avenir avec

angoisse : le régime bonapartiste, dans son développement même, prépare de nouvelles explosions et pourtant il demeure la seule solution possible. En dépit de ses rêves de « grandeur », c'est de la faiblesse de l'impérialisme français qu'est né ce régime bonapartiste, c'est sur sa faiblesse qu'il se maintient, c'est de cette faiblesse qu'il joue dans les rapports internationaux.

Que la bourgeoisie française soit faible et décrépète ne signifie nullement que son état ne puisse porter des coups meurtriers à la classe ouvrière, n'implique pas que le recul de cette classe ne sera pas profond. Mais cela indique dans quelles conditions historiques se livreront les prochains combats : des conditions qui mettent à l'ordre du jour la révolution socialiste.

Il est vain de se demander si le bonapartisme sort « amoindri » de la consultation électorale : seule l'action de la classe ouvrière peut l'affaiblir, l'empêcher de frapper. Ce qui est certain c'est qu'il en sort quelque peu transformé. Il n'a pu s'offrir le luxe d'une consécration plébiscitaire, son impopularité dans les masses de la petite-bourgeoisie est immense. Il n'a pas de base populaire et de Gaulle n'est plus le « sauveur » s'imposant au-dessus et contre les partis, comme lors du référendum constitutionnel de 1962. Ce qu'il perd en prestige, le bonapartisme sera contraint de le compenser par la rigueur. Au paternalisme « éclairé » succèdera l'usage de la force. « *La loi du bâton* » prévaudra sans phases.

En d'autres mots, le gaullisme doit maintenant chercher à ressouder autour de lui la bourgeoisie. Il ne peut le tenter qu'à travers l'application de la politique qui correspond aux intérêts généraux de cette bourgeoisie. C'est contre la classe ouvrière que peut se reconstituer l'unité de la classe dominante. Ce qui est donc, maintenant, à l'ordre du jour, c'est le développement de l'offensive contre les travailleurs qu'implique la politique gaulliste. De la défaite politique de la classe ouvrière, le régime va essayer de faire une défaite « physique ». La liquidation des positions qu'elle occupe, la destruction de ses organisations, voilà ce qui menace maintenant la classe ouvrière.

Aujourd'hui les masses sont exposées aux coups, politiquement désarmées par la politique de leurs directions. Mais cela ne signifie pas qu'elles ne puissent pas organiser leur résistance. Mais cette résistance les travailleurs ne peuvent l'assurer qu'en tant que classe. La perspective du Front Unique, mise en avant par les révolutionnaires, exprime ce besoin de l'unité de combat de la classe qu'impose la situation. Le Front Unique n'est pas une tactique subalterne, une revendication adressée aux directions,

c'est une stratégie de mobilisation de la classe qui correspond au caractère général de l'offensive de l'ennemi de classe, aux menaces de destruction qui pèsent sur les organisations ouvrières, indépendamment de la politique de leurs directions soumises à la bourgeoisie, du fait de leur place dans la lutte des classes.

Le caractère de l'offensive bourgeoise va tendre les rapports au sein du mouvement ouvrier organisé, accuser la contradiction entre la politique de capitulation des appareils liés à la bourgeoisie et la volonté de combat des militants. Le fait que l'existence même des organisations ouvrières sera en jeu entraînera des tensions violentes, des heurts brutaux. Ceux qui refuseront la liquidation du mouvement ouvrier ne pourront exprimer ce refus que par des méthodes de lutte des classes, par une politique révolutionnaire. Les appareils bureaucratiques comprennent le danger et préventivement, par la calomnie, la violence, les exclusions, cherchent à isoler les militants révolutionnaires.

Il n'est pas possible de prévoir les formes à travers lesquelles se développeront les prochaines luttes, les types de combat que livrera la classe ouvrière, les voies par lesquelles elle tendra à reconstituer son unité. Mais, dans le moindre de ces combats, les problèmes politiques les plus élevés seront impliqués. La société bourgeoise en France est plongée dans une crise profonde, qui est à la fois un aspect et une expression de la crise internationale de l'impérialisme, crise qui exprime, comme celle qui lui est liée de la bureaucratie stalinienne, l'instabilité internationale des rapports sociaux, la violence de la lutte des classes internationales.

Tous ces facteurs s'exprimeront dans les luttes qui se dérouleront en France. C'est pourquoi ces luttes mettront en avant comme la question centrale — à l'échelle internationale aussi bien que nationale — celle de la *direction révolutionnaire*, en même temps qu'elles dégageront les conditions de la sélection, de la construction de cette direction.

Comprendre la gravité de la situation, ce n'est pas être défaitiste. Notre époque est l'époque de la décadence de l'impérialisme, de l'actualité de la révolution socialiste et c'est en ce sens qu'elle est l'époque où tous les problèmes politiques se ramènent à ceux de la direction révolutionnaire.

C'est dans cette perspective — celle de la reconstruction de la IV^e Internationale s'exprimant en France comme dans chaque pays par la construction du parti révolutionnaire du prolétariat — que les militants révolutionnaires aborderont les durs combats qui se préparent.

LA VERITE.

internationalisme et lutte des classes

Dans ce numéro de « La Vérité » est publiée la résolution du Comité International de la IV^e Internationale préparatoire à la conférence qu'il convoque pour les premiers mois de 1966. La convocation de cette conférence est un événement politique important. Elle doit être un moment de la reconstruction de l'Internationale qui fait si cruellement défaut au mouvement ouvrier.

La contradiction majeure du mouvement ouvrier réside dans l'absence de cette Internationale. Ce n'est pas une situation fortuite mais le résultat de l'action consciente et déterminée de réformisme et de l'appareil stalinien. La liquidation de l'internationalisme a toujours marqué la faillite d'une organisation en tant qu'organisation authentiquement au service de la classe ouvrière. La seconde Internationale a cessé d'exister lorsque les partis qui la composaient s'adaptèrent aux cadres nationaux dans lesquels s'était développé le mode de production capitaliste. Si elle fut reconstituée au lendemain de la première guerre impérialiste, il s'agissait beaucoup plus d'une mesure destinée à faire échec à la construction de la III^e Internationale, l'Internationale Communiste. Elle était une machine de guerre utilisée par la bourgeoisie mondiale contre la première tentative d'organisation se donnant pour tâche la conduite de la révolution prolétarienne mondiale que fut la III^e Internationale à son origine. Sa reconstitution n'en demandait pas moins un dénominateur commun, ce fut déjà l'appui sur le capitalisme américain, dont l'impérialisme se masquait alors sous les traits du pacifisme. Tout en restant des instruments de défense de leur bourgeoisie nationale contre la classe ouvrière de leur pays, les partis sociaux-démocrates ne devaient cesser de s'appuyer

sur l'impérialisme montant, puis dominant, l'impérialisme américain. En cela réside essentiellement leur « internationalisme ».

Le sort de la III^e Internationale fut lié au destin de la Révolution russe. Sa dégénérescence alla de pair avec la montée de la bureaucratie du Kremlin dont elle devint un pur et simple instrument que cette bureaucratie utilisa complémentirement à son action diplomatique. La théorie de la « construction du socialisme dans un seul pays » n'a aucune valeur théorique. Elle exprima les besoins politiques d'une bureaucratie parasitaire, s'apparentant socialement à la petite-bourgeoisie, tentant de préserver les cadres nationaux dans lesquels elle se développait et de figer les rapports internationaux existants, aussi bien entre les classes qu'entre les différentes bourgeoisies nationales. « L'internationalisme » des partis communistes n'était plus alors que l'affirmation de leur subordination aux intérêts de la bureaucratie du Kremlin. Parce que ceux-ci exigeaient la survie des bourgeoisies nationales et de leurs cadres, le nationalisme le plus écœurant fut développé. La dissolution formelle de l'Internationale communiste au printemps de 1943 consacrait cette orientation depuis longtemps appliquée. Elle était pourtant un acte politique important parce qu'elle se situait au moment même où s'annonçait l'effondrement de l'impérialisme allemand.

Il n'était pas douteux qu'au sein de cette Europe bouleversée par la guerre, où les appareils d'état bourgeois, ainsi que les forces productives, étaient profondément atteints, surgiraient de puissants mouvements révolutionnaires. La dissolution de l'Internationale communiste signifiait que les partis communistes aideraient, par tous les moyens, à donner à ces mouvements un caractère partiel en les enfermant dans les cadres nationaux bourgeois. Sous le signe de la nation, de l'unité nationale, la classe ouvrière de chaque pays participant à la coalition impérialiste victorieuse fut subordonnée à « sa » bourgeoisie ; la classe ouvrière allemande fut tenue pour responsable de « sa » bourgeoisie ; les prolétariats de l'Est de l'Europe coupés de ceux de l'Ouest et séparés les uns des autres furent subordonnés à la bureaucratie du Kremlin. Empêcher que les prolétariats d'Europe prennent conscience de l'unité de leurs luttes était une condition nécessaire pour aboutir à une relative stabilisation, sauvegardant les intérêts essentiels du capitalisme et de la bureaucratie stalinienne.

« L'internationalisme » signifie pour les partis réformistes sociaux-démocrates la défense des intérêts internationaux de la bourgeoisie dominante, garante de la survie du régime capitaliste,

et pour les partis subordonnés à la bureaucratie du Kremlin défense des intérêts internationaux de celle-ci. Dans les deux cas, ce genre « d'internationalisme », parce qu'il est au fond l'expression d'intérêts de forces sociales conservatrices, s'accommode nécessairement du nationalisme et du patriotisme : c'est-à-dire de la défense des cadres nationaux dans lesquels s'est formée et développée la société bourgeoise.

LA THESE FONDAMENTALE
DE LA REVOLUTION PERMANENTE

La résolution du Comité International met l'accent sur « la convergence des contradictions sociales et économiques à la fois dans les pays capitalistes avancés et dans les pays d'économie planifiée. A long terme, l'impérialisme ne peut survivre que s'il réintroduit les états ouvriers dans l'orbite de l'exploitation capitaliste. En même temps, le développement harmonieux des économies planifiées en Russie et en Europe orientale exige que les forces productives les plus avancées du monde soient intégrées à la planification socialiste. Mais l'économie ne peut être considérée en soi et isolément. Ses contradictions doivent être traduites en termes de classe. »

Ce n'est pas le moindre aspect du révisionnisme que de diviser la lutte des classes mondiale. La révolution a, affirme-t-il, trois « zones » : la lutte des classes dans les pays avancés, la « révolution coloniale », les « états ouvriers » (interdépendantes, bien sûr). Cette manière de procéder leur est dictée par leur adaptation à la société bourgeoise et aux appareils petits-bourgeois et bureaucratiques qu'elle sécrète. Elle masque le développement réel des contradictions économiques et sociales, leur unité.

Léon Trotsky a élaboré la théorie de la révolution permanente à partir du développement de la lutte des classes en Russie. Les controverses qui ont eu lieu à son propos ont porté sur sa correspondance avec les tâches révolutionnaires du prolétariat dans les pays économiquement arriérés : alignement sur la révolution bourgeoise et soutien de la bourgeoisie de ces pays ou accomplissement des tâches de la révolution bourgeoise par la dictature du prolétariat et, du même coup, transcroissance en révolution prolétarienne engageant le processus d'expropriation de la bourgeoisie, c'est-à-dire révolution dont la force sociale motrice est le prolétariat.

Les mêmes qui divisent la lutte des classes mondiale en trois tranches ont sans cesse à la bouche la révolution permanente, mais en inversant quelque peu sa signification il est vrai. Ils confient le soin de réaliser les tâches de la révolution prolétarienne dans ces pays à la bourgeoisie nationale ou à une de ses ailes. En même temps, ils « oublient » qu'au centre de la théorie de la révolution permanente est l'unité de la lutte de classes mondiale. Les développements révolutionnaires dans les pays économiquement arriérés font partie du processus global de la révolution prolétarienne mondiale. C'est pourquoi le prolétariat y joue le rôle décisif.

La première thèse de la révolution permanente constate que « la théorie de la révolution permanente exige actuellement la plus grande attention de la part de tout marxiste car le développement de la lutte idéologique et de la lutte des classes a définitivement fait sortir cette question du domaine des vieilles divergences entre marxistes russes et l'a posée comme LA QUESTION DU CARACTERE ET DES METHODES DE LA REVOLUTION INTERNATIONALE EN GENERAL (souligné par nous).

Ce n'est pas le lieu d'examiner l'histoire de l'élaboration de la théorie de la révolution permanente. Mais il n'est pas fortuit qu'elle ait été formulée au moment de la première révolution russe, en 1905, et au moment où s'annonçait la première guerre impérialiste. La guerre impérialiste est la manifestation négative de la révolte des forces productives, enchaînées dans les rapports bourgeois, contre les frontières nationales. La révolution prolétarienne au contraire est l'expression positive de la révolte des forces productives contre la propriété privée des moyens de production et ses cadres nationaux. La valeur de la théorie de la révolution permanente procède de ce qu'elle exprime comment chaque processus révolutionnaire est une expression de la révolution prolétarienne mondiale, commencée avec la révolution russe, et comment, à la fois, il la contient et en dépend.

La résolution du Comité International s'efforce de saisir dans leur unité les luttes révolutionnaires des prolétariats des pays où existent des états ouvriers dégénérés ou déformés et celle des prolétariats des pays où existe le mode de production capitaliste. Elle met en évidence les liens organiques entre la crise du stalinisme et celle de l'impérialisme. Loin de faire des développements révolutionnaires dans les pays coloniaux, de la montée révolutionnaire dans les états ouvriers dégénérés ou déformés, mettant à l'ordre du jour la révolution politique, et de la lutte

des classes dans les pays capitalistes économiquement développés, mettant à l'ordre du jour la révolution sociale, des choses en soi, elle leur restitue leur unité à la fois historique et organique : aspects particuliers de la révolution prolétarienne mondiale. C'est seulement sur la base de l'unité de la lutte des classes mondiale que peut être fondée l'Internationale. La victoire de la révolution prolétarienne requiert que le fait objectif de l'unité de la lutte des classes mondiale soit transposé sur le plan de l'action consciente.

L'IMPERIALISME ET LE VIET-NAM

C'est seulement à partir de là que peuvent être compris l'intervention de l'impérialisme américain au Viet-Nam, l'importance et les limites de la lutte militaire menée par le Viet-Cong ; les rôles joués par les bureaucraties russe et chinoise — qu'il ne faut cependant pas identifier, à la fois en raison de leur origine historique différente et de leur situation politique également différente —, pourquoi le prolétariat des pays économiquement développés est directement intéressé et comment il doit combattre pour infliger une défaite à l'impérialisme. L'intervention de l'impérialisme américain au Viet-Nam lui est dictée par la brûlante nécessité d'en finir avec l'expansion de la révolution en Asie. La décomposition des structures économiques et sociales sous l'impact de l'impérialisme, l'incapacité des bourgeoisies nationales à établir un régime stable, ne se sont nulle part révélées plus totales que dans les pays économiquement arriérés d'Asie. La révolution chinoise a procédé de cette décomposition qui a atteint un niveau incroyable à la suite de la colonisation d'une partie de la Chine par le Japon, de l'effort imposé à la société chinoise par la guerre et qui s'est pleinement manifesté au lendemain de la défaite de l'impérialisme japonais et de la crise que subissaient les vieilles puissances coloniales, France, Angleterre et Hollande. Bien qu'elle n'ait pas eu partout la profondeur ni revêtu les aspects qu'elle connut en Chine, elle est générale dans tous les pays d'Asie économiquement arriérés. Des Indes au Sud Viet-Nam, la révolution chinoise a montré la seule issue pour les masses prolétariennes et paysannes et son exemple agit aujourd'hui encore comme un ferment révolutionnaire.

Mais cette décomposition n'est pas suffisante pour vaincre l'impérialisme. Même le faible impérialisme français était parvenu à acculer le Viet-Minh à une lutte défensive avant les années

1949-1950. Cet impérialisme bénéficiait, il est vrai, des conséquences de la politique du Viet-Minh s'accordant avec celle pratiquée par le Kremlin à Yalta et à Potsdam et qui partageait le monde en zones d'influences, reconnaissant l'Asie comme une chasse gardée de l'impérialisme. Les troupes françaises débarquèrent en 1945 en Indochine sans aucune opposition du Viet-Minh. Ho-Chi-Minh lui-même vint en mars 1946 signer les accords de Fontainebleau qui réintégraient la république vietnamienne dans l'Union Française. C'est après cette préparation politique et militaire, réalisée avec l'accord du Viet-Minh et du P.C.F. qui participait alors au gouvernement français (gouvernement présidé par de Gaulle jusqu'au début 1946, gouvernement « tripartite », M.R.P. - S.F.I.O. - P.C.F. jusqu'en avril 1947) que l'impérialisme français engagea en décembre 1945 les opérations militaires avec le bombardement d'Haïphong par la flotte française.

Il fallut la victoire de la révolution chinoise, la guerre froide, l'intervention de l'impérialisme américain en Corée qui menaçait la Chine, pour que, sous l'influence de Pékin, les objectifs politiques mis en avant par le Viet-Minh se modifient et comprennent l'indépendance totale du Viet-Nam et la liquidation de la propriété impérialiste. Son action militaire se renforça pour aboutir, en 1954, à Dien-Bien-Phu. Encore est-ce là une simplification qui ne rend pas compte de tous les méandres de la politique du Viet-Minh, sous l'influence du Parti communiste chinois et de la bureaucratie du Kremlin, dans le cadre de la guerre froide, et qu'il serait nécessaire de mettre en évidence dans une étude détaillée car elle serait riche en enseignements.

Après Dien-Bien-Phu, les accords de Genève mirent fin à la guerre par un partage du Viet-Nam. La politique révolutionnaire n'interdit pas les compromis aussi durs puissent-ils être, par exemple, le traité de Brest-Litowsk, signé en mars 1918 par les bolcheviks qui venaient de prendre le pouvoir et qui étaient incapables de résister à l'impérialisme allemand, l'armée étant en pleine décomposition, en est un exemple. Mais un compromis, au cas où il est inévitable, doit être expliqué comme tel et non maquillé en victoire. Il faut le juger concrètement en fonction d'une situation donnée et savoir sur quelles perspectives il se fonde. En aucun cas il ne peut se conclure aux dépens des principes (par exemple, un accord sur les salaires est un compromis, il ne saurait inclure la solidarité d'entreprise et la renonciation à l'expropriation du capital). Enfin, alors même que le prolétariat concerné ne peut que subir un compromis, il reste du devoir du

prolétariat international d'expliquer quelles menaces ce compromis recèle et pour le prolétariat directement concerné et pour la classe ouvrière des autres pays, en particulier pour celle du pays impérialiste qui impose ce compromis.

DE DIEN-BIEN-PHU A GENEVE

Les accords de Genève ne peuvent être dissociés de la situation politique d'ensemble existant alors. Le coup militaire porté à Dien-Bien-Phu détruisit le fer de lance de l'armée française. Aussi bien dans le delta du Tonkin qu'en Annam, en Cochinchine et au Cambodge, les troupes françaises étaient acculées. Pourtant, cette victoire militaire ne prenait toute son importance qu'en fonction d'une situation politique d'ensemble dont elle devenait, à son tour, un facteur.

Depuis 1946-47, sous la direction de l'impérialisme américain, l'impérialisme mondial s'était engagé dans la préparation à la guerre contre l'U.R.S.S. et la Chine. La doctrine officielle de la politique américaine était alors le « roll-back ». Mais cette préparation reposait sur des rapports de classe insuffisamment stabilisés en faveur de l'impérialisme. Quoique remise en selle, la bourgeoisie des pays de l'Europe occidentale restait, politiquement et économiquement, extrêmement faible. En même temps, la course aux armements, imposée à la bureaucratie du Kremlin par l'impérialisme américain, le blocus économique pratiqué à son encontre, poussaient à leur paroxysme les contradictions économiques et sociales inhérentes à son existence, en U.R.S.S. même et surtout dans les pays de l'Est de l'Europe. D'autre part, les capitalismes japonais et ouest-allemand n'en sont alors qu'au début de leur reconstruction et la guerre de Corée avait révélé l'insuffisante préparation, militaire, mais surtout politique, de l'impérialisme américain à la guerre.

Dans cette Europe qui reste décisive du point de vue de la lutte des classes mondiale, les chaînons les plus faibles cédaient : à juin 1953 en Allemagne de l'Est correspondait août 53 en France, de grandes luttes ouvrières se développaient dans les principaux pays d'Europe de l'Ouest. Dien-Bien-Phu s'inscrivait dans cette situation, et cette victoire militaire valait surtout par ses effets politiques. Elle portait au plus haut niveau la crise politique de cet « homme malade de l'Europe » qu'était l'impérialisme français, crise qui, à son tour, s'inscrivait dans une situation d'ensemble

en Europe : Dien-Bien-Phu précède les grandes luttes ouvrières de l'été 1955 en France, la révolution algérienne, la montée révolutionnaire de 1956 en Pologne et la Révolution hongroise.

C'est à partir de là qu'il faut juger les accords de Genève conclus en juillet 1954 et non dans l'abstrait. La bureaucratie du Kremlin était directement intéressée à éviter un effondrement total de l'impérialisme français, tout autant que l'impérialisme international. Les accords de Genève se situent un an après la mort de Staline alors que la bureaucratie tentait désespérément d'atténuer la pression qu'exerçait sur elle, par la préparation à la guerre, l'impérialisme, ainsi que les contradictions économiques et sociales dans les pays de l'Est de l'Europe et en U.R.S.S. Pour sa propre sécurité, l'impérialisme allait d'ailleurs le lui permettre en partie.

Il s'agissait de réduire au minimum les conséquences pour la bourgeoisie française de la défaite de Dien-Bien-Phu et d'éviter, en même temps, l'extension de la révolution en Asie. Quelles que soient les stipulations des accords de Genève (quant à une réunification ultérieure du pays), la partition du Viet-Nam, à la hauteur du dix-septième parallèle, sauvait du désastre l'impérialisme français, obligeait le Viet-Minh à évacuer le Sud, permettait à l'impérialisme français bientôt relayé par l'impérialisme américain, l'édification d'un appareil d'état sud-vietnamien. Au total, les accords de Genève constituèrent un coup d'arrêt à l'expansion de la révolution en Asie, au moment où se développait une puissante vague révolutionnaire en Europe. Avec l'accord de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, les Etats-Unis ne ratifièrent pas les accords de Genève. Ils avaient mieux à faire : à les exploiter.

Au nom de la « paix », au lieu de lutter pour l'évacuation immédiate par les troupes françaises du Viet-Nam — en liant cette lutte aux problèmes de la lutte des classes en France — le P.C.F., comme la S.F.I.O., appuyèrent de toutes leurs forces cette politique et détournèrent la combativité des masses. En août 1953, le gouvernement Laniel parvenait à se maintenir grâce à la politique des dirigeants ouvriers. Il ne survécut pas à la défaite de Dien-Bien-Phu. Avec l'appui de la S.F.I.O. et du P.C.F., le gouvernement Mendès-France fut constitué. Sa tâche consistait à liquider la guerre au Viet-Nam, aux moindres frais pour la bourgeoisie française. Le gouvernement de la « paix au Viet-Nam » de juillet 1954 devait devenir, en novembre de la même année, le gouvernement de la guerre d'Algérie et des Accords de Londres, intégrant l'Allemagne occidentale au sein de la coalition atlantique. Rappe-

lons, pour mémoire, à ceux qui l'auraient oublié, que lorsque, en novembre 1954, éclata la révolution algérienne, Mendès-France, du haut de la tribune de l'Assemblée nationale, proclama « L'Algérie c'est la France ! » et son ministre de l'Intérieur, Mitterrand, aujourd'hui soutenu par les partis ouvriers comme candidat à la Présidence de la République, ajouta « la seule négociation c'est la guerre ».

La bureaucratie chinoise elle-même, effrayée des conséquences de ce qui semblait pourtant être sa propre victoire appuya sans réserve les accords de Genève qui lui semblaient être un compromis la garantissant contre l'impérialisme. Le Viet-Minh fit chorus. On peut naturellement se demander si le Viet-Minh était en mesure de repousser ces accords, à partir du moment où la bureaucratie chinoise, celle du Kremlin et les dirigeants du mouvement ouvrier français y souscrivaient. Mais, de toute façon, c'est une chose de ratifier les accords de Brest-Litowsk comme le firent, contraints et forcés et en expliquant pourquoi, les bolcheviks, et une autre de ratifier les accords de Genève en les magnifiant, comme le fit le Viet-Minh. Dans un cas, il s'agissait d'un recul, d'une manœuvre, admis de façon ouverte, en attendant que se développent les mouvements révolutionnaires en Europe et en agissant pour aider ce développement. Dans l'autre, il s'agissait de la subordination aux bureaucraties russe et chinoise, il s'agissait de les cautionner aux dépens des intérêts du peuple vietnamien. Cette politique rejoignait celle pratiquée en 1945-46. Le peuple vietnamien devait la payer d'une nouvelle et épouvantable guerre. La victoire de Dien-Bien-Phu n'avait pas la vertu magique d'affranchir la révolution vietnamienne de sa réalité comme partie de la révolution prolétarienne mondiale. Celle-ci trahie, Dien-Bien-Phu ne représentait plus qu'un épisode.

LA STRATEGIE DE L'ANEANTISSEMENT

La politique de l'impérialisme américain au Sud-Vietnam est justement caractérisée par la résolution du Comité International dans les termes suivants :

« Au Viet-Nam, les impérialistes déploient une nouvelle stratégie vis-à-vis de la révolution dans les colonies, l'U.R.S.S. et la Chine. Il n'est plus question de "coexistence pacifique" mais d'une "Pax Americana" maintenue par des armes de destruction qui peuvent anéantir tout être vivant sur de grands espaces. Ces armes ne sont pas nucléaires — celles-ci sont, pour le moment,

conservées à l'arrière-plan. Ce sont des armes destinées à être utilisées, qui sont reliées aux besoins militaires de l'impérialisme à l'étape actuelle, où il ne peut se maintenir que par la violence et la terreur...

Les impérialistes U.S. ne s'inquiètent pas de leur impopularité. Ils savent que chaque bombe lancée sur le Viet-Nam rend plus difficile à leurs agents dans les pays coloniaux la défense de leur politique, mais manifestement ils n'en tiennent aucun compte. Ils affichent leur mépris pour la bourgeoisie nationale et, pour la garder sur le droit chemin, ils comptent sur la démonstration de leur force militaire écrasante.

Il ne s'agit pas, au Viet-Nam, de défendre des investissements américains, ni même de défendre seulement l'impérialisme en Asie du Sud-Est. C'est davantage le besoin d'un terrain d'affirmation et de démonstration de la force américaine pour impressionner l'Afrique et l'Amérique latine et les bureaucraties de Russie, d'Europe de l'Est aussi bien que de Chine. »

Le succès de l'opération engagée par l'impérialisme américain au Viet-Nam aurait comme conséquence le renforcement de la pression impérialiste sur la Chine, les pays de l'Est de l'Europe et l'U.R.S.S. ; renforcerait le « leadership » américain sur la coalition impérialiste ; accentuerait l'offensive bourgeoise contre la classe ouvrière dans les principaux pays d'Europe et la domestication des bourgeoisies des pays économiquement arriérés. Elle signifierait en particulier une menace thermo-nucléaire directe contre la Chine. Si le prolétariat ne se libérait pas des tutelles bureaucratiques pour abattre le capitalisme, c'est le futur de l'humanité qui se lirait dans le génocide vietnamien commencé par l'impérialisme américain.

LES BUREAUCRATIES COMPLICES OU IMPUISSANTES

Le crime impardonnable de la bureaucratie du Kremlin consiste, non seulement à ne pas fournir au peuple vietnamien le matériel militaire dont il a besoin pour résister à l'impérialisme, mais d'abord à paralyser — avec l'aide des partis et des organisations qu'elle contrôle — le développement de la lutte des classes en Europe et dans le monde. Elle contribue ainsi à établir les conditions politiques sans lesquelles la puissance militaire de l'impérialisme américain ne pourrait se déployer.

La faillite totale de la bureaucratie chinoise s'exprime, par

exemple, dans les affirmations du maréchal Lin Pao, vice-ministre de la Défense, qui dans un article en date du 2 septembre 1965 écrit :

« La principale contradiction du monde contemporain réside dans les heurts entre les peuples révolutionnaires d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, d'une part, et d'autre part, les impérialistes avec à leur tête les Etats-Unis.

Lorsqu'ils commettent leurs agressions dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, les impérialistes commencent généralement par s'emparer des grandes cités et des principales voies ferrées, mais ils sont incapables de contrôler entièrement la campagne. Or, c'est justement la campagne, et elle seule, qui offre les vastes espaces où les forces révolutionnaires peuvent manœuvrer librement...

Transposé à l'échelle du globe terrestre, cela signifie que l'Amérique du Nord et l'Europe peuvent être comparées à des cités tandis que l'Asie, l'Afrique et l'Amérique Latine représentent les régions rurales.

Le monde actuel offre donc, lui aussi, une image de l'encercllement des cités par le mouvement révolutionnaire des régions rurales. »

Il n'y a là que panique et impuissance. Panique, parce que les bureaucrates chinois se rendent compte que l'opération impérialiste au Viet-Nam n'est qu'une préface ; impuissance, parce que trahie par la bureaucratie du Kremlin, la direction du parti communiste chinois est incapable d'en appeler au prolétariat mondial et de lui ouvrir la voie de la révolution socialiste par la lutte pour la construction de l'Internationale et des partis révolutionnaires qui lui sont indispensables pour vaincre.

L'opportunisme irrémédiable des dirigeants du Viet-Minh et du Viet-Cong se manifeste, y compris au travers de la lutte héroïque des masses vietnamiennes. Loin de relier leur lutte à celle du prolétariat mondial, ils en font une lutte nationale englobant l'ensemble des classes y compris la bourgeoisie nationale du Sud-Vietnam. Par cela même, ils s'interdisent de faire appel au prolétariat mondial et s'alignent soit derrière la bureaucratie russe, soit derrière la bureaucratie chinoise. L'affrontement militaire avec l'impérialisme devient l'essentiel, au lieu du rapport inverse : la lutte militaire s'intégrant dans une conception d'ensemble de la révolution prolétarienne.

La stratégie choisie par l'impérialisme américain ne peut se

développer qu'à l'abri des politiques de la bureaucratie du Kremlin, de la bureaucratie chinoise, de celle des appareils social-démocrates. Wilson, parce qu'il est au pouvoir, illustre parfaitement le rôle que jouent les appareils social-démocrates. En même temps qu'il subordonne la classe ouvrière anglaise au sauvetage de la bourgeoisie britannique, il couvre avec cynisme l'entreprise d'anéantissement du peuple vietnamien engagée par l'impérialisme américain.

La politique du Parti communiste français ne constitue pas une aide moins précieuse pour l'impérialisme. Mais son mode d'expression est différent : c'est sous le couvert d'un optimisme de commande que s'opère la trahison. A l'occasion du 20^e anniversaire de la république du Viet-Nam, au nom du Comité Central du P.C.F., Waldeck-Rochet proclame dans un message :

« ...L'impérialisme américain qui entendait prendre la place qu'avait dû abandonner la colonisation française, introduisit, au mépris des accords de Genève, un imposant matériel de guerre et multiplia les bases militaires. La population du Sud-Vietnam se vit privée de tout droit démocratique et imposer un régime fantoche détesté. Elle n'eut d'autre ressource que de se lever à nouveau pour conquérir la liberté et l'indépendance. C'est dans une lutte unie que s'est constitué le Front National de Libération du Sud-Vietnam. »

Mais tout va bien puisque « devant l'effondrement de leurs marionnettes les impérialistes américains se sont engagés toujours plus avant dans la guerre d'agression » et que « ils connaissent des échecs répétés, car rien ne peut vaincre un peuple qui lutte pour sa liberté et son indépendance » (*Humanité*, 2 septembre 1965).

La décomposition du régime des fantoches à la solde de l'impérialisme américain n'est pas douteuse, elle nourrit la lutte du peuple vietnamien. Elle est une expression extrême d'une situation d'ensemble valable pour tous les pays économiquement arriérés et qui démontre que les bourgeoisies nationales ne peuvent survivre qu'en s'appuyant sur l'impérialisme. On a pu voir l'impérialisme américain et la bureaucratie russe agir de commun pour mettre fin au conflit indo-pakistanaï. « L'humanisme » n'a rien à y voir. Mais l'un et l'autre redoutaient la tension sociale et économique qu'aurait produite la poursuite de la guerre ; ils craignaient que la guerre ne conduise à l'effondrement des régimes de ces pays. L'exemple de l'Indonésie est lui aussi frappant. Soekarno qui flirta avec la Chine et bénéficia du soutien politique ouvert de la bureaucratie chinoise n'a subsisté que parce qu'il était appuyé de l'extérieur, aussi bien par la Chine que par la bureau-

cratie russe et l'impérialisme contre les masses indonésiennes. Il s'agit en quelque sorte d'un chantage pratiqué à l'égard de l'impérialisme, dans le but d'obtenir des subsides plus importants au profit de la bourgeoisie indonésienne, c'est-à-dire, en dernière analyse, pour consolider le soutien de l'impérialisme en Indonésie. La réalité du régime d'ailleurs, tout comme la faillite de la politique du parti communiste indonésien soutenu par la bureaucratie chinoise se sont révélés dans les récents événements. Consolidée par la politique antérieure de Soekarno — qu'il n'a pu poursuivre que grâce à la collaboration du P.C. — la bourgeoisie a brutalement modifié l'équilibre du régime, remettant le pouvoir réel entre les mains de l'armée, chargée d'écraser dans le sang le mouvement ouvrier.

FRAGILITE DE LA STRATEGIE DE L'IMPERIALISME AMERICAIN

L'impérialisme américain tente d'arrêter à tout prix l'expansion de la révolution en Asie et de passer à la contre-offensive ; même si cela suppose l'anéantissement de la population du Nord et du Sud-Vietnam. Et sur le plan militaire, il a les moyens de le faire.

La seule réplique à cette stratégie c'est la lutte pour l'extension de la révolution en Asie, la mise en cause du pouvoir bourgeois en Europe qui donneraient une formidable impulsion à la lutte des classes aux Etats-Unis. C'est en ce sens que la lutte héroïque du peuple vietnamien prend toute son importance. Elle est un facteur considérable de mobilisation des masses d'Asie et aide celle des prolétariats des pays économiquement développés. Son écrasement constituerait un important succès pour l'impérialisme.

Mais c'est ici que tout se noue : les bureaucraties du Kremlin et de Chine redoutent, pour elles-mêmes, ce développement révolutionnaire. Des Etats-Unis à la Grèce, partout a été démontrée la fragilité des bases sur lesquelles repose la stratégie de l'impérialisme américain. La révolte des Noirs de Los Angeles est celle de la fraction la plus exploitée du prolétariat américain et non essentiellement la manifestation d'un problème racial. La limiter à une simple question raciale est une réussite pour la bourgeoisie américaine — y compris pour sa fraction noire — car elle en limite la portée. Mais, fondamentalement, elle exprime les contradictions de classe aux U.S.A. Il manque peu de choses pour

qu'elle ouvre la voie à toutes les minorités raciales, aux fractions paupérisées et à l'ensemble du prolétariat américain.

L'exemple de la Grèce n'a pas moins d'importance. Du fait de la politique stalinienne entre 1944 et 1949, le prolétariat a subi, au sens littéral du terme, une saignée dont il n'a pu se relever qu'après de longues années. Or, voici qu'à travers les contradictions qui déchirent la bourgeoisie grecque, il manifeste sa présence, pose ses propres problèmes. En Grèce, « A bas le Roi ! Vive la République ! » s'identifie avec les aspirations des masses, avec leur volonté de renverser l'ordre social existant qu'incarne la monarchie. Il n'est pas fortuit que Papandreou, leader de la bourgeoisie « libérale » affirme à chaque occasion qu'il ne s'agit pas d'abattre la royauté et qu'il condamne le cri séditieux de « Vive la République ». Il n'est pas fortuit que l'E.D.A. (l'organisation contrôlée par le parti communiste grec) condamne les manifestations violentes au nom de l'ordre constitutionnel, c'est-à-dire de l'ordre royal. Mais l'exemple grec témoigne de l'instabilité du régime capitaliste en Europe.

Dans les principaux pays d'Europe, en France, en Angleterre, en Allemagne, la bourgeoisie attaque la classe ouvrière de toutes les façons. Sous le signe de la « politique des revenus », elle met en cause les conquêtes économiques du mouvement ouvrier et du même coup son existence. Mais elle ne peut le faire, paradoxalement, qu'en utilisant les organisations d'origine ouvrière, partis et syndicats. Elle n'a pas la force de la faire directement. C'est évident en Grande-Bretagne avec le gouvernement Wilson. En Allemagne de l'Ouest, la prétendue « co-gestion » trouve son complément dans les lois sur l'état d'urgence, actuellement en préparation et qui mettent en cause les droits les plus élémentaires de la classe ouvrière, y compris le droit de grève. Mais elles ne peuvent être adoptées par le Parlement et surtout être appliquées qu'avec la complicité du parti social-démocrate et de l'appareil syndical. En France, la politique gaulliste ne peut prendre corps qu'avec la complicité des appareils politiques et syndicaux, dirigeants de la classe ouvrière.

Ce ne sont pas là des faits qui s'ajoutent simplement les uns aux autres. Ils expriment la faiblesse organique de l'impérialisme. Ils reflètent la pression, économique et politique, qu'exerce l'impérialisme américain sur les impérialismes d'Europe y exacerbant les contradictions de classe et les conflits internes aux classes dirigeantes. En même temps, la pression économique, politique et militaire que l'impérialisme international exerce sur l'U.R.S.S., les pays de l'Est de l'Europe et la Chine, approfondit la crise

du stalinisme. La bureaucratie du Kremlin fait concession sur concession aux tendances pro-bourgeoises qui se développent en U.R.S.S. ; elle recule pas à pas devant l'impérialisme. Ce processus est déjà beaucoup plus avancé dans les pays de l'Est de l'Europe. Il a comme conséquence d'approfondir les contradictions économiques et sociales. Il fait resurgir, avec encore plus de force, les problèmes qui furent à l'origine des mouvements révolutionnaires de 1953-56. Car la logique de ce processus remet en cause l'existence même des prolétariats de ces pays en raison de la pénétration impérialiste.

La séparation d'avec le marché mondial, la coupure en deux de l'Europe, l'oppression intense des classes ouvrières de ces pays par la bureaucratie du Kremlin multipliée par la course aux armements, ont abouti à tendre les rapports économiques et sociaux à un tel point qu'en 1953-56 éclatèrent les mouvements révolutionnaires qui culminèrent avec la révolution hongroise. Aujourd'hui les causes immédiates peuvent sembler inverses, en fait elles restent fondamentalement les mêmes. La bureaucratie du Kremlin capitule devant l'impérialisme et les forces pro-bourgeoises en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est de l'Europe, tout en s'accrochant comme à un hochet à la course aux armements — alors qu'elle prive le peuple vietnamien de l'aide militaire importante dont il a besoin — parce qu'elle redoute plus encore la victoire de la révolution prolétarienne en Europe. Mais toute la politique de l'impérialisme américain, comme celle de la bureaucratie du Kremlin, repose sur un équilibre extrêmement fragile. Nulle part la classe ouvrière n'a subi de défaite décisive. Le moindre développement révolutionnaire en Europe mettrait immédiatement à l'ordre du jour la révolution sociale dans les pays capitalistes d'Europe et la révolution politique dans les pays où l'économie est planifiée et où l'essentiel des moyens de production n'est plus propriété privée. L'exemple de l'Allemagne donne un exemple, pour ainsi dire physique, de la combinaison de la révolution sociale et de la révolution politique — qui elle aussi a un contenu social — comme expressions de la révolution socialiste internationale.

L'impérialisme est hors d'état de faire face à pareille éventualité. La stratégie de la terreur est à la fois redoutable et d'une extrême fragilité. De Gaulle l'a bien exprimé, avec son sens de classe aigu, au cours de sa dernière conférence de presse. Ouvrant en fait la campagne en vue des élections présidentielles, il a fait l'apologie du régime politique institué par la V^e République. Représentant des intérêts du capitalisme français et défenseur de

ses intérêts spécifiques, il s'est élevé au niveau d'une conception internationale de la lutte des classes. L'essentiel de la conférence de presse se situe dans ce cadre. Ce n'est nullement un hasard si l'on trouve, en plein milieu d'un développement sur les rapports entre les U.S.A., l'O.T.A.N., l'O.N.U., et la France, la phrase suivante : « Nos pouvoirs publics font preuve d'une stabilité et d'une efficacité que depuis longtemps on ne leur avait pas connues. » Cela ne constitue pas, à l'adresse de l'impérialisme américain, une « déclaration de guerre », mais au contraire une démonstration et un avertissement ; le système politique actuellement en vigueur en France est indispensable — forme une pierre angulaire — de la stabilité politique et sociale dans cette Europe où sont concentrées, en ce qui concerne la lutte des classes, tant de charges explosives.

Préablement, de Gaulle avait dit « à la lumière de l'événement, nous avons plus clairement mesuré dans quelle situation notre pays risquerait de se trouver demain si telles et telles dispositions initialement prévues étaient réellement appliquées. C'est ainsi qu'en vertu du texte, les décisions du conseil des ministres des six, seraient dès le 1^{er} janvier prochain, prises à la majorité. La France (la bourgeoisie française) serait exposée à se voir forcer la main dans n'importe quelle matière économique, par conséquent sociale et politique... En outre, à partir de la même date, les propositions que ferait la commission de Bruxelles devraient être adoptées ou non, telles quelles, par le conseil des ministres, sans que les Etats puissent y changer rien, à moins que, par extraordinaire, les six états fussent unanimes à formuler un amendement... On voit à quoi pourrait nous conduire une telle subordination, si nous nous laissions entraîner à renier à la fois la libre disposition de nous-mêmes et notre Constitution. »

Cette situation est inacceptable pour la bourgeoisie française compte tenu du rapport des forces à l'intérieur du Marché Commun et des liens extérieurs de telle ou telle bourgeoisie de l'Europe des Six. C'est un témoignage des contradictions du mode de production capitaliste : les forces productives étouffent dans les cadres nationaux mais restent prisonnières des bases sur lesquelles elles se sont développées ; chaque capitalisme national a d'autant plus besoin de l'état national qu'il est dépendant du marché mondial et de la division internationale du travail. La démonstration des rivalités internes de l'impérialisme est ainsi faite et explique l'impérieuse nécessité pour la bourgeoisie française de sur-exploiter la classe ouvrière. Mais il s'agit aussi d'un avertissement aux bourgeoisies dominantes en Europe et dans le monde :

acculer à une telle situation la bourgeoisie française aboutirait à des bouleversements économiques et sociaux d'une telle ampleur qu'il en résulterait inévitablement des explosions révolutionnaires lesquelles ébranleraient tout l'équilibre social et politique européen.

Mais de Gaulle va plus loin encore. Il envisage la situation internationale du point de vue des intérêts spécifiques de la bourgeoisie française en les intégrant dans le cadre des intérêts généraux de l'impérialisme international. Ainsi « en Asie, la fin des combats en cours, puis le développement satisfaisant des peuples, ne pourront être obtenus que par des relations à établir, des négociations à ouvrir, un modus vivendi à réaliser, entre les puissances dont la responsabilité directe ou indirecte a été engagée depuis la fin de la guerre mondiale dans les événements du Sud-Est de ce continent ; c'est-à-dire : la Chine, la France, l'Amérique, la Russie, l'Angleterre (Vive le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes !) mais nous croyons aussi, plus fermement que jamais que la condition élémentaire d'une telle entente serait la fin effective de toute intervention étrangère (les cinq puissances citées auparavant n'étant évidemment pas « étrangères ») par conséquent (la logique ne doit jamais perdre ses droits) la neutralisation complète et contrôlée de la zone où on se bat ».

Aucun doute possible : l'impérialisme doit contrôler cette région du monde, mais en associant à ce « modus vivendi » la bureaucratie du Kremlin et la bureaucratie chinoise, la France participant à sa réalisation. Cependant, ajoute de Gaulle, « toutes spéculations concernant l'hypothèse d'une médiation de la France ne reposent que sur des nuées. Actuellement, elle n'a rien d'autre à faire que de se ménager pour plus tard ». En d'autres termes, ce n'est pas « mûr ». Il faut encore que quelques centaines de milliers, voire quelques millions de vietnamiens de plus soient assassinés. Alors « si tant est que le moment en vienne jamais, la possibilité d'être utile notamment à Pékin, à Washington, à Moscou et à Londres quant aux contrats qui seraient nécessaires pour aboutir à la solution, quant aux contrôles qui auraient à la garantir et quant à l'aide qui devrait être apportée ensuite à ce malheureux pays qu'elle n'a certes pas oublié » n'est pas exclue.

Ce n'est qu'une préface : « Au reste... les cinq états dont dépend le destin de l'Asie du Sud-Est et qui d'ailleurs sont ceux qui détiennent les armes atomiques, ont fondé en commun il y vingt ans l'Organisation des Nations Unies... ils pourraient demain, s'ils le voulaient et dès lors qu'ils y seraient ensemble

faire en sorte que cette institution au lieu d'être le théâtre de vaines rivalités de deux hégémonies, devienne le cadre ou serait considérée la mise en valeur de toute la terre et ou s'affirmerait par là, la conscience de la communauté humaine », la dite conscience s'exprimant pour l'immédiat en laissant les mains libres à l'impérialisme américain au Viet-Nam.

Ainsi sont combinés les moyens militaires, diplomatiques et politiques afin d'étrangler tout nouveau développement révolutionnaire en Asie à commencer par le Viet-Nam. De Gaulle estime cependant qu'il faut se garder d'acculer la bureaucratie du Kremlin et la bureaucratie chinoise à une capitulation honteuse trop ouverte. Elles sont déjà aux prises avec de redoutables problèmes, une telle capitulation pourrait rendre leur position intenable, au détriment, en dernière analyse, des intérêts mêmes de l'impérialisme.

En Europe orientale la pénétration capitaliste doit autant que possible emprunter la voie froide : « nos contacts et nos échanges vont se multipliant avec les pays de l'Est, chacun d'entre eux n'étant bien entendu traité par nous qu'en considération de sa personnalité nationale ». Ce qui constitue un excellent moyen d'approfondir les contradictions entre ces pays résultant de leur gestion par la bureaucratie. « A cet égard nous attachons une grande importance au cours nouveau que prennent nos rapports avec la Russie. Nous nous félicitons des résultats atteints à l'occasion de la visite du Président Maurer en ce qui concerne les relations franco-roumaines. Avec grande satisfaction, nous allons recevoir le président Cyrankiewicz... » Et de Gaulle avait expliqué auparavant : « D'ailleurs, c'est en étant ainsi que nous croyons le mieux servir en définitive l'alliance des peuples libres » autrement dit les intérêts généraux de l'impérialisme mondial.

En un sens, c'est vrai. La politique gaulliste ne gêne que bien peu, çà et là, l'impérialisme américain. Elle est une fausse opposition, un rideau de fumée, qui facilite par contre son action contre-révolutionnaire. L'appui ouvertement donné par le P.C.F. à la politique gaulliste en ce qui concerne le Sud-Est asiatique est significatif. Il paralyse la classe ouvrière française au nom de « la paix » au lieu de lier la lutte contre l'intervention de l'impérialisme américain au Viet-Nam à celle pour le renversement, par l'action de la classe ouvrière, de la bourgeoisie française, de son gouvernement et de son état. Ainsi, il prépare les meilleures conditions pour l'étranglement de la classe ouvrière dans le monde.

Enfin, la stratégie de l'impérialisme américain est une composante de l'action contre-révolutionnaire de la bourgeoisie mondiale ; la politique gaulliste, une autre. Tout comme la capitulation du P.C.F. n'est que l'expression française de la capitulation de la bureaucratie du Kremlin devant l'impérialisme dans le monde.

Il demeure cependant que nulle part la bourgeoisie ne s'est renforcée de façon décisive face à la classe ouvrière. L'utilisation des appareils bureaucratiques qui contrôlent le mouvement ouvrier, conduit, à la limite, à leur destruction. De Gaulle le comprend bien qui voudrait que l'impérialisme américain ménage la bureaucratie du Kremlin et la bureaucratie chinoise. Mais il est incapable d'appliquer, lui-même, cette politique à la France. Au contraire, il est obligé d'y utiliser, à fond, les appareils bureaucratiques, donc de les déconsidérer devant la classe ouvrière, pour défendre les intérêts du capitalisme français.

La signification profonde des mouvements révolutionnaires des années 1953-56 en Europe Orientale, comme des puissantes luttes ouvrières qui se développèrent par-dessus les appareils bureaucratiques en France en 1953-55, réside précisément en ce que, pour la première fois à une telle échelle et avec une telle ampleur le prolétariat se dressait, dans le cours même de sa lutte pour le socialisme, contre les appareils bureaucratiques.

L'IMPORTANCE DE LA CONFERENCE DU COMITE INTERNATIONAL

Il est impossible que la stratégie de l'impérialisme américain se développe de façon linéaire sans déclencher de puissants mouvements de classe aussi bien dans les pays économiquement arriérés que dans les pays industriellement avancés, tant à l'est qu'à l'ouest. Pas plus n'est-il possible qu'en France la politique gaulliste puisse se réaliser, jusqu'à son terme, à froid. De puissantes manifestations de la lutte des classes sont donc à l'ordre du jour. Au cours de ces combats, les rapports nouveaux au sein du mouvement ouvrier qui se sont exprimés dans les années 53-56 avec éclat se manifesteront à nouveau, avec plus de profondeur encore. L'issue dépendra de la capacité des organisations qui se réclament du trotskysme, de la lutte des classes, qui se situent sur le terrain de la construction de partis révolutionnaires et d'une Internationale, à accomplir leurs tâches. Mais à ces tâches, c'est dès aujourd'hui qu'ils doivent se préparer, en liant leur intervention dans la lutte

des classes de leur pays, la construction de partis ouvriers révolutionnaires, au problème de la reconstruction de la IV^e Internationale.

La résolution du comité international exprime parfaitement les rapports entre la lutte des classes et leur expression consciente :

« Ce n'est pas assez de faire des pas en avant théoriques formellement justes d'une part, et de l'autre de déployer une intense activité dans la lutte des classes. Une telle manière de faire ne pourrait donner que l'apparence de succès limités. En fait, c'est seulement lorsque les marxistes se considèrent, eux et leur conscience, comme partie prenante de la lutte de classe vivante, se développant avec elle et transformant ses flux et reflux quantitatifs en un enrichissement théorique à partir duquel on peut développer le programme de l'Internationale, que l'unité de la théorie et de la pratique est réellement réalisée. Ce n'est que de cette manière que les cadres des sections de l'Internationale peuvent être formés. Leur internationalisme sera au niveau des luttes de la classe ouvrière internationale, car il se développera comme une partie de ces luttes, leur composante consciente, la plus vitale. »

La capitulation devant les appareils de ses dirigeants révisionnistes a détruit la IV^e Internationale. L'organisation révisionniste qui subsiste est en pleine crise. En son sein, se réfracte aussi la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin. Le rôle politique qu'elle joue encore est de faire obstacle à la reconstruction d'une véritable internationale. Les nouveaux rapports qui se sont exprimés au cours des années 1953-56 en France et dans les pays dominés par la bureaucratie n'ont pas abouti à la construction de l'Internationale et de ses partis. La raison essentielle se trouve dans l'action destructrice de la IV^e Internationale et de ses organisations, menée par le centre révisionniste pabliste.

Il ne suffit pas en effet que les rapports entre les classes se tendent, aboutissent à de puissantes explosions révolutionnaires au cours desquelles les prolétariats se dressent pour abattre le capitalisme et les bureaucraties parasitaires ; il faut encore qu'au cours de la préparation de ces luttes comme lorsqu'elles éclatent puis se développent, la voie soit ouverte vers la construction de l'Internationale et de ses partis qui seuls peuvent exprimer, sur le plan de l'action consciente, leur contenu, leur essence, leur unité. C'est seulement dans l'action pour ouvrir cette voie que les organisations se situant sur le terrain du marxisme peuvent se développer comme une composante vitale de la lutte des classes.

Par rapport à ces tâches, le centre révisionniste constitua un obstacle capital. Sa décomposition en même temps que s'approfondit la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, non seulement permet mais implique qu'à moins de renoncer à leurs tâches, les organisations se réclamant du trotskysme, s'affirmant pour la construction de partis ouvriers révolutionnaires, ouvrent la voie à la reconstruction de la IV^e Internationale.

La crise du stalinisme est la composante majeure des nouveaux rapports qui se développent au sein du mouvement ouvrier international. Ce qui lui donne son caractère et sa profondeur, c'est le fait que les appareils bureaucratiques pris entre l'impérialisme et le prolétariat sont contraints de se mettre plus directement encore au service de l'impérialisme mondial. Ce gigantesque appareil international, hier instrument complémentaire de la diplomatie du Kremlin n'est désormais utilisable qu'en le mettant directement au service de l'impérialisme ce qui signifie sa destruction.

De façon extrêmement concrète cela se manifeste en France. L'appareil stalinien est engagé dans une politique de destruction du mouvement ouvrier, le soutien qu'il donne à la diplomatie gaulliste s'insérant dans une politique d'appui total à l'une des plus faibles bourgeoisies d'Europe occidentale afin de préserver le chancelant équilibre social, à l'échelle européenne et mondiale. L'attitude des dirigeants du P.C.F. est conditionnée par cette donnée fondamentale de la politique de la bureaucratie du Kremlin : s'appuyer de plus en plus sur l'impérialisme, sur les tendances pro-bourgeoises en U.R.S.S. et en Europe orientale, contre la classe ouvrière de ces pays, et soutenir l'impérialisme partout dans le monde et là surtout où il est le plus faible. Au bout de cette voie, il y a la liquidation des partis communistes qui deviennent de plus en plus des instruments inutilisables et même dangereux dans la mesure où leur existence suppose une classe ouvrière organisée et combattante.

De toute façon, la lutte pour la construction de l'Internationale est partie de la lutte pour la construction de partis ouvriers révolutionnaires. Mais en France, cela est vrai y compris du point de vue de l'exploitation révolutionnaire de la crise du stalinisme. Les militants du P.C.F. qui, dans le cours de la lutte de classe quotidienne, se heurtent à chaque pas aux implications de la politique de leur parti, ne rompent avec l'appareil traître que dans la mesure où le lien entre cette politique et la nature de la

bureaucratie russe, son rôle international, leur apparaîtront. La façon pratique dont cette démonstration peut se faire est directement dépendante de la reconstruction d'une authentique internationale ouvrière. C'est ce qui fait de la Conférence du Comité International un événement politique important et, par rapport à la lutte des classes en France, un facteur primordial de la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire.

Toute organisation — quelles que soient ses bonnes intentions — qui se tiendrait en dehors de cette lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale ne peut absolument pas répondre aux problèmes qui se posent à la classe ouvrière. Pareille attitude donnerait les meilleures chances à l'impérialisme comme aux bureaucraties contre-révolutionnaires pour conserver à la lutte des classes un caractère partiel, surmontant par cette voie, une fois encore, leurs crises conjointes.

La conférence convoquée par le Comité International est un moment de la reconstruction de la IV^e Internationale. Y sont invités, avec plein droit de participation aux délibérations comme à sa préparation politique, les organisations se réclamant du trotskysme, affirmant lutter pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire dans leur pays. Par sa tenue, cette Conférence ouvrira la voie à la reconstruction de l'Internationale. Les débats et la préparation politique ne seront pas formels. Toute organisation participante, même à titre d'invitée, pourra défendre de plein droit ses positions avant et au cours de la conférence. Elle ne se situera pas en dehors de la lutte des classes précisément parce qu'elle est convoquée par les organisations du comité international qui ont lutté contre le révisionnisme, en liant cette lutte à leur intervention dans la lutte des classes.

De cette conférence ne sortira certes pas une IV^e Internationale reconstruite, et armée de pied en cap, mais une orientation, la définition de tâches politiques en vue de sa reconstruction.

Elle ouvrira la discussion sur les questions théoriques et les tâches pratiques à accomplir pour que le mouvement ouvrier reconstruise l'Internationale qui lui est indispensable pour vaincre. En ce sens, au moment où la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie met en relief l'unité de la révolution prolétarienne mondiale, cette conférence est un événement politique important parce qu'elle ouvre une perspective aux militants ouvriers qui relient leurs luttes quotidiennes au combat pour le socialisme. C'est pourquoi cette Conférence s'intégrera aux luttes de la classe ouvrière internationale comme un élément de « la composante consciente, la plus vitale » de ces luttes.

R. DUCROS.

pour la reconstruction de la quatrième internationale

*(résolution du Comité International soumise à la
discussion pour la Conférence Internationale)*

1

La lutte de classe est internationale. Le capitalisme mondial a depuis bien longtemps épuisé son rôle historique : poser les bases objectives du socialisme ; les luttes des travailleurs de tous les pays n'ont de sens que dans les termes de la révolution socialiste mondiale, qui a commencé en octobre 1917 en Russie, comme partie de la révolution mondiale. La III^e Internationale (communiste) fut fondée pour répondre aux besoins de la classe ouvrière dans cette époque de guerres et de révolutions. A la suite des trahisons de la social-démocratie après 1918, la dégénérescence du P.C.U.S. et du Comintern conduisit finalement aux défaites d'Angleterre et de Chine en 1926-1927 et à la victoire du fascisme en Italie, en Allemagne et en Espagne. Entre 1933 et 1938, Trotsky et l'opposition bolchévique se préparaient à fonder une Quatrième Internationale en réponse aux besoins de la classe ouvrière dans une période de défaites, quand le stalinisme fut définitivement passé du côté de la contre-révolution.

L'histoire de la lutte de classe depuis 1938 a prouvé que le point de départ fondamental de Trotsky et des fondateurs de la IV^e Internationale était correct : la classe ouvrière reste opprimée par le capitalisme à cause des trahisons de la direction de la classe ouvrière, particulièrement de celles de la bureaucratie stalinienne en U.R.S.S. ; *notre époque est l'époque de la crise de la direction du prolétariat*. Tous les développements économiques et politiques depuis lors ont montré combien il était correct d'insister sur le fait que le développement de l'impérialisme approfondit constamment la contradiction entre les forces productives et les relations sociales capitalistes. Mais, à chaque étape critique du développement de cette contradiction, les dirigeants traîtres, sociaux-démocrates et staliniens et la bureaucratie soviétique ont fourvoyé les ouvriers ; ces formations petites bourgeoises ont divisé les travailleurs selon des lignes nationales et par couches et ont entravé le développement d'une conscience révolutionnaire. La crise économique et politique dans les pays capitalistes avancés, après la guerre, l'effondrement de la domination capitaliste en Europe orientale, la révolution victorieuse en Chine, les luttes de masse dans les pays coloniaux, à tout cela le capitalisme international n'a survécu que grâce à la trahison de ces directions qui ont désarmé la classe ouvrière.

Seule une direction internationale révolutionnaire marxiste aurait pu permettre à ces luttes de classe de mener au renversement du capitalisme dans ses centres vitaux, les pays avancés. Seule la IV^e Internationale et ses partis, intervenant dans la lutte de classe dans ces pays, leur donnant une signification internationale, aurait pu fournir la direction aux organes autonomes d'un pouvoir ouvrier et aurait pu émanciper les masses paysannes des directions nationalistes petites bourgeoises dans les pays coloniaux.

L'absence de l'Internationale et de ses partis a permis à l'impérialisme, à chaque étape de la lutte, d'établir un nouvel équilibre relatif. La collaboration du stalinisme international et des autres tendances petites bourgeoises en fut le facteur essentiel.

Une telle collaboration, pleinement développée dans la stratégie de coexistence pacifique et de compétition pacifique entre les deux systèmes mondiaux, mise en avant par la bureaucratie depuis la mort de Staline et particulièrement depuis 1956, prend aujourd'hui une signification supplémentaire du point de vue de la reconstruction de la IV^e Internationale. Cette phase nouvelle

et plus avancée du rôle contre-révolutionnaire du stalinisme est la réplique de la bureaucratie non seulement à la pression accrue de l'impérialisme, mais aussi à l'irruption de la révolution politique en Europe orientale après 1953. En même temps, des mouvements comme la grève générale d'août 1953 en France montrèrent que la politique des bureaucraties stalinienne et social-démocrate dans les pays capitalistes avancés entraient en contradiction avec le mouvement des masses. Le contrôle de la classe ouvrière dans les pays capitalistes où les stalinien avaient une influence de masse devint plus difficile et plein de dangers. Chaque mobilisation partielle des forces de la classe ouvrière menaçait de se transformer rapidement en affrontement général de classe, mettant en question le système capitaliste. Les directions bureaucratiques stalinien du mouvement ouvrier se trouvèrent alors face à la nécessité de se transformer ouvertement en agents du maintien de l'ordre bourgeois, comme les sociaux-démocrates l'avaient fait avant eux. Sous une autre forme, la défaite historique de l'impérialisme français à Dien-Bien-Phu força l'appareil stalinien international à une collaboration directe avec l'impérialisme dans le but de prévenir l'extension de la révolution dans les pays coloniaux.

La révolution hongroise représente, jusqu'à présent, la principale manifestation de l'insoluble contradiction qui oppose le stalinisme à l'extension de la révolution socialiste. En même temps qu'elle fut la première révolution politique contre la bureaucratie stalinienne, et qu'elle fut pour un temps victorieuse, elle fut aussi une expression de la lutte de classe internationale, prenant une forme spécifique dans les pays d'Europe orientale. Elle posa le problème du pouvoir ouvrier exercé par les conseils ouvriers non seulement en Hongrie mais en U.R.S.S. et dans toute l'Europe orientale. Son existence soulevait la question de la révolution sociale dans les pays d'Europe occidentale. Ainsi le caractère international croissant de la révolution prolétarienne menace l'existence, à la fois de la bureaucratie du Kremlin et de l'impérialisme. Le conflit sino-soviétique est une autre manifestation publique majeure de la contradiction inconciliable entre le stalinisme et la lutte révolutionnaire internationale. Cette lutte doit être conduite par une direction marxiste, si on veut prévenir la contre-révolution capitaliste en Chine, en U.R.S.S. et en Europe de l'Est, et vaincre l'impérialisme dans le reste du monde.

Un autre principe fondamental des fondateurs de la Quatrième Internationale est ainsi plus que confirmé. Le stalinisme n'est pas un nouveau système social, mais un régime de crise dans

un état ouvrier dégénéré, un régime qui tombera sous les coups de la révolution politique de la classe ouvrière ; la révolution politique ne peut vaincre qu'avec la direction de partis de la Quatrième Internationale. C'est la leçon des crises répétées en U.R.S.S. depuis 1953, des soulèvements en Allemagne de l'Est et en Pologne, de la révolution hongroise et du conflit sino-soviétique : l'instauration d'états ouvriers ou déformés en Europe orientale et en Chine, loin de mettre fin à l'isolement de l'U.R.S.S. et d'atténuer ses contradictions, les a accélérés et approfondis. Plus l'économie planifiée se développe sous le contrôle de la bureaucratie soviétique, plus les contradictions sociales s'aiguisent, donnant un caractère de plus en plus concret à l'alternative formulée dans le programme de fondation de la Quatrième Internationale.

« Le pronostic politique a un caractère alternatif : ou la bureaucratie, devenant de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale dans l'état ouvrier, renverse les nouvelles formes de propriété et rejette le pays dans le capitalisme ; ou la classe ouvrière écrase la bureaucratie et ouvre une issue vers le socialisme. »

En aucun cas, il ne peut y avoir de solution pacifique. Elle sera le produit de la lutte de classe mondiale, en premier lieu des luttes dans les pays capitalistes développés et en U.R.S.S., Europe orientale et Chine. L'unité de la lutte des ouvriers d'Europe orientale avec le mouvement ouvrier en Europe occidentale requiert maintenant d'une manière urgente une expression consciente et concrète. Cela peut être fait seulement par la reconstruction de la Quatrième Internationale des partis marxistes dans chacun de ces pays. Les Etats-Unis socialistes d'Europe sont un mot d'ordre vivant : en Europe orientale, la bureaucratie tente maladroitement une coopération économique entre les différents états ouvriers (Comecon) ; en Europe occidentale, les capitalistes essaient de discipliner la classe ouvrière et de résoudre leurs contradictions dans le cadre du Marché Commun européen, qui est lui-même un reflet de l'accentuation de contradictions inter-impérialistes ; entre les impérialistes et la bureaucratie, une série difficile de compromis est négociée, et l'économie de l'Europe orientale et de la Russie est de plus en plus pénétrée par le type de relations et de prix régnant dans le marché mondial capitaliste.

Ainsi, parallèlement à son rapprochement politique avec l'impérialisme depuis 1953, la bureaucratie est rendue plus sensible

au développement économique contradictoire du capitalisme international. C'est la tâche de la Quatrième Internationale de créer des partis de la classe ouvrière qui agissent consciemment, par la lutte, à partir de ces contradictions objectives et de ces possibilités. La division historique entre les ouvriers de Russie et d'Europe orientale d'une part, et ceux d'Europe occidentale et d'Amérique d'autre part, qui est un produit du stalinisme, ne peut être surmontée qu'à travers l'expérience consciente de l'unité de leurs luttes ; cette expérience consciente prend sa forme concrète dans la reconstruction de la Quatrième Internationale, enracinée dans la classe ouvrière des pays avancés aussi bien que dans les pays d'économie planifiée. Il n'y aura pas de formation spontanée de tels partis. En Hongrie, en 1956, en dépit d'un haut niveau de développement politique et de la formation de conseils ouvriers, un tel parti n'a pas été construit, et toute intervention consciente de la part de la Quatrième Internationale fut sabotée par les révisionnistes pablistes. La lutte des ouvriers continue dans ce pays depuis 1956, et c'est la responsabilité de la Quatrième Internationale d'y former une direction consciente qui se développera à partir des leçons de 1956.

De la même manière, l'Internationale et ses partis sont la clé des problèmes de la lutte de classe dans les pays coloniaux. Les leaders nationalistes petit-bourgeois et leurs collaborateurs stalinien bloquent la lutte au niveau de la libération nationale ou, au mieux, d'une version du « socialisme dans un seul pays », appuyée sur la subordination à la politique de coexistence de la bureaucratie stalinienne. De cette manière, tous les gains remportés par la lutte des ouvriers et des paysans, non seulement dans le monde arabe, en Inde, en Asie du Sud-Est, etc., mais aussi en Chine et à Cuba, restent à l'intérieur des limites de la domination impérialiste, ou sont exposés à la contre-révolution et à l'intervention impérialiste (l'alignement contre la Chine, la crise des missiles à Cuba, la guerre du Viet-Nam, etc.). Dans chaque pays, le lien organique entre la lutte des travailleurs coloniaux et la lutte des travailleurs des pays avancés et des états ouvriers ne peut être compris et ne peut trouver une expression concrète que par la direction de partis de la Quatrième Internationale.

La période 1953-1956 marque un tournant dans la situation mondiale. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, le rapport de forces entre les classes, à l'échelle mondiale, brisa le vieil équilibre capitaliste. Cependant, dans la mesure où les bureau-

craties stalinienne et réformiste étaient capables de contenir ou de manipuler la force de la classe dans les pays avancés, les conséquences les plus décisives de cette nouvelle situation ne sont pas apparues immédiatement dans toute leur signification.

Il y a eu une convergence des contradictions sociales et économiques à la fois dans les pays capitalistes avancés et dans les pays d'économie planifiée. A long terme, l'impérialisme ne peut survivre que s'il réintroduit les états ouvriers dans l'orbite de l'exploitation capitaliste. En même temps, le développement harmonieux des économies planifiées en Russie et en Europe orientale exige que les forces productives les plus avancées du monde soient intégrées à la planification socialiste. Mais l'économie ne peut être considérée en soi et isolément. Ses contradictions doivent être traduites en termes de classe.

La bureaucratie du Kremlin et toutes ses bureaucraties satellites, précisément parce qu'elles ont un caractère de groupes sociaux parasitaires, ne sont pas moins attachées à un cadre strictement national, aux états nationaux, que la bourgeoisie des différentes nations capitalistes. Ces états nationaux constituent la base de leur exploitation de la classe ouvrière dans leur propre pays. L'idée qu'il est possible de construire le « socialisme dans un seul pays » est non seulement une fausse théorie, elle est en même temps l'expression idéologique des conditions de la croissance et de la survivance de la bureaucratie parasitaire et de ses intérêts matériels.

Une conception mécanique de l'internationalisme prolétarien conduit à une incompréhension du facteur national dans la lutte pour l'émancipation des classes ouvrières soumises à l'impérialisme et à la bureaucratie du Kremlin. Mais il n'est pas moins dangereux d'ignorer le contenu international de la lutte de classe dans ces pays. Les ouvriers doivent se libérer de l'oppression et de l'exploitation à la fois de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, une tâche qui dépasse le cadre national.

La lutte de la classe ouvrière en Europe orientale peut seulement être comprise comme une lutte contre des régimes produits par un mouvement révolutionnaire qui a été doublement déformé.

1° Elle est partie du soulèvement révolutionnaire qui a menacé l'existence même du capitalisme dans l'Europe tout entière, menace qui a été écartée par les actions complémentaires de l'impérialisme américain, de la bureaucratie soviétique et de ses agences, et de la social-démocratie européenne ;

2° La bureaucratie du Kremlin a usé de son pouvoir pour décapiter l'action révolutionnaire des ouvriers de ces pays, se servant dans ce but du vieil appareil de l'état capitaliste.

Les mouvements d'août 1953 et de l'été 1955 en France, en même temps que la vague révolutionnaire montante en Europe orientale, doivent être considérés dans leur continuité historique, et comme marquant un tournant dans la lutte de classe internationale. D'une part, ils prolongent les luttes révolutionnaires d'Europe des années 1943-1945 ; de l'autre, ils inaugurent une nouvelle période de la lutte internationale de la classe ouvrière. Indépendamment de leur niveau de conscience de la question, les classes ouvrières d'Europe orientale, et de France en particulier, combattirent dans des luttes qui tendaient vers la dictature du prolétariat ; c'est uniquement à travers cette dictature qu'il est possible de mener à bonne fin l'utilisation planifiée des forces productives mondiales, basées sur la propriété commune des moyens de production et la destruction des frontières nationales. En ce sens, les luttes de cette période furent la réponse de la classe ouvrière aux contradictions, à la fois du système capitaliste et des économies planifiées. Dans ces combats, elle entra en conflit direct avec la bureaucratie stalinienne, avec ses agents internationaux staliniens et avec les bureaucraties réformistes, aussi bien qu'avec l'appareil d'état bourgeois.

La crise conjuguée de l'impérialisme et de la bureaucratie soviétique ne résulte pas uniquement de la contradiction entre l'économie capitaliste prise comme un tout et les économies planifiées. Elle comprend aussi les contradictions entre les puissances impérialistes elles-mêmes, qui nourrissent constamment la lutte de classes et lui donnent des formes plus aiguës dans les pays avancés, l'incapacité de l'impérialisme à arrêter le développement de la révolution dans les pays arriérés. La crise est aussi nourrie du fait que le Kremlin et les bureaucraties satellites ne peuvent résoudre les problèmes posés par le développement de l'économie planifiée, dont le développement harmonieux exige non seulement l'extension de la propriété sociale et de la planification des moyens de production dans les pays avancés, mais aussi la participation de la classe ouvrière à la gestion et au contrôle de l'industrie ; cela n'est possible que si elle exerce le pouvoir politique, ce qui exige le renversement de la bureaucratie. Cette crise conjuguée crée les conditions d'une intensification de la lutte de classe internationale, et c'est dans cette lutte que la crise trouvera sa solution. C'est pourquoi les luttes engagées par

les ouvriers des pays avancés pendant les années 1953-1956 et la modification des rapports entre eux et l'appareil bureaucratique du mouvement ouvrier révélée par ces luttes constituent des facteurs décisifs. Ce fait fut partiellement masqué par la défaite de la révolution hongroise, qui fut fondamentalement une victoire pour l'impérialisme, encourageant des tendances pro-capitalistes en U.R.S.S. et en Europe orientale, et des courants réformistes dans les partis communistes. Néanmoins, cette défaite fut temporaire et non fondamentale, étant donné que dans aucun pays avancé, la classe ouvrière n'a subi une défaite semblable à celle des années 1920.

C'est la perspective de luttes révolutionnaires combinées, menaçant en même temps l'existence de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, conduisant le prolétariat à entrer en conflit avec les appareils bureaucratiques qui contrôlent le mouvement ouvrier, qui à la fois exige et rend possible la reconstruction de la Quatrième Internationale.

2

On ne peut trouver de point de départ pour la pratique révolutionnaire, dans la situation politique internationale actuelle, à partir de la simple contemplation des « forces objectives » en jeu. La dégénérescence du mouvement international fondé par Trotsky doit être comprise en relation avec la lutte de classe internationale. L'opportunisme petit-bourgeois, sous la forme d'une tendance révisionniste cristallisée pénétrant toutes les sections du mouvement trotskyste, a détruit la Quatrième Internationale comme organisation fondée sur le Programme de Transition, et exige aujourd'hui une rupture complète avec les méthodes théoriques, politiques et organisationnelles des révisionnistes. Cette tendance révisionniste s'est développée en un centre de liquidation du parti révolutionnaire et de l'Internationale, maintenant rassemblé dans le prétendu « secrétariat unifié », qui est le produit de la fusion entre le secrétariat international de Pablo, les groupes révisionnistes antérieurement associés au Comité International et le S.W.P. des U.S.A. Le révisionnisme devint du liquidationnisme quand la section française fut exclue de l'Internationale parce

qu'elle défendait le trotskysme, le programme de transition et sa propre existence.

La destruction de la IV^e Internationale fut finalement consommée avec la scission de 1953. Le centre liquidateur est devenu un obstacle majeur à la reconstruction de la IV^e Internationale.

Le révisionnisme et le liquidationnisme au sein de la IV^e Internationale, qui s'expriment politiquement d'abord par la subordination aux instruments bureaucratiques de pénétration impérialiste du mouvement ouvrier et des mouvements de libération nationale, doit être vu non seulement comme le résultat mais aussi comme un facteur objectif du succès des bureaucraties canalisant les luttes de la classe ouvrière internationale. La IV^e Internationale ne peut être reconstruite sans un combat contre ces révisionnistes « trotskystes ». Dans la période actuelle, où les actions contre-révolutionnaires de la bureaucratie stalinienne sont un appui indispensable à l'impérialisme, le révisionnisme et le liquidationnisme s'expriment par des formes particulières de capitulation devant cette bureaucratie. Les tendances centristes à l'intérieur du mouvement stalinien, en Europe orientale, en U.R.S.S. et en Chine, aussi bien que dans les différents partis communistes, se basent sur une perspective de réforme de la bureaucratie stalinienne. Le révisionnisme et le liquidationnisme pabliste sont l'expression de ce révisionnisme de notre époque à l'intérieur du mouvement révolutionnaire lui-même. Les premiers pas de la lutte contre le stalinisme dans les pays dominés par la bureaucratie passent par des formes qui tendent à s'adapter au schéma révisionniste. Aussi, la prépondérance du révisionnisme pabliste dans la IV^e Internationale entrava objectivement le développement de la révolution politique en 1953-1956. Ainsi, le révisionnisme et le liquidationnisme pablistes ne furent pas une expérience purement « interne » ou « subjective » de la IV^e Internationale.

La scission de 1951-1953 dans l'Internationale fut liée au développement du révisionnisme en liquidationnisme. L'abandon du programme de la IV^e Internationale, qui avait été impliqué dans les thèses antérieures de Pablo, se développa en un soutien effectif de la bureaucratie stalinienne, contre les travailleurs révolutionnaires d'Allemagne de l'Est. Cela constitua la preuve que l'organisation révolutionnaire fondée par Trotsky n'existait plus. En 1953, le révisionnisme contenu dans les thèses antérieures de

Pablo s'exprima de la manière la plus aiguë dans son abandon du programme de la révolution politique en Europe orientale au moment où les ouvriers d'Allemagne de l'Est entraient en lutte. Les théories des « siècles d'états ouvriers dégénérés », de « pression des masses sur la bureaucratie », et la tactique en découlant, « l'entrisme sui generis », constituaient l'arrière-plan révisionniste de cette trahison, et plus tard de la même attitude des pablistes à l'égard de la révolution hongroise de 1956 et de l'ensemble du phénomène de « déstalinisation ». La perspective fondamentale du programme de fondation de la IV^e Internationale, la construction de partis révolutionnaires combattant pour l'indépendance politique de la classe ouvrière dans le cours de la lutte pour le pouvoir fut abandonné. La conception pabliste d'un centre international dont le rôle était d'influencer, par un vague « appui théorique et politique », les éléments de la bureaucratie « s'orientant vers la gauche », au fur et à mesure qu'ils étaient censés répondre à « la pression des masses » et aux tendances objectives « irréversibles », est la négation même de la tâche fondamentale définie par le programme de transition : « ... *La crise de la direction du prolétariat, étant devenue la crise de l'humanité, ne peut être résolue que par la IV^e Internationale.* » La perspective fondamentale du programme de fondation de la IV^e Internationale se base sur l'appréciation suivante : « *L'orientation des masses est déterminée d'une part par les conditions objectives du capitalisme pourrissant et, d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est, bien entendu, le premier : les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques.* » La question est de combattre dans le courant même de la lutte de classe pour la destruction de l'appareil bureaucratique et pour la construction de l'Internationale et de ses partis.

A la place de la lutte pour la construction de l'Internationale, pour forger au cours de cette lutte une direction internationale sélectionnée dans le combat et par le combat, les pablistes substituèrent leur conception fautive d'un centre international, et cela aboutit à l'abandon de la construction de partis révolutionnaires combattant pour l'indépendance politique du prolétariat dans le cours de la lutte pour le pouvoir. La construction réelle de partis révolutionnaires en Europe de l'Est et en U.R.S.S. fut abandonnée et cela facilita l'isolement des ouvriers de ces pays de la classe ouvrière des pays capitalistes. (Ce liquidationnisme est l'essence du pablistisme dans tous les secteurs de la lutte de classe internationale.) Dans les pays capitalistes eux-mêmes, le

rôle contre-révolutionnaire des partis staliniens et de la politique de la bureaucratie soviétique est couvert par les révisionnistes pablistes, qui spéculent sur des tendances progressives « irréversibles » à l'intérieur des bureaucraties. La théorie de Pablo selon laquelle le parti stalinien serait poussé « à gauche » et même contraint à prendre le pouvoir, désarma l'avant-garde de la classe ouvrière française, lors de la grève générale de 1953, aussi profondément qu'elle désarma la IV^e Internationale face à la révolution politique en Europe orientale. Il est donc clair que chaque section nationale de la IV^e Internationale doit mener un combat déterminé contre le révisionnisme pabliste si elle veut construire un parti révolutionnaire basé véritablement sur la perspective de l'unité de la classe ouvrière internationale.

La faillite de ce révisionnisme s'affirme particulièrement clairement dans les évaluations pablistes de la scission entre les partis communistes russes et chinois. Au lieu d'une analyse objective des causes et des conséquences de cette division du point de vue du renforcement de la Quatrième Internationale dans son combat pour détruire la bureaucratie, les pablistes discutent longuement du faux problème de savoir quelle ligne, la chinoise ou la russe, exprime le mieux les intérêts du socialisme international. En fait, les critiques formellement correctes des formulations révisionnistes du P.C.U.S. faites par les Chinois ne sont que la parure théorique d'un refus empirique des conséquences de la tentative d'accord entre la bureaucratie soviétique et l'impérialisme américain aux dépens de la Chine. Des critiques formellement correctes du rôle de la bourgeoisie nationale et de l'attitude soviétique à leur égard dans les pays coloniaux n'ont pas empêché les dirigeants chinois de saboter la lutte des ouvriers, par exemple en Indonésie et en Afrique du Nord, selon les besoins de la diplomatie chinoise. La critique chinoise de la théorie de la coexistence pacifique est elle aussi limitée et purement empirique, parce qu'au départ elle ne pose pas comme autre terme de l'alternative une stratégie de mobilisation internationale de la classe ouvrière contre l'impérialisme. Cela ressort clairement de la distinction souvent répétée entre la « zone des tempêtes » coloniale et les pays avancés. Le problème d'unifier ces luttes à travers la construction de partis révolutionnaires et, par-dessus tout, de les unifier avec les luttes qui se déroulent dans les états ouvriers contre les bureaucraties, ne peut être résolu par les bureaucrates chinois. Leur attitude à l'égard de Staline et envers le trotskysme est parfaitement logique avec cette limitation. Il est objectivement impossible pour eux de dire

clairement que la révolution prolétarienne est le seul recours contre la barbarie ; ils ne peuvent présenter aucune stratégie d'ensemble basée sur la nature de l'époque, car une telle stratégie met en question leur propre existence.

Dans les pays avancés, les révisionnistes qui usurpent le nom de la IV^e Internationale sont prosternés devant la social-démocratie comme devant le stalinisme. Là aussi, la construction de partis indépendants de la classe ouvrière est abandonnée. Toute l'activité se concentre dans « l'entrisme profond » et dans l'appui aux tendances « centristes de masse » dans les partis sociaux-démocrates. De cette façon, les cadres de ces sections sont formés à l'adaptation opportuniste aux centristes professionnels et concourent à consolider la bureaucratie social-démocrate. En Belgique, la grève générale de 1960-1961 trouva les révisionnistes groupés autour de Germain, du fait de leur faillite à préparer la voie pour la construction d'une direction de rechange, marchant sur les talons des démagogues centristes qui s'opposaient à orienter le mouvement vers la lutte pour le pouvoir. Ils mirent en avant la revendication des « réformes de structures », tirée du programme minimum du P.S.B. Ils s'adaptèrent empiriquement aux sentiments séparatistes produits par l'absence de direction pendant la grève et donnèrent de tout cœur leur soutien au mouvement petit-bourgeois du fédéralisme wallon. Depuis lors, ils sont sur la défensive, allant d'une position opportuniste à l'autre jusqu'à ce qu'ils se retrouvent, en 1964, désarmés en face des attaques de la bureaucratie contre leur liberté d'expression à l'intérieur du P.S.B. Après des années d'« entrisme profond », ils se livrent maintenant à une aventure sectaire en proclamant un nouveau parti ouvrier en compagnie d'une poignée de non-marxistes et d'éléments démagogiques. Leur politique de « réformes de structures » n'est pas différente de celle des social-démocrates de gauche et des staliniens en Italie et dans d'autres pays d'Europe occidentale. Germain et ses collaborateurs fournissent une couverture idéologique à la social-démocratie là où elle est le reflet principal du capitalisme dans le mouvement ouvrier, tout comme ils jouent le même rôle pour le compte des staliniens en Europe orientale ou dans les pays capitalistes où les staliniens sont forts. En Angleterre, un petit groupe de supporters du S.U. concentre ses efforts contre la tentative de construction, de plus en plus avancée, d'une alternative marxiste aux sociaux-démocrates et aux staliniens, et ce particulièrement dans le mouvement de jeunes de la classe ouvrière. Sur cette voie, ils ont collaboré avec des renégats et des anticommunistes au service de la bureaucratie social-démocrate.

Le glissement général vers la droite de tous les partis sociaux-démocrates et staliniens depuis 1956 est leur réponse à la montée renouvelée de la lutte des classes internationale. La subordination croissante des révisionnistes à la bureaucratie, même pendant cette évolution à droite, indique clairement la nature de classe de cette tendance dans le trotskysme international. Leur théorie selon laquelle la pression des masses pousse la bureaucratie opportuniste vers la gauche est une théorie fautive et réactionnaire. Ces bureaucraties servent l'impérialisme, et toute adaptation de leur part aux luttes des masses est faite dans le but de trahir ces luttes au profit de l'impérialisme. Seul un combat contre les révisions « objectivistes » du matérialisme dialectique opérées par les Pablistes peut préparer la construction de partis véritablement révolutionnaires basés sur la théorie marxiste. En dehors de ce combat, il n'y a pas d'élaboration de la stratégie et des tactiques nécessaires dans la lutte de classe internationale pour intervenir dans chaque développement de la crise conjuguée du capitalisme et de la bureaucratie stalinienne.

Comme nous l'avons vu, cette liaison dialectique entre l'impérialisme, la bureaucratie, le révisionnisme et le combat pour reconstruire l'Internationale est valable également pour les pays coloniaux et semi-coloniaux. La lutte de libération nationale en Algérie dirigée contre l'impérialisme français s'acheva par l'établissement du gouvernement de Ben Bella et les accords d'Evian conclus avec de Gaulle, préservant les intérêts de l'impérialisme français en Afrique du Nord. Au lieu d'œuvrer à la construction d'un parti ouvrier indépendant en Algérie et d'un parti ouvrier révolutionnaire en France, qui eussent forgé des liens véritablement internationalistes entre les ouvriers français et algériens contre leur ennemi commun, les pablistes subordonnèrent leurs sections d'Europe occidentale à l'appareil du F.L.N. et collaborèrent à la répression du nouveau régime contre la classe ouvrière, en même temps qu'ils justifiaient l'accord de Ben Bella avec les impérialistes à Evian. Même la construction de partis ouvriers indépendants opposés aux régimes bourgeois dans des pays comme l'Égypte et la Syrie est dénoncée comme sectaire, et quelques porte-parole des pablistes caractérisent non seulement l'Algérie mais aussi ces pays comme des états ouvriers.

Le régime de Castro à Cuba a été salué comme un « état ouvrier sain », et toute lutte indépendante sur une ligne de classe, y compris la construction d'un parti, a été condamnée. Même la répression de Castro contre le parti trotskyste de Cuba (lequel

fait partie du groupe de Posadas qui scissionna d'avec les pablistes en 1962) a été justifiée par les révisionnistes. La construction d'un parti ouvrier indépendant et la formation de conseils ouvriers à Cuba comme partie intégrante d'une orientation internationaliste prolétarienne, impliquant l'extension de la révolution en Amérique latine et une alliance révolutionnaire avec les ouvriers des U.S.A. et du reste du monde, est complètement abandonnée. L'« aide » de la bureaucratie soviétique n'est pas vue dans le contexte de la lutte de classe internationale, la bureaucratie essayant de marchander la révolution cubaine en fonction de ses propres desseins, mais comme une assistance « progressiste » à Cuba. Les théories à propos des petits-bourgeois révolutionnaires qui sont des « marxistes inconscients », à propos des « directions jacobines sui generis », à propos des « partis révolutionnaires se construisant dans le cours même de la révolution », à propos des « conditions spéciales » des pays arriérés qui rendent périmée la théorie de la crise de la direction, toutes ces théories ont servi dans la pratique à aider les leaders nationalistes petits-bourgeois et bourgeois qui, soutenus par le stalinisme, sont parvenus à contenir les luttes révolutionnaires des masses dans les pays coloniaux à l'intérieur du cadre du maintien de la domination mondiale de l'impérialisme.

La confirmation la plus frappante du rôle définitivement opportuniste du révisionnisme pabliste a été fournie par l'évolution politique du L.S.S.P. à Ceylan. Adhérant au centre pabliste, les leaders de la majorité de ce parti ont répondu à l'appel de M^{me} Bandaranaike et de son parti bourgeois, le S.L.F.P., pour entrer dans un gouvernement de coalition. Là, nous avons concrètement exprimé le fait que la théorie au sujet des dirigeants petits-bourgeois s'orientant à gauche et se substituant à la construction des partis ouvriers indépendants, est une couverture de la politique bourgeoise. La survie de l'impérialisme à Ceylan exigeait que la résistance des ouvriers soit divisée et brisée, et par-dessus tout que leur direction soit décapitée. L'« unification » des révisionnistes en 1963, qui a été ouvertement réalisée sans discussion sur des questions telles que l'opportuniste de N. M. Perera et compagnie, fut un facteur décisif de la préparation de la trahison du L.S.S.P. de Ceylan en 1964. De cette manière, l'internationalisme falsifié des révisionnistes pablistes aboutit à une aide active à l'impérialisme. Sous le couvert de l'« unification internationale », on laisse la politique des sections conduire à l'adaptation aux agents directs de l'impérialisme dans leur propre pays.

Ces exemples cruciaux démontrent que la dégénérescence révisionniste au sein de la IV^e Internationale est un phénomène de classe de caractère international, correspondant aux besoins de l'impérialisme dans sa phase ultime de contradictions extrêmes et de dépendance, pour sa survie, de la bureaucratie stalinienne, de la social-démocratie et des dirigeants nationalistes. L'abandon de la théorie marxiste à l'intérieur de la IV^e Internationale, non seulement l'abandon du programme mais même des fondements du matérialisme dialectique, fut le mécanisme par lequel les cadres furent préparés à cette capitulation. La situation objective — la liquidation physique de beaucoup de sections à la fin des années 1930 et pendant la Seconde Guerre mondiale, la force apparente du stalinisme dans le mouvement ouvrier de 1942 à 1953, les divisions et les pressions de la période de la guerre froide, la répression maccarthyste aux U.S.A., tout cela fournit les conditions d'un déclin, en particulier en séparant physiquement la lutte de classe en Europe orientale et en Russie de celle se déroulant dans les pays capitalistes. Mais l'importance donnée à la conscience révolutionnaire par le programme de transition doit être notre guide. La mort de Trotsky affaiblit la IV^e Internationale d'une manière incalculable. Il n'y avait pas eu encore assez de temps pour former un mouvement capable d'assimiler le vivant héritage théorique de Marx, Engels, Lénine et Trotsky, en particulier la leçon apprise par Trotsky lui-même dans la révolution d'Octobre, la nécessité d'un parti bolchévick centralisé, fondé solidement sur la théorie marxiste, répondant à chaque besoin de direction de la classe ouvrière en fonction d'une perspective internationaliste. Cette faiblesse théorique et politique, traduite par une attitude dogmatique envers la théorie et le programme, ne *développant pas* la théorie marxiste contre les idéologies hostiles mais essayant de le « préserver », fut la cause de l'incapacité de la IV^e Internationale à développer le programme et à construire des partis dans la période d'après-guerre.

Au lieu de cela, les cadres de l'Internationale s'adaptèrent facilement aux courants petits-bourgeois dominant à cette étape du développement politique, particulièrement aux staliniens. Un « centre international » faux et artificiel fut constitué, comptant sur la contemplation propagandiste et le commentaire à propos des développements « objectifs » dans la lutte des classes. Un tel centre ne discutait pas des expériences vivantes des sections dans

le cours du développement du programme et de la théorie marxiste, mais, au lieu de cela, il laissait les sections sans directives, ou bien intervenait bureaucratiquement (sur la base des statuts organisationnels les plus « bolchéviques ») pour imposer une ligne internationale abstraite contre la volonté des sections. Un tel centre international, isolé de la lutte réelle, adaptant le programme à l'aspect superficiel de la politique et à certains cercles de l'intelligentsia « de gauche », dominé, comme c'était le cas, par les éléments petits-bourgeois qui peuplent les bureaucraties ouvrières, était inévitablement exposé aux pressions de la guerre froide, du stalinisme international et de l'impérialisme. Sa théorie et son programme ne se développèrent pas en relation active avec la lutte vivante, mais dans l'atmosphère raréfiée des « secrétariats internationaux ».

L'arriération théorique des leaders du S.W.P., qui négligèrent les avertissements de Trotsky sur le besoin de livrer bataille au pragmatisme, la philosophie américaine dominante, facilita leur adaptation au révisionnisme pabliste et fit d'eux-mêmes, en définitive, des pragmatistes. Une telle adaptation revenait en fait à un nationalisme étroit dans les questions de parti, à un abandon de l'internationalisme et de la responsabilité devant l'Internationale. Cela explique pourquoi le rejet du révisionnisme de Pablo par le S.W.P. n'alla pas jusqu'à une analyse théorique réelle. Cannon et les leaders du S.W.P. réagirent empiriquement à la capitulation flagrante de Pablo devant le stalinisme et à ses abus organisationnels, en organisant des fractions à l'intérieur des sections nationales, spécialement aux U.S.A., mais ils n'allèrent pas jusqu'aux racines théoriques du révisionnisme, et pour cette raison ils succombèrent eux-mêmes au révisionnisme. Leur abandon du programme de la révolution politique et de la construction de partis révolutionnaires en Europe orientale, leur soutien accru aux leaders petits-bourgeois en Algérie et à Cuba, aussi bien que dans les luttes de Noirs aux U.S.A., tout cela prépara une situation où maintenant le S.W.P. fait face à un danger immédiat de liquidation.

L'assassinat du président Kennedy provoqua de la part des dirigeants du S.W.P. une réaction qui révéla la profondeur de leur capitulation. Ils adressèrent leurs « condoléances » à la veuve et publièrent une déclaration dénonçant les méthodes du terrorisme. Cette action n'était qu'une expression de leur liquidationnisme sous la pression directe, non de la bureaucratie stalinienne ou social-démocrate, mais de l'impérialisme américain

lui-même. La rupture de Cannon avec Pablo en 1953 ne fit que dissimuler ce processus de dégénérescence. Il était parfaitement possible aux U.S.A. de rejeter une tendance qui prenait la *forme* d'une capitulation devant la bureaucratie stalinienne, et en même temps, de succomber à la pression de l'impérialisme lui-même. La preuve que c'est de cela qu'il s'agissait est donnée par le passage du S.W.P. sur les positions pablistes lorsque la crise du stalinisme culmina en 1956.

La « réunification » des révisionnistes pablistes en 1963 fut précédée par la défection de Posadas et de plusieurs sections pablistes latino-américaines. L'unification fut suivie presque immédiatement par la rupture de Pablo lui-même avec le secrétariat unifié et par la débâcle à Ceylan. Cette décomposition n'est pas accidentelle. Les théories révisionnistes des pablistes les adaptèrent aux bureaucraties réformiste et stalinienne, et aux nationalistes petits-bourgeois, qui sont eux-mêmes les agents de l'impérialisme. En accord avec cette politique, ils éliminèrent le rôle de la conscience révolutionnaire et des partis marxistes. Aveuglés par la force apparente de la bureaucratie et des directions nationalistes bourgeoises à la fin d'une période de défaites ouvrières et de guerre mondiale, ils furent pris au dépourvu par la remontée des luttes révolutionnaires de la classe ouvrière en Europe orientale, et plus tard dans les états impérialistes. Ils avaient capitulé devant les bureaucraties dominantes. Les trahisons de la bureaucratie et des opportunistes renforcent l'impérialisme, mais seulement *temporairement*. Dans leur action pour perpétuer un système miné par les contradictions et les conflits, les sociaux démocrates et staliniens contre-révolutionnaires édifient en fait la base de luttes de classes plus violentes et plus amples, et qui exigent avec toujours plus d'insistance une direction prolétarienne internationale. C'est précisément au moment où la crise conjugée de l'impérialisme et de la bureaucratie provoque les luttes les plus aiguës, que les révisionnistes soutiennent le plus fidèlement les nationalistes petits-bourgeois et la bureaucratie. Cela se voit clairement à Ceylan, en Belgique, en Grande-Bretagne, et par rapport à la controverse sino-soviétique. Le S.W.P. joue un rôle semblable à l'égard du mouvement noir et de sa direction aux U.S.A. Il n'y a rien de spontané dans le développement d'un mouvement révolutionnaire capable de mettre fin à la domination impérialiste. La reconstruction de la IV^e Internationale est une tâche réelle qui doit être consciemment entreprise dans chaque pays.

Dans chaque pays, les sections de la IV^e Internationale

seront construites en partant avant tout de la formation d'une direction politique qui se base non sur les tendances à l'intérieur des bureaucraties, mais sur le mouvement de la classe ouvrière qui la fait entrer en conflit avec la bureaucratie, faisant l'expérience dans la lutte de la trahison des directions officielles et de leurs défenseurs idéologiques, les révisionnistes. La politique de front unique de la classe ouvrière n'a rien à voir avec la politique de capitulation devant l'appareil. Elle est nécessaire parce qu'elle oppose la classe ouvrière comme un tout à la classe capitaliste, à l'état capitaliste, au gouvernement capitaliste. En conséquence, elle implique la dénonciation de la politique de collaboration de classe de la bureaucratie, soit avec une fraction de la classe capitaliste, soit avec la bourgeoisie dans son ensemble. Le front unique repose sur l'aspiration juste de la classe ouvrière, y compris des travailleurs qui sont membres des organisations réformiste ou stalinienne, d'une action unie contre les forces unies des capitalistes, aspiration qui entre nécessairement en conflit avec la politique de la bureaucratie. Il n'est pas exclu que les bureaucrates des directions traditionnelles soient forcés de faire des pas sur la voie du front unique sous la pression de la classe ouvrière et de leurs propres membres. Dans un tel cas, nous soutenons et participons à toutes les actions qui peuvent être organisées dans cette direction.

De toute façon, la politique de front unique doit se comprendre dans le contexte de la construction de partis révolutionnaires indépendants. L'apparence même d'un front unique ne peut surgir de développements spontanés. Il exige la lutte politique d'organisations indépendantes faisant passer dans la pratique le programme de transition. Il doit servir de tremplin au développement de ces organisations. Pour résumer, la politique du front unique ne peut réellement se développer qu'à travers la construction des organisations de la Quatrième Internationale. A certaines étapes, l'entrisme dans des organisations de masse sera la meilleure façon de réaliser cette tactique, mais en aucun cas un tel entrisme ne doit être considéré comme une caractéristique permanente ou semi-permanente. C'est toujours une tactique subordonnée à la stratégie générale de la lutte pour le pouvoir dont la construction d'un parti révolutionnaire indépendant est la condition préalable générale.

La décomposition du pablisme, dont la pratique politique apparaît clairement comme partie intégrante de l'opportunisme, est ainsi une conséquence de la crise du capitalisme et de ses

agences, auxquels les pablistes se sont eux-mêmes subordonnés par leur abandon du programme de transition et du matérialisme dialectique.

4

Il s'ensuit que la préparation théorique la plus sérieuse dans la lutte contre le révisionnisme est nécessaire pour la reconstruction de la IV^e Internationale. La crise de la société capitaliste qui s'approfondit et la crise conjointe de la bureaucratie stalinienne sont en train de détruire les vieilles relations politiques et de créer des conditions favorables pour la construction de partis révolutionnaires. Les changements au niveau des relations internes du mouvement ouvrier international qui ont lieu actuellement, et la nécessité d'exploiter les crises conjointes de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne, imposent que nos tâches nationales soient placées correctement dans leur contexte international, comme partie de la construction de la IV^e Internationale ; ce n'est que de cette façon que la lutte de classe internationale aboutira à une solution favorable à la classe ouvrière. Mais ces partis ne se développeront nulle part spontanément ; cela dépend dans chaque cas de l'intervention des marxistes fondant leur programme sur la perspective internationale du trotskysme.

En particulier, les sections nationales doivent comprendre, en théorie comme en pratique, le rôle révolutionnaire de la jeunesse de la classe ouvrière, aux U.S.A., en Europe, en Russie et en Europe orientale, et dans tous les pays coloniaux et semi coloniaux. Ce sont ces jeunes prolétaires qui entrent en lutte aujourd'hui contre le capitalisme et la bureaucratie. Dans la construction des partis de la IV^e Internationale, la jeunesse joue un rôle particulier car elle est l'une des couches les plus exploitées du prolétariat. Mais la construction de sections de l'Internationale exige la mobilisation sur le programme et à travers l'organisation de la IV^e Internationale de toutes les principales forces combattantes du prolétariat. C'est dans cette perspective, et non séparée d'elle ou comme un substitut, que le travail parmi les jeunes prend sa véritable importance. La lutte des Noirs aux U.S.A., intensifiée particulièrement par l'impact de l'automatisation sous le capitalisme, la lutte héroïque des ouvriers et des étudiants en Espagne, l'oppo-

sition politique à la bureaucratie dans les états ouvriers, le combat contre les sociaux-démocrates et les staliniens en Angleterre, en France et dans toute l'Europe occidentale, où la jeunesse s'efforce d'entrer en lutte ouverte avec le capitalisme, les combats des ouvriers au Viet-Nam, en Malaisie, en Indonésie, en Amérique latine et en Afrique, toutes ces luttes placent au premier rang une nouvelle génération d'ouvriers. Etant donné que toutes les vieilles tendances politiques de la classe ouvrière se tournent de plus en plus vers la droite, une lourde responsabilité incombe au Comité International et aux sections regroupées autour de lui. Elles ont la responsabilité, en partant d'une analyse scientifique, de rassembler la force motrice de la reconstruction de la IV^e Internationale en faisant fond sur ce potentiel révolutionnaire. Il n'est pas question d'un « mouvement de jeunes » en tant que tel, mais d'une génération de la classe ouvrière radicalisée par les nouvelles possibilités révolutionnaires internationales, résultant de la crise de l'impérialisme. Les cadres de la IV^e Internationale sont au pied du mur : dans ces combats nous devons développer le marxisme, vaincre le révisionisme, et démontrer dans la pratique, dans chaque section nationale, la capacité des partis trotskystes à diriger comme la seule riposte à la classe capitaliste et à ses valets bureaucrates.

Dans chaque pays, par conséquent, le point de départ doit être la construction de partis trotskystes révolutionnaires basés sur une analyse marxiste de la lutte de classes internationale actuelle. Les tâches nationales des sections ne peuvent être menées à bien que si elles sont comprises comme un aspect de la construction de la IV^e Internationale. De cette façon, elles contribueront à l'enrichissement de la théorie marxiste et au renforcement de l'Internationale.

a) La crise de l'impérialisme s'approfondit. Le développement des forces productives pendant et depuis la seconde guerre mondiale, particulièrement la production d'armes nucléaires et l'introduction de l'automatisation, aiguise jusqu'à son point de rupture la contradiction entre les forces productives et les rapports de propriété capitalistes. Les luttes produites par cette contradiction radicalisent la jeunesse de la classe ouvrière. Les partis de la IV^e Internationale se construiront à travers ces luttes.

b) La compréhension par les impérialistes de la menace qui pèse sur leur domination mondiale, et leur détermination à

maintenir cette domination sans égard au coût en vies humaines, ont été mises en évidence maintes et maintes fois. Les derniers actes du gouvernement américain au Viet-Nam et en Amérique latine, bénéficiant du soutien complet du gouvernement travailliste anglais, soulignent encore plus le danger que l'impérialisme représente pour l'humanité. Au Viet-Nam les impérialistes déploient une nouvelle stratégie vis-à-vis de la révolution dans les colonies, l'U.R.S.S. et la Chine. Il n'est plus question de « coexistence pacifique », mais d'une « Pax Americana » maintenue par des armes de destruction qui peuvent anéantir tout être vivant sur de grands espaces. Ces armes ne sont pas nucléaires — celles-ci sont pour le moment conservées à l'arrière-plan. Ce sont des armes destinées à être *utilisées*, qui sont reliées aux besoins militaires de l'impérialisme à l'étape actuelle, où il ne peut se maintenir que par la violence et la terreur. « La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. » La politique de l'impérialisme n'a pas d'attrait pour les masses, mais doit être imposée, non tant aux états qu'aux peuples.

Les impérialistes U.S. ne s'inquiètent pas de leur impopularité. Ils savent que chaque bombe lancée sur le Viet-Nam rend plus difficile à leurs agents dans les pays coloniaux la défense de leur politique, mais manifestement ils n'en tiennent aucun compte. Ils affichent leur mépris pour la bourgeoisie nationale et, pour la garder sur le droit chemin, ils comptent sur la démonstration de leur force militaire écrasante.

Il ne s'agit pas au Viet-Nam de défendre des investissements américains, ni même de défendre seulement l'impérialisme en Asie du Sud-Est. C'est davantage le besoin d'un terrain d'affirmation et de démonstration de la force américaine pour impressionner l'Afrique et l'Amérique latine et les bureaucraties de Russie, d'Europe de l'Est aussi bien que de Chine. Les U.S.A. s'intéressent essentiellement à la stratégie de la contre révolution adaptée aux besoins de la période actuelle. L'adhésion de la Russie à la « coexistence pacifique » a contribué à son succès. Le renversement de l'impérialisme ne peut être le résultat d'un certain nombre de luttes dans les pays les moins développés : il est nécessaire de porter la lutte à l'échelle internationale, la tâche de construire des partis dans les pays avancés et dans les pays d'économie planifiée s'affirmant comme d'une nécessité primordiale.

c) L'impérialisme n'est pas seulement l'époque des guerres et des révolutions. Plus concrètement, son existence a été préservée

à travers ces guerres et ces révolutions, parce que la classe ouvrière n'a pas résolu la crise de sa direction. Depuis 1953, la bureaucratie stalinienne sévèrement secouée par la lutte de la classe ouvrière dans son propre secteur, est entrée en collaboration étroite avec l'impérialisme. Mais cela reflète surtout l'approfondissement de sa propre crise. La construction de partis révolutionnaires de la IV^e Internationale en Europe de l'Est, en U.R.S.S. et en Chine, sur le programme de la révolution politique comme besoin fondamental des ouvriers de ces pays, est la première tâche de la IV^e Internationale. Alors que dans les dernières années 30, la défense de l'U.R.S.S. portait l'accent en premier lieu sur le soutien à sa défense militaire contre l'impérialisme, il est aujourd'hui nécessaire d'insister sur la nécessité de construire des partis révolutionnaires dans ces pays comme seule réponse à la politique capitularde de la bureaucratie, qui met aujourd'hui directement en péril les conquêtes fondamentales d'Octobre en même temps qu'elle entrave la lutte de la classe ouvrière internationale, de laquelle dépend l'avenir de ces conquêtes.

d) Le révisionnisme, qui sépare en secteurs distincts la révolution dans les pays avancés, la « révolution coloniale », et la révolution politique dans les états ouvriers, est une couverture des plus importantes pour la domination capitaliste sur le mouvement ouvrier et pour faire obstacle à la construction de partis révolutionnaires. Ce révisionnisme est exprimé particulièrement dans la théorie et la pratique du soi-disant Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale, qui fut formé sans discussion de questions théoriques et politiques. La prochaine phase dans la reconstruction de la IV^e Internationale doit au contraire être accompagnée, dans toutes les sections, de la plus sérieuse discussion théorique sur la politique et la théorie du mouvement dans le passé et à présent. Beaucoup d'ouvriers dans le monde entier, particulièrement les jeunes, se battent contre les dirigeants bureaucratiques qui veulent les confiner dans d'étroites luttes séparées. La IV^e Internationale et ses sections doivent être capables de diriger ces luttes, en expliquant le rôle de classe des directions bureaucratiques et en dégageant l'essence de ces combats : la perspective de la révolution socialiste mondiale.

L'intervention dans la lutte de classe n'est pas séparée de la discussion théorique sur laquelle nous avons insisté. Il n'y a pas de développement de la théorie marxiste, en dehors de la lutte pratique des partis révolutionnaires abordant la réalité vivante

avec cette théorie, l'enrichissant au cours de la lutte, et combattant le révisionnisme qui a détruit l'Internationale fondée par Trotsky. Ce n'est pas assez de faire des pas en avant théoriques formellement justes d'une part et de déployer une intense activité dans la lutte de classes de l'autre. Une telle manière de faire ne pourrait donner que l'apparence de succès limités. En fait, c'est seulement lorsque les marxistes se considèrent, eux et leur conscience, comme partie prenante de la lutte de classe vivante, se développant avec elle et transformant ses flux et reflux quantitatifs en un enrichissement théorique à partir duquel on peut développer le programme de l'Internationale, que l'unité de la théorie et de la pratique est réellement réalisée. Ce n'est que de cette manière que les cadres des sections de l'Internationale peuvent être formés. Leur internationalisme sera au niveau des luttes de la classe ouvrière internationale, car il se développera comme une partie vivante, de ces luttes, leur composante consciente, la plus vitale.

Le Comité International déclare que la Quatrième Internationale fondée par Léon Trotsky n'existe plus. Le comité international a été construit au cours de la lutte contre le révisionnisme pabliste, et comme tel, est le continuateur de la IV^e Internationale, sans que cela implique que le Comité International soit désormais « la nouvelle direction de la IV^e Internationale ». Ce n'est pas une nouvelle Internationale qui doit être construite, mais la Quatrième Internationale qui doit être reconstruite, car durant les 27 dernières années son programme de fondation a correctement exprimé la stratégie de la révolution socialiste internationale. Il n'a pas moins d'importance pour la lutte pour la révolution prolétarienne que le Manifeste communiste pour la méthode marxiste et les buts fondamentaux des communistes. Dans son appel pour la reconstruction de la IV^e Internationale, le Comité International doit montrer clairement le lien indissoluble entre cette reconstruction et la reconstruction de partis révolutionnaires dans chaque pays, comme la seule voie vers la victoire de la révolution socialiste.

Le Comité International se fixe l'objectif de tenir une conférence des sections qui le constituent, dans le but de définir, pour la prochaine période, les tâches de reconstruction de la Quatrième Internationale.

Juin 1965.

les contradictions de l'économie soviétique

(ou « Ernest MANDEL et les mystères de l'économie
de l'U.R.S.S. »)

Dans le numéro de juin 1965 de la revue « Les Temps Modernes », Ernest Mandel écrit un article intitulé : « *La réforme de la planification soviétique et ses implications.* » Avant de l'examiner de plus près, nous devons commencer par replacer son auteur dans un certain cadre historique et politique. On comprendra beaucoup mieux sa position actuelle sur l'U.R.S.S. si l'on situe le personnage par rapport à la révolution hongroise de 1956 et si l'on connaît la fonction politique qu'il a rempli à ce moment-là.

Mandel et l'internationalisme.

Réaliser leur jonction avec la classe ouvrière internationale était le problème central posé devant les ouvriers d'avant-garde et les révolutionnaires hongrois. Cette jonction a une signification très concrète et signifie, avant tout, la *liaison organique* entre, d'une part, les traditions bolchéviques enrichies par les expériences ultérieures du mouvement ouvrier mondial et, d'autre part, la lutte des ouvriers de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine.

Le stalinisme représente la rupture avec ces traditions et, par là-même, l'opposition contre-révolutionnaire au mouvement ouvrier international, à ses expériences, car « *il est passé définitivement du côté de l'ordre bourgeois* ». L'une des plus importantes manifestations de cette rupture fut — et est — *l'interruption totale* du mouvement ouvrier politique et syndical dans les pays opprimés par la dictature stalinienne. En U.R.S.S., avec la liquidation de l'opposition et des trotskystes organisés, en Europe orientale et en Chine avec la prise du pouvoir des staliniens, le mouvement ouvrier indépendant a cessé d'exister. La classe ouvrière a été donc séparée et des traditions du bolchévisme et du prolétariat mondial, par conséquent, rejetée dans son état d'avant Marx. C'est en cela que consiste, concrètement, la coupure entre le prolétariat des pays capitalistes avancés et celui de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine.

— Stéphane Just, dans son étude dirigée contre les révisionnistes pablistes (*La Vérité*, n° 530-531, sept. 1965), pose, comme problème central à résoudre, le rétablissement de l'unité internationale du prolétariat, rompue par le stalinisme. J'essaie d'exposer ce même problème, concrètement, du point de vue du mouvement ouvrier de l'U.R.S.S. et de l'Europe orientale.

Pour les ouvriers hongrois et polonais, organisateurs et dirigeants des conseils, il fut impossible, en 1956, de retrouver le fil historique, d'opérer directement la jonction avec le bolchévisme et son enrichissement ultérieur. *Il fut — et est — impossible de sauter directement et spontanément d'un état d'avant Marx à la création du parti marxiste d'aujourd'hui.* Comme l'écrit Just : « *La formation des dirigeants révolutionnaires, d'une organisation politiquement homogène, sans bureaucratisme, ne peut être le résultat d'une génération spontanée.* » (*La Vérité*, n° 530-531, p. 15.) L'initiative sur ce terrain ne pouvait et ne peut venir que du dehors, des ouvriers des pays capitalistes avancés ayant réalisé l'unité et préservé la continuité de la lutte de classes internationale. L'élaboration du Programme de Transition et la fondation de la IV^e Internationale exprima, précisément, cette réalisation. C'est la signification historique de l'œuvre de Trotsky, c'est ainsi que je comprends la comparaison faite par Just entre le Manifeste du Parti Communiste de Marx-Engels et le Programme de Transition. C'était la préservation du mouvement ouvrier de la dégénérescence et, partant, son développement et enrichissement, dont la base fut l'internationalisme prolétarien. La construction et le renforcement *continuels* de l'Internationale et de ses partis étaient et sont à la fois la

matérialisation et le développement de cette *unité* internationale et de cette *continuité* historique. Sans cela, la dégénérescence serait inévitable.

Or, dans son étude, Stéphane Just démontre également comment les révisionnistes ont détruit la IV^e Internationale et comment ils visaient et visent à liquider ses sections. La grande leçon à en tirer est que les camarades français et anglais ont pu non seulement entreprendre, mais aussi mener à bien la lutte contre les révisionnistes liquidateurs, *uniquement* parce qu'ils se sont appuyés sur le Programme de Transition et le mouvement ouvrier concret. Ils ont ainsi maintenu et développé l'unité internationale et la continuité historique de la lutte de classes. Et c'est ainsi que l'action liquidatrice des révisionnistes n'a pas abouti. Mais ce qui était possible pour les camarades des pays capitalistes avancés, se présentait d'une manière entièrement différente pour les révolutionnaires de l'Europe de l'Est. Pour l'U.R.S.S., la Chine et l'Europe orientale, Pablo-Germain-Mandel-Frank et consorts ont définitivement renoncé à toute sorte d'activité tendant à construire des partis. Pour eux, l'Internationale devait s'arrêter aux frontières de ces pays et demander gentiment un visa d'entrée aux bureaucrates.

Voilà pourquoi, précisément au moment où les ouvriers de l'Europe orientale étaient en lutte révolutionnaire contre la bureaucratie, ces révisionnistes ont choisi la contre-révolution. Bien entendu, avec les réserves et nuances « nécessaires ». Au lieu de rendre concrètement présents dans ces luttes l'Internationale et son Programme — c'est-à-dire de réaliser la jonction entre le marxisme et ces mouvements, entre la classe ouvrière des pays capitalistes avancés et celle de l'Europe orientale — ces liquidateurs ont approfondi la rupture tout en accusant les ouvriers de ces pays de ne pas savoir et de ne pouvoir « inventer » le parti et son programme. (— Pourquoi pas l'Internationale ?) Ils ont présenté cet ultimatum aux ouvriers hongrois et polonais, en leur préconisant, du même coup, un « gentleman's agreement » avec le Kremlin. Messieurs Pablo-Germain-Mandel-Frank et autres, vous avez l'impertinence des escrocs. Vous êtes les serviteurs (non payés et humiliés, par-dessus le marché) de l'appareil « merveilleux » et « efficace » de la bureaucratie que les ouvriers de ces pays-là « osent » abattre — sans vous demander votre avis. Vous osez vous présenter sous le signe de la IV^e Internationale, — alors que vous vous opposez à la classe ouvrière d'U.R.S.S., de Chine et des démocraties populaires. *Pour cette raison*, vous éprouvez l'impérieux besoin de « prouver » — coûte que coûte et même « scientifique-

ment» — la marche en avant de la bureaucratie vers la « démocratie soviétique », d'établir une « harmonie » toujours grandissante entre elle et les ouvriers. Et plus les contradictions entre la classe ouvrière et l'appareil s'aiguisent, plus la crise secoue cet appareil et plus vous présentez la société soviétique et les démocraties populaires comme un *ensemble* heureux marchant tout droit vers le rétablissement de la démocratie des soviets, sous la direction toujours « plus éclairée » du Kremlin.

Mandel, ennemi de la méthode marxiste

Ernest Mandel commence son article en disant que l'économie de transition du capitalisme au socialisme peut être comprise grâce aux travaux de Préobrajenski. Il écrit : « ...la découverte de Préobrajenski reste la clé pour comprendre l'économie de ces pays. » Parce que « ...ce qu'on a écrit avant lui sur ce sujet, ce sont ou bien des généralités qui ne permettent pas de comprendre les problèmes — et les contradictions de cette société spécifique — ou bien des notions fausses qui font aujourd'hui sourire. » (P. 216r.)

Evidemment, j'ai de l'estime pour les travaux de Préobrajenski. Mais de là à passer sous silence tout ce qu'ont écrit Marx, Lénine et Trotsky à ce sujet, force à réfléchir — sur Mandel. Il est, en effet, fort probable que, réellement, la lecture de Marx, Lénine et Trotsky n'a pas permis — à Mandel — « de comprendre les problèmes ». C'est donc un personnage qui a besoin, en outre, d'une clé, et comme Préobrajenski lui fournit cette clé, il s'y accroche. Soit dit en passant, cette clé devrait être parfaite. Mais pour notre Mandel, il lui suffit de croire qu'il détient la clé parfaite. (Remarquons ici tout de suite que tout au long de son article, cette référence à Préobrajenski ne lui servira strictement à rien.)

Une clé et une foi aveugle. Après une telle introduction, le lecteur doit suivre l'article avec une attention redoublée. Et voilà que, déjà à la page suivante, il est récompensé. L'auteur y compare une économie régie par le plan et une économie régie par le marché. Pour la première, on ne sait jamais s'il parle de l'économie de l'U.R.S.S. ou de l'économie de planification, en général. Il distingue une forme centralisée de celle-ci et une forme décentralisée, affirmant que la planification ne signifie pas nécessairement la centralisation. (En somme, c'est facile. Mais Mandel n'a pas

en cette occasion de clé pour lui faire comprendre que cela *dépend* des conditions intérieures et extérieures.) Il passe ensuite à l'économie capitaliste «...où le principe du marché prédomine **LARGE-MENT** dans la vie économique...» (Très largement, en effet, p. 2163. Souligné par nous.)

De toutes ces explications plates et fausses se dégage une conception où l'économie est quelque chose en soi. Or, pour les marxistes, l'économie n'est que l'anatomie de la société composée de classes, c'est-à-dire qu'en elle sont condensées et se reflètent les rapports sociaux entre les classes. Ainsi, le capital, par exemple, n'est pas une somme d'argent et de moyens matériels, mais exprime et résume les rapports concrets entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. Il est dommage de rappeler des problèmes aussi élémentaires, mais nous y sommes contraints. Car Mandel, l'économiste «marxiste» par excellence, nous présente l'économie comme l'ensemble de la vie matérielle des hommes et ayant une existence autonome. Dans son autonomie, l'économie devient une sorte d'administration réglant la vie matérielle avec deux schémas différents : un pour le capitalisme, un autre pour l'époque de transition au socialisme. C'est ainsi que tout au long de son article, Mandel évite soigneusement de mentionner la lutte de classes ou même les classes. Ce détachement élégant lui permet de survoler notre existence bien terrestre sur un nuage — tel un ange divin — d'où il assomme vivants et morts avec des «*règles économiques*» immuables. Il présente la période de transition comme s'il ne s'agissait pas d'une lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie mais d'une période où «...les deux **PRINCIPES** (économiques) se combattent...» (p. 2164. Souligné par nous.) Selon lui, ce n'est pas la société soviétique qui renferme des contradictions se reflétant dans la planification, mais «...la planification... recélait de nombreuses contradictions». (*Ibid.*) Donc, elle était mauvaise. Mandel le dit expressément : «*Ce système était lourd, peu malléable et au fond irréaliste.*» (P. 2167.) Survolant la terre sur un nuage de schémas, il est évident que tout ce qui est réel lui montre un visage irréel. Il ne soupçonne pas un instant que le système de planification sous Staline, loin d'être irréaliste, était tout ce qu'il y a de plus réaliste parce que reflétant les rapports sociaux et politiques d'un état ouvrier dégénéré. Mais non, pour Mandel, c'est le système de planification qui était plein de contradictions au point qu'il «...s'est décomposé essentiellement ni par suite de la mort de Staline et d'une lente «libéralisation», ...ni par suite d'une révolte des masses ; il a succombé à ses propres contradictions internes.» (P. 2170.) Nous voilà jusqu'au cou dans cet idéalisme qui est la caractéristique princi-

pale de Mandel « marxiste ». La planification, en soi, avait ses propres contradictions — internes, qui plus est — et elle en est morte. (D'ailleurs, Mandel parle toujours d'un ancien système, exactement comme l'on parle de la guerre 1914-1918.) Mais, vite, il se reprend — tout de même, il est « trotskyste » — et à la page suivante il se contredit : « ...au fur et à mesure que le contexte socio-économique dans lequel sont placées les entreprises soviétiques s'est trouvé totalement modifié, le maintien de l'ancien système risquait de freiner le développement des forces productives dans une telle mesure qu'une réforme s'imposait de manière impérieuse. » Et, plus loin : « Au fur et à mesure que la pression des consommateurs imposait... » (p. 2171), il fallait modifier « l'ancien » système de planification.

Arrêtons-nous un instant. Nous pouvons déjà faire un premier bilan de la méthode de Mandel. D'abord, il affirme que « l'ancien » système de planification a succombé à ses « contradictions internes ». C'est de l'idéalisme pur. Puis, il change et nous montre sa face « matérialiste » en présentant la raison de la réforme de planification, cette fois-ci, dans le « contexte socio-économique ». Est-ce qu'il est devenu matérialiste ? — demanderait un lecteur étonné. Mais non. Revenons à cette phrase, belle illustration de la méthode de Mandel. Il parle d'un « contexte socio-économique » déterminant la nécessité de la réforme. Cette expression, plusieurs fois utilisée, n'est autre chose qu'une catégorie, sans contenu et jamais précisée, donc idéaliste avec une apparence matérialiste et employée comme matériau nécessaire à son édifice idéaliste d'ensemble.

Mandel est obligé de recourir au « contexte socio-économique ». Comme l'idéalisme se camoufle derrière une apparence marxiste, cela donne un certain style. Il lui faut employer les catégories « matérialistes », mais uniquement pour les vider de leur contenu de classe. La classe ouvrière ainsi disparaît parmi les « consommateurs », et les contradictions entre cette classe et la bureaucratie, entre l'état ouvrier dégénéré et l'impérialisme mondial disparaissent aussi dans le « contexte socio-économique ». Notre économiste jongleur peut ensuite affirmer sans sourciller que ce « contexte... s'est trouvé **TOTALEMENT** modifié ». Personne ne lui demandera en quoi « totalement », puisqu'il « oublie » de préciser ce qu'est le « contexte socio-économique ». Mais continuons cette phrase : « ...l'ancien système risquait de freiner le développement des forces productives... » Ce style particulier — produit de l'amalgame de l'idéalisme et d'un masque « matérialiste » — est plein de réserves mentales : « risquait de freiner ». Ce qui est doublement faux, puis-

que la « chose » que Mandel appelle « contexte socio-économique » a effectivement freiné le développement et depuis très longtemps déjà. Donc ce n'était pas qu'un « risque » et encore moins un fait nouveau comme Mandel essaie de nous le faire croire. En 1932, Trotsky écrivait : « ...Les sautes brusquées de l'industrialisation ont entraîné les différents éléments du plan dans des contradictions menaçantes, entre elles... l'économie travaille sans réserves matérielles et sans calculs... une crise se prépare, avec toutes les conséquences qui s'ensuivent... » (Trotsky. *Ecrits*, vol. 1, p. 130.) On ne trouve ici aucune réserve mentale. Ce qui est nouveau, ce n'est pas le phénomène, mais son aggravation chargée d'un contenu de classe plus riche et plus explosif.

Mais de la même façon qu'il vide l'économie de son contenu de classe, et fait disparaître la classe ouvrière soviétique, il fait abstraction de l'impérialisme mondial. Il examine les problèmes de l'économie soviétique non seulement comme une Economie en soi, mais aussi, comme une Economie pour soi. L'U.R.S.S. apparaît comme un pays d'économie planifiée isolé dans une éprouvette où « il y a des problèmes ». Le marché mondial impérialiste a complètement disparu sous la plume de Mandel, au point qu'il ne mentionne même pas le commerce extérieur. Et ceci malgré le fait que la réforme de la planification a, pour but important avoué, la réglementation des rapports avec le marché mondial.

Et voilà que les différents éléments de son idéalisme se rejoignent. L'incapacité à comprendre que l'aggravation de la crise de planification vient, en premier lieu, de l'aggravation de la dépendance par rapport au marché mondial impérialiste exerçant une pression redoublée sur l'U.R.S.S., se transforme logiquement en ignorance au sujet de la réforme de la planification visant, précisément, en grande partie, à « remédier » à cette dépendance. Mais ignorance et incapacité ne sont ici que les formes concrètes de son idéalisme élevant l'économie au-dessus de son contenu de classe mondial. Ceci confère aussi à Mandel un certain style, et le tout ensemble renforce et rend homogène sa méthode fondamentalement idéaliste.

Les économistes bourgeois deviennent des « économistes occidentaux » (p. 2167), l'impérialisme mondial, tout simplement, « l'étranger » (p. 2169). C'est ainsi que, selon lui, dans le capitalisme « le principe du marché (ne) prédomine (que) largement dans la vie économique » — et seulement le principe. Le capitalisme se

développe «...de la libre concurrence au capitalisme des monopoles, puis (arrive ainsi) au NEO-CAPITALISME» (... ? p. 2163). Les révolutions hongroise et polonaise deviennent «explosions» (p. 2170). Nous entrons dans un monde bizarre où, comme dans les contes d'Hoffmann, des fantômes mystérieux peuplent les coins, nous survolent et apparaissent soudain. Les «prix réels» chassent les «prix administrés»; la «logique» de rentabilité exerce une action sur la «logique» de planification — toutes deux marchant sur la tête; les «nouveaux éléments» ne désagrègent la planification que «dans leur logique». Il y a une «dynamique économique et sociale» qui doit être un fantôme extrêmement vilain puisqu'il est porteur «de graves problèmes» (p. 2177). Mandel lui-même en a tellement peur qu'il n'ose plus l'invoquer. Visiblement, il préfère son cadet moins offensif, le «contexte socio-économique». Nous apprenons qu'il y en a plusieurs, car le Grand Mage Mandel ajoute : «...de toutes sortes». Mais on n'en voit plus. Heureusement, parce que c'est déjà un cauchemar. D'un coin sombre, voilà que deux principes émergent et il faut faire les pieds au mur pour les reconnaître; ce sont le marché et le plan. Tous ces fantômes veulent vous faire peur. Mais en fait, ils errent en proie à une profonde douleur, car ils ont perdu leur âme, leur identité, vidés de tout sens humain. Et ainsi ils perdent leur allure effrayante. Ils ne sont pas de vrais fantômes, comme ceux d'Hoffmann qui, eux, renfermaient la réalité. Les «fantômes» de Mandel ne sont que des épouvantails, car ils ne font que remplacer la réalité. Et c'est ridicule, bien que tout épouvantail ait une fonction bien déterminée.

Mais avant d'aller jusqu'aux véritables problèmes de l'économie soviétique actuelle et de revoir Mandel sur ce fond, regardons-le encore sans masque.

Ainsi dépouillé, il ne manque pas d'intérêt. A la page 2165, il écrit : «...Nous avons même essayé d'en donner (de la planification et de ses contradictions) une explication marxiste.» (Il se réfère à son livre : *Traité d'économie marxiste*.) Pour prouver combien il était dans le vrai, il copie sur une page et demie quelques citations de son livre en face des citations empruntées aux économistes soviétiques de la bureaucratie. Il s'agit d'une simple description des maux du fonctionnement du système de planification. On pourrait penser qu'il manque de modestie. Mais non. Heureusement, à la fin de ces citations, le lecteur se sent plus à l'aise, puisque Mandel lui-même écrit : «Nous ne dressons point ce parallèle pour en retirer une gloire quelconque.» (P. 2166.) Il ne revendique pas la gloire. Devant une telle modestie, le lecteur se sent désarmé.

D'autant plus que l'auteur a un sens particulièrement développé de la justice. Il nous apprend : « *Nous n'avons pas été les seuls à mettre à nu ces contradictions du système de planification soviétique.* » (*Ibid.*) Puis, tout de suite, Mandel distribue les mérites : aux économistes soviétiques et polonais, à Liberman, à Lange, etc. Sa modestie se révèle, — je dirais même : s'étale — dans toute sa splendeur donnant la priorité aux bureaucrates. Il a tout simplement « oublié » Trotsky, comme d'ailleurs dans tout son article. Ne se référant même pas à Préobrajenski qui est, pourtant — rappelons-le — la « clé » de sa compréhension... Ailleurs, en parlant des moyens d'intéressement matériel dans la production, il remarque qu'ils ont « *...des effets corrupteurs et désagrégeurs sur la conscience socialiste ; c'est ce qu'avait fort bien compris Lénine* » (p. 2184). Bravo, petit Lénine. Vous avez quand même mérité une gratification du grand Mandel, bien que vous ayez écrit « *...ou bien des généralités qui ne permettent pas de comprendre les problèmes... ou bien des notions fausses qui font aujourd'hui sourire.* »

Voilà Mandel à nu, c'est-à-dire débarrassé des défauts que son idéalisme lui inculque *objectivement*. Ici, c'est le Mandel *subjectif* ; non plus le personnage, mais la personne.

Voyons ce qu'il cache derrière cette modestie. Commençons par cette citation où il parle des effets négatifs de l'intéressement matériel sur la conscience. Il gronde les bureaucrates : « *Cacher et nier ces effets... les embellir, faire de nécessité vertu, c'est s'enlever en définitive tout moyen de les combattre et de les neutraliser du moins en partie.* » (*Ibid.*, — du moins en partie, dit-il.) Il renchérit : « *Ce point de vue est aujourd'hui partagé avec beaucoup de force par des camarades cubains, comme... Guevara.* » Voilà un argument de valeur. Les bureaucrates soviétiques l'apprécient certainement, mais ils ne comprennent pas l'indignation de Mandel. Parce qu'ils ne cachent pas et ne nient pas ces effets corrupteurs ; ils essaient de les combattre. Mandel est mal informé. Le hic est qu'ils reconnaissent pleinement ces effets corrupteurs — sur la conscience — exactement, comme Mandel. Ce qu'ils ne reconnaissent pas, — exactement, comme Mandel, — c'est que ces effets corrupteurs agissent, d'abord, sur les *revenus* et, partant, sur la conscience. Et c'est cela « *qu'avait fort bien compris Lénine* » qui, du même coup, redevient plus grand et le grand Mandel plus petit. Telle ment plus petit qu'il trébuche sur les petites choses.

Ainsi, à la page 2168, il nous explique que la planification centrale a transmis des ordres aux entreprises, exprimés dans les

indices multiples, dont l'un des principaux était celui de la production physique « souvent carrément exprimée en poids ». Il nous raconte que les « directeurs des entreprises, qui produisent des tracteurs ont intérêt à rendre ceux-ci aussi lourds (?) que possible, pour assurer l'accomplissement... du plan (calculé en production physique mesurée en poids), ce qui implique d'énormes gaspillages de métaux ». Je ne vois vraiment pas d'où il sort ces énormes bêtises. Ce qu'il dit sur l'indice de la production physique est vrai. Mais, par malheur, Mandel a mal choisi son exemple. Justement, l'indice de la production des tracteurs n'est pas calculé en poids. Les organes centraux du plan choisissent et décident le modèle à fabriquer, calculant ensuite en unités, le nombre et les chevaux-vapeur. Ces unités sont transmises aux entreprises, comme indice du plan. Décidément, on ne peut pas tout savoir... il suffit de dire tout ce qu'on sait, et même c'est déjà trop... Car ailleurs, il affirme également que le Polonais Brus a analysé en premier les contradictions de la planification, en 1961. Mais même si l'on écarte les analyses de Trotsky et de l'Opposition, — ce qui est pour le moins bizarre pour un « trotskyste », — des économistes soviétiques et des démocrates populaires en ont effectué, depuis la mort de Staline : Kantorovich en U.R.S.S., Kornai en Hongrie en témoignent. Ce qui a changé, depuis 1961, c'est la publicité et l'encouragement donné à ces recherches, par la bureaucratie. Mandel écrit : « Il est... probable que la discussion déclenchée par la publication de l'article (de) Liberman fut décidée par les autorités. » (P. 2166.) Premièrement, la discussion ne « fut pas déclenchée par la publication de l'article de Liberman » (sauf, pour le public bourgeois occidental) ; elle a commencé bien plus tôt. Deuxièmement, c'étaient les « autorités » (quel nom merveilleusement neutre) qui l'ont décidé (annoncé dans le discours de Souslov au XXII^e Congrès, février 1962). Cela jette une lumière crue sur l'ignorance de Mandel quant au fonctionnement du régime bureaucratique. Mais, outre cette ignorance, il laisse entendre — surtout dans son cas malheureux de tracteurs — que les bureaucrates étaient des imbéciles. Arrêtons-nous une seconde.

Son article est caractérisé par la présentation d'un système « ancien » de planification imbécile, obscur, bête, fonctionnant « ...avec l'élimination systématique des éléments intelligents, créateurs et doués d'esprit critique et d'esprit de synthèse. » (P. 2169.) En face, nous trouvons les « esprits intelligents », les Liberman, Lange et Cie. Attention... nous pénétrons dans le mécanisme intérieur de pensée du Grand Mandel. Parce qu'au fond, qui sont ces « créateurs et doués d'esprit critique et d'esprit de synthèse » ? Parbleu — mais Mandel lui-même. Bien sûr, c'est lui qui se présente en conseiller

d'un régime émergeant de « *l'obscurantisme ancien* ». C'est pour cela qu'il *gronde* seulement le régime actuel, — avec Guevara par-dessus le marché ; c'est pour cela qu'il établit une ligne de démarcation entre « *l'ancien* » régime « *imbécile* » et le nouveau « *développé* ». Soucieux, il se demande si le critère de rentabilité « *...est vraiment le plus indiqué pour servir d'indice global* » ? Et tout de suite, il en préconise deux autres, dont l'un « *...émane de mon ami Pierre Lammers* », et « *consiste à choisir comme indice synthétique de réalisation du plan le prix de revient...* » (P. 2176.) « *L'ancien* » système était stalinien, le « *nouveau* » s'en est graduellement affranchi. C'est le fond de sa pensée. Il caractérise « *d'imbécile* » et « *d'irréel* » le système de planification sous Staline, pour réduire indirectement le stalinisme à une bêtise générale. Ainsi libéré, il peut fraterniser avec le « *nouveau* », déstalinisé, où on a tellement besoin d'un « *esprit créateur* ». Et puisque « *l'ancien* » système de planification, de « *méthodes de direction politique EN VOGUE SOUS STALINE* » (p. 217) se distinguait par « *...la sélection de cadres d'après des critères d'obéissance et de bonne mémoire (connaître tous les détails de ce qui se passe dans l'usine...) ...et avec l'élimination... des créateurs...* », etc. (p. 2169) — un système d'où tout cela a disparu — comme Mandel le croit — n'est point stalinien, mais nouveau. Il faut donc l'améliorer. Cette curieuse façon de penser le conduit tout droit à déclarer : « *Du moins jusqu'à présent, nous ne sommes point convaincus que le critère du profit soit techniquement le plus indiqué de ces trois critères « synthétiques.* » (P. 2177.) Imaginons le désespoir des staliens...

Nous reviendrons sur l'analyse de la méthode de Mandel. Mais pour conclure cette première partie, le lecteur doit être déjà averti. La véritable source de la méthode de Mandel est son souci essentiel : comment servir le mieux la bureaucratie du Kremlin. En partant de cette servilité politique, il est impossible d'employer la méthode marxiste. Forcément, il devient idéaliste ; nécessairement, il omet de mentionner Trotsky ; obligatoirement, il rend hommage aux bureaucrates et tout cela avec le désir ardent de devenir le grand conseiller général de la bureaucratie affranchie de sa « *bêtise stalinienne* ». Nous devons préciser, cependant, qu'il fait une distinction entre Liberman, Lange, Nemtchinov et les bureaucrates dirigeants. Ces derniers, à ses yeux, ne deviennent plus « *réalistes* » que dans la mesure où ils prêtent l'oreille aux premiers. Or, la bureaucratie était et reste plus réaliste que ses conseillers, car elle agit du point de vue de son pouvoir, et non d'une intelligence abstraite. C'est l'intérêt de son pouvoir qui détermine la sélection de ses cadres (et non la bonne mémoire de ceux-

ci...). Cet intérêt lui a dicté le massacre des bolchéviks et, également, la mise sur la touche des « conseillers » pour maintenir et raffermir son pouvoir centriste. Aujourd'hui, cet intérêt la conduit à rappeler ces « conseillers ». Non parce que son pouvoir est devenu « plus réaliste », mais parce que son réalisme de pouvoir bonapartiste reflète et renferme, aujourd'hui, un rapport différent entre les classes. Nous allons voir, précisément, quel est ce rapport sur la base duquel la bureaucratie continue à combattre vigoureusement le bolchévisme tout en *prêtant l'oreille* aux Lange, Liberman et Cie. Le changement réside dans ce dernier phénomène. Que Mandel salue cette « évolution » et même qu'il aspire à devenir un *tel* conseiller, démontre suffisamment qu'il était antistalinien uniquement quand la politique de la bureaucratie était encore trop à « gauche » (c'est-à-dire « bête » et « irréaliste »). Pour lui, le stalinisme n'est nullement l'élimination de la classe ouvrière du pouvoir, reflétée dans le massacre des bolchéviks, mais l'élimination des « esprits créateurs ».

Soulignons qu'il s'agit là du fond de la position de Mandel et examinons maintenant les *véritables* problèmes de l'économie soviétique. Force nous est de nous limiter à deux problèmes essentiels, à savoir : l'U.R.S.S. et le marché mondial et — *en relation étroite et organique* — les rapports sociaux en U.R.S.S., les problèmes centraux de son économie et de la réforme de la planification. Ce n'est qu'ainsi que l'on comprend les intérêts actuels du pouvoir bureaucratique, son contenu de classe et le sens du retour des « esprits créateurs ». Et on comprendra également pourquoi Mandel s'en soufle mot.

Le marché mondial, l'U.R.S.S. et les démocraties populaires

Nous pourrions partir de n'importe quelle constatation ou affirmation de Mandel pour démontrer combien elle est fautive, car elle néglige le fait que l'économie de l'U.R.S.S. est dépendante du marché mondial. Nous avons donc l'embaras du choix. Mais suivons sa trace. Souvenons-en, Mandel se réfère à Préobrajenski. Mais pourquoi à lui ? On pourrait supposer qu'ainsi il cherche à montrer sa compétence, mais cela nous paraît insuffisant. En effet, les travaux de Préobrajenski sont caractérisés, malgré leur importance et leur valeur, par une faiblesse de taille : il a

considéré l'économie soviétique et ses problèmes en faisant abstraction de marché mondial impérialiste. Certes, il a opposé à la politique de Staline-Boukharine la nécessité de l'industrialisation, basée sur un plan, contrôlée par la classe ouvrière. Mais, contrairement à Trotsky, il a pensé qu'en adoptant cette politique, l'U.R.S.S. pourrait, effectivement, construire le socialisme dans un seul pays. Si Mandel choisit sa théorie comme « clé » de la compréhension de l'économie soviétique, rien d'étonnant à ce qu'il traite, comme quantité négligeable, l'impérialisme mondial, restant néanmoins bien en-dessous de Préobrajenski.

Disproportions de l'économie soviétique.

Notre malheureux auteur considère que la grande faiblesse de l'économie de l'U.R.S.S. consiste en un écart entre la croissance de la production des biens de production et ceux de consommation. Tout au long de son article, il désigne comme le plus grand des maux le retard considérable de celle-ci par rapport à celle-là. Si nous l'avons vu, jusqu'ici, sur un nuage, nous devons reconnaître qu'il est descendu, cette fois-ci, atteignant les choses, mais seulement en surface. En réalité, le grand retard du secteur B, par rapport au secteur A, n'est qu'un *indice* et même partiel. L'indice principal consiste en une *baisse continue* du rythme de croissance de la production sociale brute (composé de l'industrie, pour 63,2 %, de l'agriculture pour 16,8 %, et du commerce pour 6,1 %), au cours de l'exécution du plan septennal. Ce qui est différent, car cette approche nous permet de pénétrer jusqu'aux problèmes réels.

Voici un tableau de cette évolution :

1959.....	8,3
1960.....	7,7
1961.....	6,7
1962.....	6,3
1963.....	4,5

Selon les économistes bourgeois américains (les membres du Joint Economic Committee du Congrès des Etats-Unis, et les universitaires), alors qu'en 1958 l'accroissement annuel était de 8,5 %, en 1963 il est tombé à 2,6 %, niveau le plus bas, depuis bien des années. (Current Indicators for S.S.S.R., Washington, 1965.) Ces estimations ont été vivement critiquées par les économistes sovié-

tiques, mais, dans le numéro du 13 janvier 1964 (article de Malichev), la *Pravda* elle-même a reconnu qu'en 1963, le taux de croissance de la production est tombé à 3 %.

Cette diminution est générale dans les démocraties populaires européennes. Les plus atteintes sont la Tchécoslovaquie, l'Allemagne orientale et la Pologne.

Le phénomène réapparaît dans la diminution constante de la croissance du revenu national (composé de l'industrie pour 52,2 %, de l'agriculture pour 22,3 %, et du commerce pour 10,9 %). Voici le tableau de son évolution, calculé en prix constants :

1958.....	12
1959.....	8
1960.....	8
1961.....	7
1962.....	6
1963.....	3

(Sur la base de : *Narodnoe Khoziaistvo*, numéros de 1962. Communiqué de l'Office des Statistiques Soviétiques, 24 janvier 1964 ; *Pravda*, 13 janvier 1964 ; Rapport de Lomako devant le Soviet Suprême, le 17 décembre 1963.)

Un tel ralentissement, en soi, n'est pas inquiétant. Tout dépend de son origine. Or, c'est ici que nous devons nous inquiéter, car il résulte d'une aggravation du développement inégal des branches économiques. Trotsky nous a déjà averti, en 1932 : « *Le problème du rapport entre les éléments de la production et les différentes parties de l'économie est l'essence même de l'économie socialiste.* » (Ecrits, vol. I. p. 117.) Et plus loin : « *Le danger ne réside pas dans un accroissement ralenti, mais dans la non-concordance des différentes parties de l'économie.* » (p. 129.) Examinons cette non-concordance. Sur la base des publications déjà citées, l'accroissement ralenti est beaucoup plus net dans l'industrie de biens de consommation (secteur B) que dans celle de biens de production (secteur A) :

	1959	1960	1961	1962	1963
	—	—	—	—	—
Secteur A :					
Plan	8,1	8,8	9,5	8,8	8,5
Réalisation	12,0	11,0	10,0	10,0	10,0
Secteur B :					
Plan	6,6	6,4	6,8	7,0	6,3
Réalisation	10,3	7,0	6,6	7,4	5,0

Or, selon la « théorie » fantaisiste de Staline, les secteurs A et B ne concernent que l'industrie et les staliniens suivis par les économistes soviétiques aujourd'hui encore élaborent des plans et *évaluent leur exécution selon cette « théorie »*. En réalité, le secteur A de la production (biens de production) englobe également l'agriculture produisant les matières premières ou les semi-finis. De même, le secteur B (biens de consommation) comprend les produits agricoles consacrés à la consommation. Pour établir une relation correcte entre les deux secteurs, il faut donc y inclure la production agricole. Un rapide coup d'œil sur quelques chiffres relatifs à cette dernière nous convaincra que, calculé correctement, l'écart entre les deux secteurs doit être beaucoup plus grand. Dans l'agriculture soviétique, la tendance n'est même pas au ralentissement de la croissance mais à une baisse absolue de la production. Entre 1958 et 1963, la récolte des céréales est passée de 141,2 millions de tonnes à 120 millions et la collecte étatique de 56,6 millions de tonnes à 44,8 millions. Une baisse a été enregistrée dans la production absolue de lait, de beurre et d'œufs ainsi, on enregistre aussi une baisse du nombre des porcins, mal compensée par une croissance insignifiante de bovins et de la production de viande. (Off. des Statistiques Soviétiques, Ibid.) Ainsi, la différenciation arbitraire des staliniens entre les deux secteurs masque un écart très inquiétant.

On sait que l'agriculture soviétique est en régression et qu'elle est de plus en plus incapable de satisfaire les besoins. Mais cette crise agraire freine *directement* le développement de la production générale, donc industrielle aussi bien dans le secteur A que dans le secteur B. En même temps, elle en est l'expression. Il existe entre l'industrie et l'agriculture une *corrélation profonde*, malgré le caractère particulier de cette dernière. La « théorie » (et pratique) stalinienne rompt artificiellement et arbitrairement cette interdépendance, plus exactement, l'unité du processus de la production. Si l'on considère l'agriculture à part en l'excluant des secteurs A et B de la production, fatalement, on arrive à la conclusion que la cause du retard de l'agriculture réside dans l'agriculture elle-même. Mais l'une des particularités de celle-ci est, précisément, que bien qu'elle fasse partie intégrante du processus de la production, elle est néanmoins incapable d'assurer, *par elle-même*, l'élargissement de la production. Bien entendu, l'industrie non plus, sans le concours de l'agriculture ; cependant, l'initiative lui revient. Le développement harmonieux de l'agriculture consiste, paradoxalement, en sa mutation industrielle, en sa transformation en une sorte particulière d'industrie. Seule la croissance industrielle générale peut faire progresser l'agriculture et résoudre cette tâche. Mais

les staliniens insistent sur leur lancée. Dans le numéro d'avril 1965 de « *Voprosi Ekonomiki* », un économiste se plaignait que, alors qu'entre 1928 et 1962, les fonds de base de production dans l'industrie avaient augmenté de 45 fois et le volume de la production globale de 36,5 fois, ces mêmes fonds dans l'agriculture n'avaient augmenté que de 3,2 fois et la production agricole, en prix comparé, de 1,9 fois seulement. Or, l'argumentation doit être exactement le contraire : ces fonds et la production dans l'agriculture ont augmenté faiblement, justement, parce que leur augmentation dans l'industrie était insuffisante. C'est-à-dire que dans l'écart réel et extrêmement grand entre la croissance des deux secteurs — y compris les parties composantes de l'agriculture — se manifeste le retard considérable et grandissant de l'industrie et, seulement à partir de là, de l'agriculture. Les staliniens soustraient l'agriculture parce que l'image réelle de la croissance de la production, c'est-à-dire le retard grandissant de l'industrie suffirait, à lui seul, à porter un coup fatal au « socialisme dans un seul pays ». Et, puisque le recours à l'importation massive ou à la politique de la révolution mondiale lui est impossible, la bureaucratie agit en cachant son péché originel.

Mais, si l'on comprend les staliniens, que pouvons-nous dire de notre Mandel le « trotskyste » qui avale si facilement la pillule bureaucratique de séparation fausse et mécanique des secteurs A et B. Car il y réussit si bien — malgré toute sa « culture » d'économiste — qu'il ne parle même pas de l'agriculture. Chez lui, il ne s'agit pas non plus d'une ignorance en soi. Il s'adapte à la politique du Kremlin au point qu'il adopte la formule stalinienne quasi-inconsciemment. Cas typique pour employer le dicton des paysans d'Europe orientale : « *Celui que Dieu ne veut pas aider, il lui ôte la conscience.* »

Nous débouchons concrètement sur le problème de l'isolement de l'U.R.S.S. face à l'économie mondiale. Dans le retard industriel se manifestant, en premier lieu, par la chute de la production agricole, apparaît clairement un fait incontestable : malgré son développement, inconnu dans le système capitaliste, l'industrie soviétique est incapable de transformer l'agriculture. Qui plus est, elle n'arrive pas à empêcher la chute même de la production qui, se répercutant sur l'industrie, freine à son tour, le développement de cette dernière. La seule solution à ce problème est le concours effectif de l'industrie européenne, autrement dit, l'inclusion organique de l'U.R.S.S. dans la division internationale du travail. Pour parler nettement : la crise permanente de l'agriculture soviétique,

le retard industriel s'expliquent par la pression de l'impérialisme mondial qui rend impossible à l'U.R.S.S. de s'insérer dans la division internationale du travail.

Voilà ce qui se cache derrière « l'innocence économique » des statistiques des secteurs A et B. Et voilà où se trouve Mandel le « trotskyste » dont l'alignement complet sur la bureaucratie stalinienne s'étend jusqu'aux statistiques, couverture « scientifique » de la trahison de la révolution mondiale.

Mais il y a plus. Si nous entrons dans les détails des tableaux statistiques soviétiques, acceptés tels qu'ils sont, il se dégage les constatations suivantes : un recul de la production d'énergie par rapport aux prévisions du plan, marqué par une augmentation très faible de la production de gaz et par un ralentissement sensible de celle du charbon ; des résultats nettement insuffisants de l'industrie du bois, du papier et de la cellulose. Dans une branche aussi importante que les matériaux de construction, l'indice moyen de croissance était de 14,6 %, au cours des années 1959-62, mais a été déjà ramené par le plan à 10,7 % et est tombé à 6 %, en 1963. La situation est catastrophique dans la construction et surtout en ce qui concerne les logements. La seule branche « classique » où la progression n'a pas fléchi, malgré le freinage en 1963, est celle de la transformation des métaux, en particulier, la construction de machines.

Cette faiblesse générale s'est traduite en une crise aiguë des investissements. Selon la source bourgeoise américaine citée plus haut, le taux moyen annuel de croissance des investissements était de 10,8 %, entre 1951 et 1961. Par contre, entre 1959 et 1963, ce taux est tombé à 7,1 %, atteignant son plus bas niveau, 4,7 %, pendant les années 1961-63. D'après les sources soviétiques, pour les années 1959-60, ces taux étaient fixés par le plan à 12,8 % et 13,5 %, respectivement, et les résultats ont dépassé les prévisions : 13,5 % et 14 %. Mais, en 1961-62-63, les prévisions ont été ramenées à 12, 9 et 10 %, respectivement, et les résultats obtenus ont été inférieurs à celles-ci : 9, 8,1 et 6 %.

Pour étendre notre sphère d'investigation, jetons un coup d'œil sur le développement des investissements en Tchécoslovaquie. Voici un tableau — publié dans *Vestník Statistiki* (Moscou), n° 4, 1965 — des sommes d'investissements en milliards de couronnes tchécoslovaques, calculés en prix de 1963 :

	1960	1961	1962	1963	1964
investissements totaux	42,4	45,5	44,3	39,4	40,3
industrie	17,6	19,0	20,0	18,1	—
agriculture	7,1	7,7	6,7	5,7	5,6
construction	1,4	1,5	1,2	0,8	—
transport et télécomm...	4,1	4,6	4,5	4,1	—
économie locale	5,9	5,9	6,0	5,8	—

La crise des investissements, agit comme un catalyseur du retard industriel, sous la forme de la non-concordance des branches économiques, de leur développement inégal, et se reflète et se concentre, à son tour dans les tensions croissantes des budgets. Le budget constitue un thermomètre sensible de l'économie planifiée et, nous allons le voir plus loin, des rapports sociaux et, donc, de la lutte politique. Jusqu'ici, nous nous sommes seulement approché de la cause profonde de la crise économique de l'U.R.S.S. Ainsi, nous sommes toujours à la surface des choses, bien que plus en profondeur que Mandel avec ses deux malheureux secteurs.

Les bourgeois américains sont beaucoup plus sérieux. Dans l'étude déjà citée, ils remarquent qu'à partir de 1961, le Kremlin a définitivement entrepris une grande réorientation de la structure industrielle, en favorisant les branches dites « progressives » telles que la chimie, la pétrochimie et l'électronique, en y ajoutant les grands achats d'équipements, l'armement et le programme de développement spatial. Pour le Kremlin, cela se traduit dans un changement de la priorité donnée à telle ou telle branche ou, à l'intérieur des branches, à certains produits. Cela exige qu'on « ...ralentisse un peu, du moins provisoirement, le rythme de croissance de certaines branches et qu'on utilise plus efficacement leur production ». (*Pravda*, 13 janvier 1964. Souligné par nous.)

Nous avons dit plus haut — après Trotsky — que la division internationale du travail dont dépendait l'économie de l'U.R.S.S. lui faisait subir un retard grandissant. Mais que signifie la division internationale du travail ?

En premier lieu, à l'époque de l'impérialisme, une concordance entre les diverses branches économiques ne s'établit que sur le plan international. A l'intérieur d'un pays donné (n'importe lequel), il n'existe pas de base pour une proportionnalité des différents secteurs économiques. Il est impossible d'imaginer, par exemple, l'industrie anglaise sans l'agriculture du Commonwealth, ou la pétrochimie américaine sans le pétrole vénézuélien. Les disproportions

économiques d'un pays, la division nationale du travail se relie aux disproportions des autres pays, aux autres divisions nationales, du travail formant un *ensemble*, la division internationale du travail, qui se manifeste dans le commerce international et la circulation des capitaux.

L'U.R.S.S. a été obligée de s'isoler de la division internationale du travail, du fait que celle-ci était (et est) régie par les lois du marché. Pour sa réintégration, il faudrait renverser, une fois pour toute, l'impérialisme mondial. Mais, le fait d'être isolé, signifie non seulement avoir à se défendre contre les effets d'une division internationale du travail régie par les lois du marché, mais impose aussi d'avoir à en subir les contrecoups. C'est-à-dire à se condamner, entre autres, aux disproportions économiques. L'U.R.S.S. d'avant-guerre n'a pas succombé à cette contradiction, pour plusieurs raisons. Premièrement, parce qu'elle avait hérité d'une économie retardataire dont la tâche essentielle fut la première phase de l'industrialisation. Deuxièmement, parce qu'elle a pu, pour réaliser cette tâche, s'appuyer sur ses énormes ressources. Troisièmement, parce que le coût de l'industrialisation, « normalement » couvert par la division internationale du travail, a été durement payé par le peuple soviétique lui-même, par la dégénérescence de l'état ouvrier, par la trahison de la révolution mondiale.

Mais la division internationale du travail (de même que nationale) se développe constamment. Trotsky a démontré que le véritable problème résulte de ce développement. « *L'accroissement général de la production, d'une part, la naissance de nouvelles exigences et de nouvelles disproportions, d'autre part, élargissent la nécessité d'une liaison avec l'économie mondiale. Le programme « d'indépendance », c'est-à-dire d'une économie soviétique se satisfaisant à elle-même, révèle de plus en plus son caractère réactionnaire et utopique.* » (Ibid. p. 118.) Les caractéristiques générales du développement de la division internationale du travail sont les mêmes que celles du développement de la production qui est sa base. C'est une progression faite d'une évolution lente et inégale mais aussi de sauts rapides, saccadés et brusques. Elle se fait dans le sens d'un agrandissement de la capacité de production, mais aussi, d'une spécialisation toujours plus poussée de la production dont le simple fonctionnement exige que les parties concordantes soient de plus en plus liées entre elles. Plus la spécialisation et la capacité — deux phénomènes liés — des forces productives sont développées, plus grandes sont les disproportions économiques nationales et moins il est possible de rester dans le cadre national.

L'U.R.S.S. fut incapable de développer harmonieusement les dif-

férentes branches de son économie parce qu'elle s'est isolée de la division internationale du travail. Mais lorsque, sur la base de l'évolution technique, les branches dont le développement a été forcément négligé, sont devenues primordiales, la situation tourne à la catastrophe. Si, à un prix terrible, l'U.R.S.S. a « pu » éviter auparavant de recourir au marché mondial pour que, selon la division internationale du travail, ses disproportions économiques soient égalisées par l'extérieur, cet isolement est devenu maintenant impossible. Les disproportions se sont aggravées et de nouvelles naissent.

La bureaucratie a du se rendre à l'évidence. Elle devait céder à cette pression du marché mondial impérialiste manifestée dans le retard économique subitement aggravé. Le remaniement brusqué du plan septennal, au cours de son exécution, en est l'expression éloquent. Le 16 décembre 1964, Oustinov, le président du Gosplan a présenté un plan spécial pour 1964 et 1965. C'est le plan de « chimisation » de l'économie soviétique annoncé pompeusement et tambour battant par la bureaucratie, comme une découverte miraculeuse pour guérir l'économie soviétique. Outre la « chimisation », ce plan est caractérisé également par une autre priorité donnée à l'agriculture, bien évidemment. Voici le tableau des investissements prévus pour 1964 et 1965, comparés à ceux accordés, pendant les deux années précédentes (en milliards de roubles).

	Plan				Taux moyen			
	Résultats		remanié		d'accroiss. en %			
	1962	1963	1964	1965	1962	1963	1964	1965
Toute l'économie ..	30,8	32,6	36,5	39,0	—	6,0	10,4	9,8
industrie	15,7	16,7	17,7	18,8	—	—	6,0	—
chimie	1,1	1,4	2,0	2,7	—	8,7	13,4	15,0
agriculture	(2,7 en moy.)		5,4	6,1	—	—	—	—

Ce virage brusque vers la chimie et l'agriculture n'était guère possible qu'en planifiant d'avancé la diminution du rythme de croissance d'autres branches, comme *La Pravda* l'a annoncé. Le tableau suivant présente la comparaison des taux de croissance moyens annuels réalisés au cours du plan septennal jusqu'à 1964 et des taux planifiés pour 1964 et 1965 (en pourcentage) :

	réalisé	planifié
Energie électrique	11,8	10,9
Charbon	2,6 - 3	1,5
Fonte	7,9	5,8
Acier	7,3	5,5

Laminés	6,3	4,9
Tubes d'acier	11,7	10,0
Constr. mécanique	14,7	9,9

La véritable aggravation de la dépendance de l'U.R.S.S. par rapport au marché mondial impérialiste réside surtout dans le fait que même le remaniement du plan ne fut possible qu'en se tournant résolument vers le marché mondial.

Selon notre illustre auteur « trotskyste », la — ou l'une des raisons de la réforme économique — est que l'U.R.S.S. et les démocraties populaires « ...risquaient de « rater le coche » de la troisième révolution industrielle », (p. 2172.) Mais que rate-t-il ici, lui, Mandel ? Il rate le vrai problème : le développement des forces productives a rendu impossible le fonctionnement même de l'économie en dehors de la division internationale du travail. Il ne s'agit pas d'une simple adaptation de techniques nouvelles qu'on pourrait « rater » ou non. D'abord, parce que même une telle adaptation n'est possible que dans la mesure où l'on s'intègre mieux au marché mondial. Ensuite, parce que le développement ne s'arrête pas et que ferait l'U.R.S.S. s'il y avait une « quatrième révolution industrielle » ? Car le développement technique ne se fait que dans le cadre de la division internationale du travail. Voici ce que Mandel « rate » ici, exactement comme les bureaucrates du Kremlin faisant de la chimie une sorte de baguette magique qui, en touchant l'économie soviétique, réaliserait leur rêve utopique de « dépasser le capitalisme ». Mais Mandel rate l'essentiel, à savoir que ce phénomène n'est pas de l'économie pure mais l'expression d'un rapport des forces à l'échelle internationale. La division internationale du travail — pour reprendre l'expression de Stéphane Just — — n'est nullement asexuée. Elle est régie par les lois implacables du capitalisme et c'est la bourgeoisie internationale qui la domine. La question est de savoir à quelles conditions elle laissera la bureaucratie réussir et ne pas « rater » la réorganisation de son économie. Voilà le problème capital qui a été, tout simplement, laissé dans l'ombre par Mandel.

La bureaucratie stalinienne a été contrainte de tenir compte de la division internationale du travail, ce que Mandel ignore souverainement. Le programme de la « chimisation », par exemple, dépend entièrement du commerce extérieur et, cela, les staliniens le savent bien. L'équipement chimique de l'économie soviétique revient aux firmes étrangères dont la majorité est capitaliste. Examinons ce commerce extérieur et, en général, le rapport concret de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires au marché mondial.

La dépendance à l'égard du marché mondial.

En 1965, plus de 50 % des achats soviétiques d'équipements chimiques ont été effectués dans des pays capitalistes. Les principaux partenaires sont les firmes anglaises (I.C.I. Simon Carver, Construction John Brown, Courtauld), françaises (Air Liquide, Péchiney-St-Gobain), allemandes (UHDE, Höchst, Krupp), italiennes (ENI, Montecatini, Pirelli), japonaises (Mitzoui, Mitzubishi, etc.). Préparant l'exposition internationale de chimie, en septembre 1965, à Moscou, plusieurs firmes capitalistes ont demandé la garantie d'un contingent minimum d'achats soviétique de 1 million de roubles. La réponse a précisé qu'une garantie serait inutile, car à l'occasion de la première exposition de Moscou, la valeur des contrats a déjà dépassé les 20 millions de roubles (Ekonomiticheskaia Gazeta, Moscou, 28 avril 1964). La presse mondiale pullule de nouvelles concernant des commandes soviétiques ou de démocraties populaires passées aux firmes capitalistes et se chiffant à des millions de dollars pour les seuls équipements et produits chimiques. Depuis le mois de mai 1962, la valeur des exportations d'usines complètes en provenance seulement de l'Angleterre a atteint 58,1 millions de livres sterlings pour l'U.R.S.S. et 69,9 millions pour les démocraties populaires européennes. (Le courrier des Pays de l'Est, Paris, 2 sept. 1965.)

Le commerce extérieur ne se réduit pas aux équipements et produits chimiques. Les achats soviétiques de blé et d'autres produits agricoles (orge, farine, etc.) aux Etats-Unis, Canada, Argentine, Australie et France sont bien connus. Depuis 1962, ces achats sont devenus réguliers au point que les pays capitalistes grands producteurs de blé en font, de plus en plus, l'un des facteurs permanents de leur politique économique. Au cours des sept premiers mois seulement de l'année 1965, l'U.R.S.S. a commandé environ 12 millions de tonnes de blé aux pays producteurs.

Il est nécessaire de parler également des démocraties populaires qui suivent les grandes traces du développement de l'économie soviétique. Elles connaissent donc les mêmes difficultés. Malgré le fait que certaines d'entre elles, comme la Pologne qui est capable d'exporter vers l'U.R.S.S. des équipements, voire des usines chimiques complètes, chacune est tributaire du marché mondial. Elles répètent la politique d'achat aux firmes capitalistes de l'U.R.S.S. Et, du fait que leur agriculture, en partie, a été planifiée et, conformément aux consignes du Conseil d'Entraide et d'Assistance Mutuelle (CAEM), spécialisée sur la base des livraisons massives

soviétiques de blé, la crise agricole de l'U.R.S.S. les pousse fortement vers le marché capitaliste de blé. A l'exception de la Roumanie, elles offrent un marché confortable et permanent aux excédents agricoles du marché mondial impérialiste. Le 3 février 1964, par exemple, la Pologne a conclu un accord avec les Etats-Unis pour l'achat d'excédents agricoles d'une valeur de 90 millions de dollars avec paiement à crédit de 18 mois que la Pologne n'arrive pas à rembourser (Biulleten Inostrannoï Kommertscheskoï Informatzii (BIKI), Moscou, 25 février 1964).

En 1964, on a assisté à un phénomène nouveau : l'U.R.S.S. et les démocraties populaires commencent à acheter, d'une manière généralisée, des licences et des brevets. Le 1^{er} juillet 1965, l'U.R.S.S. adhère à la convention internationale sur les brevets, démarche qui provoquait un retentissement mondial. La Tchécoslovaquie et l'Allemagne orientale, plus industrialisées, pratiquent le plus l'achat des licences. Selon « Frankfurter Allgemeine Zeitung » (avril 1965), en 1964, l'Allemagne orientale a vendu à l'Allemagne occidentale des licences pour 199 millions de DM mais elle en a acheté pour 541 millions. Balkow, ministre est-allemand du commerce extérieur a déclaré que son pays avait conclu 400 contrats d'achat et de vente de licences avec les firmes capitalistes dont 100 ouest-allemandes. Ces brevets sont chers : La république est-allemande a acheté, par exemple, un brevet de fabrication de fibre synthétique aux Etats-Unis pour la somme de 12 millions de dollars, achat financé par des banques européennes et japonaises.

Etant donné qu'elle ne peut régler ses achats massifs qu'en devises ou en or, l'U.R.S.S. est devenue le fournisseur permanent d'or du marché mondial. Il est impossible, dans ce domaine, comme dans bien d'autres d'avoir des statistiques précises établies par la bureaucratie. Selon « Ejednevniï Informatziionniï Biulleten » (édité à Munich, (EIB), 17 août 1965), l'évolution de l'extraction, de réserve et de vente soviétique d'or était la suivante (en millions de dollars, calculé sur la base de 1 quintal d'or équivalent à 1,125,276 dollars) :

	extraction	vente	réserve
1961	200	315	2.400
1962	210	215	2.395
1963	210	560	2.045
1964	220	450	1.815
1965	240	500	1.600

(Prévision)

Selon le rapport annuel de Samuel Montagu et Cie. (Mars 1965), en 1964, les ventes d'or soviétiques ont atteint 283,5 tonnes pour 120 millions de dollars. Ces livraisons d'or constituent un facteur permanent et sûr du maintien du prix de l'or sur le marché mondial, par conséquent, un soutien du système monétaire capitaliste.

Le rôle et le caractère du commerce extérieur de l'U.R.S.S. et des Démocraties populaires.

Le développement du commerce extérieur de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires tend à englober l'économie entière. Dans ce domaine, on constate que les bureaucrates staliniens agissent en révisant leur « théorie ». Le rôle et la fonction du commerce extérieur sont devenus pour eux le facteur-clé de l'économie. La presse polonaise, avant le congrès du parti stalinien (juin 1964) a fait toute une campagne autour des problèmes économiques soulignant que le secteur-clé était le commerce extérieur. Trompchtchinsky, ministre polonais du commerce extérieur, a déclaré que la tâche principale est de développer le commerce extérieur, dont le taux d'accroissement avec les pays capitalistes était de 14 %, en 1964. (BIKI, Moscou, 31 juillet 1964.) Le délégué hongrois à la Table Ronde Economique Est-Ouest (tenue à Belgrade, les 5-7 juin 1965) a souligné le fait que le revenu national hongrois équivalait à 1/10^e de celui de la France mais que la part du commerce extérieur dans le revenu est de 2,5 fois supérieure à celle de France. Et après avoir précisé que la part des échanges avec les pays capitalistes constitue 10 % du revenu national, il s'est pathétiquement écrié : « *L'existence de conditions normales dans le commerce international permettant de participer... à la division internationale du travail est, pour nous, une question vitale.* » Le commerce extérieur tchécoslovaque a accusé une augmentation de 8,3 %, en 1964, dont 4,6 % pour les exportations (de 17,8 millions de couronnes à 18,5 millions) et 12,4 % pour les importations (de 15,5 millions de couronnes à 17,4 millions). (BIKI, Moscou, 15 juillet 1965.) Le « New York Times » a estimé (7 décembre 1963) que la valeur annuelle des échanges Est-Ouest atteint plusieurs centaines de millions de dollars. Et voici le tableau du développement du commerce extérieur pour quatre pays « socialistes », publié dans BIKI, le 25 mars 1965 (en milliards de roubles) :

	1960	1961	1962	1963	1964
Pays « socialistes » - Total ..	30,9	31,9	35,0	37,4	40,4
Exportations	14,8	15,4	17,2	18,3	19,8
Importations	16,1	16,5	17,8	19,1	20,6

U.R.S.S. - Total	10,0	10,5	12,1	12,8	—
Exportations	5,0	5,3	6,3	6,5	—
Importations	5,0	5,2	5,8	6,3	—
Allemagne de l'Est - Total ..	3,8	3,9	4,2	4,4	4,6
Exportations	1,9	2,0	2,1	2,4	2,6
Importations	1,9	1,9	2,1	2,0	2,1
Tchécoslovaquie - Total	3,3	3,6	3,7	4,1	4,6
Exportations	1,7	1,8	1,9	2,2	2,4
Importations	1,6	1,8	1,8	1,9	2,2
Pologne - Total	2,4	2,8	3,0	3,2	3,7
Exportations	1,1	1,3	1,4	1,5	1,9
Importations	1,3	1,5	1,6	1,7	1,8

On voit donc une croissance annuelle considérable, mais on y voit également un solde négatif :

	1960	1961	1962	1963	1964
U.R.S.S., Allem., Tchéc., Pol.	— 0,1	+ — 0	+ 0,4	+ 0,7	+ 0,8
Les autres pays « soc. »	— 1,2	— 1,1	— 1,0	— 1,5	— 1,6
Ensemble, tous	— 1,3	— 1,1	— 0,6	— 0,8	— 0,8

Sur la base de ces statistiques, on doit constater que la *balance commerciale est négative* pour l'ensemble des pays « socialistes ». Les staliniens, cependant, essaient de faire croire que ce solde déficitaire n'affecte pas l'U.R.S.S., l'Allemagne, la Tchécoslovaquie. Il est invraisemblable que, seuls, les autres pays supportent le déficit de la balance commerciale générale, et nous allons voir qu'en réalité ce n'est pas le cas. Un an plus tard, le même journal soviétique, parlant de la Tchécoslovaquie, par exemple, écrit que sa balance commerciale avec les pays capitalistes s'est soldée, en 1963, avec + 225 millions de couronnes, mais que, pour 1964, ce solde positif a diminué à 59 millions. Le journal ajoute que la balance était favorable avec les pays « socialistes », mais défavorable avec l'Angleterre (— 244 millions), le Canada (— 349 millions), l'Autriche (— 11 millions), l'Italie (— 12 millions), et l'Australie (— 98 millions). (*Biki*, Moscou, 15 juillet 1965.) En 1964, le commerce extérieur polonais a été caractérisé par une diminution des importations en provenance des pays « socialistes », mais par une augmentation de 17,5 % des importations en provenance des pays capitalistes dont la valeur a dépassé la première fois 3 milliards de zlotys-devises. Le déficit des échanges avec les Etats-Unis et le Canada a atteint la somme de 215 millions de zlotys, en 1963, mais il a augmenté de 381,5 millions en 1964. (*Handel Zagraniczny*, Varsovie, n° 3, 1965.)

Un communiqué gouvernemental de Varsovie du 3 janvier 1965 a déclaré, malgré tout, qu'en 1964, la balance commerciale était positive, pour la première fois depuis des années, grâce à la réduction brutale des importations. Toutefois, le communiqué ajoutait, « *comme il est impossible de réduire les importations, comme en 1964, la situation du commerce extérieur ne peut être considérée comme satisfaisante* ».

La balance commerciale de la Bulgarie avec les sept pays capitalistes de l'A.E.L.E., par exemple, montre également un solde négatif (en millions de levas bulgares) :

	1960	1962	1963	1964
	—	—	—	—
Exportations	30.512	27.846	32.580	52.804
Importations	29.111	47.962	65.096	60.410
Solde	+ 1.401	— 20.116	— 32.516	— 7.606

(*Vnchna Trgovina*, Sofia, n° 8, 1965.)

Selon la revue *Külkereskedelem* (Budapest, n° 4, 1965), la Hongrie est largement déficitaire envers les pays capitalistes, particulièrement ceux du Marché Commun (voir aussi *Biki*, 4 septembre 1965.) Rien d'étonnant en cela, car tandis qu'en 1955 les machines importées constituaient 7,5 % des investissements totaux en Hongrie, au cours des années 1961-1965, cette proportion a atteint 50%. (*Figyelö*, Budapest, 4 juillet 1965.) La Roumanie avait un solde négatif de 85 millions de D.M. avec l'Allemagne occidentale, en 1964, et sa balance commerciale avec les autres pays capitalistes tend également au déficit.

C'est la situation générale concernant les démocraties populaires. Seule l'U.R.S.S. semble s'échapper à cette tendance : sa balance commerciale montrant un équilibre général, mais subissant d'année en année des variations brusques en fonction d'achats massifs.

Nous arrivons au problème du commerce Est-Ouest caractérisé par une croissance particulière. La majeure partie des livraisons capitalistes consiste en biens d'équipement, en machines et en biens de consommation industriels, contre les matières premières, les produits agricoles et alimentaires, ou semi-finis. Ce phénomène est particulièrement défavorable aux pays dit socialistes, comme l'a suffisamment démontré la Table Ronde Economique Est-Ouest de Belgrade. Le délégué polonais y a développé le point de vue généralement admis aujourd'hui par les bureaucrates staliniens. Selon

ce délégué, les démocraties populaires et l'U.R.S.S. étant devenues des pays industriels et ayant développé leurs forces productives, une nouvelle division internationale du travail se constituait. Or, les formes et la structure des échanges Est-Ouest sont restées les mêmes qu'au temps où ces pays n'avaient pas encore atteint le degré de leur industrialisation moderne actuelle. « *Le fait est — estimait le délégué polonais — que la plupart des problèmes... provient des difficultés rencontrées par les économies d'Europe orientale d'obtenir de l'Occident une assurance quant à la continuité de leurs exportations et à la possibilité d'expansion de celles-ci.* » Parce que « *... le problème du financement d'un montant croissant... des importations d'Europe orientale constitue le problème-clé du commerce Est-Ouest.* » Et c'est pourquoi « *... une certaine place devrait être faite à des exportations d'Europe orientale destinées à repayer le crédit accordé par l'Europe occidentale.* » L'absence d'une telle garantie, — disait le délégué polonais continuant sa plaidoirie, — « *... signifie pour une économie planifiée l'impossibilité pratique d'adapter sa production aux besoins exacts d'un marché occidental donné.* »

Nous avons cité longuement cette intervention, car elle présente bien les problèmes fondamentaux et, en même temps, exprime la position des staliniens. Tout d'abord, la pleine reconnaissance du fait et de l'importance de la division internationale du travail, importance redoublée par le développement industriel de l'U.R.S.S. et de l'Europe orientale. Concrètement, l'aveu du fait que ces pays ont un besoin, de plus en plus grand, de l'assistance du marché mondial. Ensuite le fait que la bureaucratie stalinienne reconnaissant ce fait, n'y voit nullement la nécessité du renversement du capitalisme, mais celle de refondre la division internationale du travail — avec lui. Par conséquent, du fait que la bourgeoisie « cause des difficultés » (les balances commerciales déficitaires), on lui demande d'être gentille et généreuse envers ces pauvres pays en achetant leurs produits. Le sens de l'intervention du délégué polonais était : « Assurez-nous un marché stable, sinon nous allons à la faillite. »

Ce n'est pas une plaisanterie. La bureaucratie stalinienne mendie auprès de la bourgeoisie : les pays occidentaux devraient importer plus en provenance des pays de l'Europe orientale, en général, et beaucoup plus de biens industriels, en particulier. Les porte-parole de la bureaucratie présentent invariablement la même demande, le plus souvent sous cette forme écœurante de plaidoyer. Le délégué hongrois à la Table Ronde a même invoqué l'exemple de l'Angleterre qui a largement libéralisé ses quotas d'importations en provenance

des pays de l'Est ; il est bien dommage, cependant, — ajoutait-il sotttement — qu'en même temps, elle ait taxé les importations de 15 %, puis de 10 %, annulant les effets de cette libéralisation. Il est caractéristique que, dans ce jardin zoologique de bureaucrates, personne n'a apparemment remarqué l'exécution, involontaire mais impitoyable, de la demande faite par la bureaucratie de se voir assurée un marché.

La bourgeoisie internationale ne tient pas à rendre ce service aux états ouvriers dégénérés ou « déformés ». Par sa nature même, elle est incapable de contrôler son « propre » marché, et de plus sa politique consciente s'y oppose. Le premier aspect se révèle non seulement dans le cas de la libéralisation des importations anglaises où, par la surtaxe des importations, l'intérêt vital de la bourgeoisie anglaise a prévalu. Il est beaucoup plus significatif encore dans le contraste entre la politique soviétique vis-à-vis du commerce mondial et la réalité de ce commerce. Au cours des préparatifs de la conférence mondiale sur le commerce de Genève, en 1964, Patolitchev, ministre soviétique du Commerce extérieur, a défini les buts de la bureaucratie soviétique dans une interview donnée à la *Vnechniaia Torgovlia* (Moscou, n° 2, 1964). Selon lui, il faudrait créer une organisation internationale du commerce englobant toutes les autres, comme la G.A.T.T., la F.A.O., les accords internationaux des matières premières, les commissions régionales des économies, etc. Son argument était, — écoutons-le bien — que la G.A.T.T. n'est pas assez représentative et, pour cette raison-là, elle ne peut pas lutter efficacement contre les regroupements néfastes tels que le Marché Commun. Il est difficile d'imaginer un « argument » et une position plus idéalistes. Parce que même si la bourgeoisie internationale était susceptible de donner une suite favorable à la demande soviétique, — hypothèse absolument exclue dans les conditions existantes — elle resterait incapable de régler ses propres contradictions, Marché Commun compris. A moins qu'on ne suppose, comme Kautsky, l'existence d'un ultra-impérialisme... Mais les bureaucrates sont incorrigibles. L'hebdomadaire économique du C.C. de P.C. soviétique, *Ekonomitcheskaja Gazeta* (28 mars 1964), parlant de la conférence internationale du commerce à Genève, a écrit : « ...Le simple fait de la convocation de cette conférence démontre la vanité des discriminations envers des pays socialistes. » Comme tout le monde le sait, elle n'a rien démontré du tout, sinon le contraire. Or, cette position est d'autant plus fausse que, précisément, la bourgeoisie mondiale rythme sa « contribution à l'édification du socialisme » conformément au « degré de maturation » des

pays de l'Est, c'est-à-dire en fonction des compromis de la bureaucratie stalinienne. Elle a établi les contingents restrictifs aussi bien des importations que des exportations relatives à ces pays ainsi que les conditions et les normes du crédit. La position et la pratique relatives à ces problèmes des bureaucrates, de la bourgeoisie dans son ensemble, puis de ses fractions, reste l'indice capital du « degré de maturation » de la bureaucratie. Une fraction de plus en plus grande de la bourgeoisie est prête à accorder des crédits à long terme dépassant la limite de cinq ans, car la bureaucratie montre des signes « encourageants ».

Elle en éprouve un besoin grandissant. Le délégué hongrois à la Table Ronde de Belgrade a déclaré que 50 % des exportations hongroises vers les pays de l'O.C.D.E. se composent de produits agricoles et alimentaires, mais que les droits préférentiels du Marché Commun leur infligent une perte considérable. Etant donné que, du fait des restrictions, les produits finis et semi-finis ne constituent que 15 % et les machines 4 % seulement de ces exportations, la structure des échanges est défavorable. Son collègue polonais argumentait également en faveur de plus larges possibilités d'exportation, car « ...les importations constituaient, en 1964, près de 17 % de la valeur du revenu national. La plupart de nos économistes pensent que ce pourcentage est encore trop faible ».

L'évolution des relations économiques avec l'impérialisme.

En conséquence, la bienveillance de la bourgeoisie est très recherchée. Cela se manifeste, entre autres, par le paiement de dédommagements pour les biens nationalisés. A la fin du mois de mai 1964, un décret gouvernemental tchécoslovaque a stipulé que jusqu'au 30 novembre 1964, toutes les demandes de dédommagement devaient être présentées à la Commission de Compensation Etrangère, créée à cette fin. En 1954, la Tchécoslovaquie a abandonné les négociations concernant une demande anglaise de 20 millions de livres sterlings, jugeant la somme trop élevée. Mais elle a été contrainte de les reprendre, car l'une des conditions du crédit anglais à long terme est le paiement de dédommagement. Le 14 mai 1965, un accord a été conclu entre la France et la Hongrie sur l'indemnisation des biens nationalisés : la Hongrie paiera 1.150.000 francs jusqu'au 15 juillet 1966. (*Moniteur Officiel du Commerce International* [M.O.C.I.], Paris, 24 juillet 1965.) Soulignons que ce cadeau

a été offert à la bourgeoisie au moment où la Tchécoslovaquie et la Hongrie traversent une crise économique grave. Actuellement, nous ne disposons d'aucun autre fait exact concernant les rachats. Mais s'il est clair que la balance commerciale de ces pays est déficitaire à l'égard des pays capitalistes, leur balance de paiement doit indiquer un passif encore plus grand. Les balances commerciales sont maintenant de plus en plus publiées, avec un certain maquillage de la bureaucratie. Il est impossible de cacher leur solde négatif. Mais, en ce qui concerne les balances de paiement, les staliniens se gardent bien de les publier. Elles doivent être très défavorables aux pays « socialistes », en général, et aux démocraties populaires, en particulier, dans leur rapport avec les pays capitalistes industriels.

La Pologne a encore surpassé les autres pays, car, en suivant la Yougoslavie, elle a présenté sa demande d'adhésion à la G.A.T.T. comme membre de plein droit. En contrepartie, les bureaucrates polonais ont proposé l'autorisation pour les compagnies capitalistes d'établir en Pologne des bureaux de représentation et de faire de la publicité.

Cependant, un duel se livre, en même temps, entre l'impérialisme mondial et la bureaucratie stalinienne. Cette dernière cède pas par pas pour bénéficier de la division internationale du travail qui s'impose à elle. Elle doit faire des concessions, dont la principale est que par la réorientation économique en cours, ces pays sont devenus plus directement tributaires, de plus en plus endettés vis-à-vis du marché mondial capitaliste. Mais la bureaucratie ne veut pas aller jusqu'à une capitulation complète. C'est pourquoi elle essaie, de toutes ses forces, de contrebalancer la pression impérialiste. L'un des moyens économiques est la chasse aux devises occidentales dites fortes. Tous les moyens sont bons ; aucune méthode, aussi basse soit-elle, n'est éliminée pour parvenir à les posséder. Par exemple, tel un usurier du moyen âge, en taxant (en général 30-50 % au-dessus du taux réel) le transfert d'argent des particuliers. En n'envoyant des délégués aux congrès scientifiques qu'en leur octroyant une quantité insuffisante de devises. Cette chasse aux devises produit des phénomènes contradictoires mais parfaitement complémentaires : le sort du chimiste envoyé à un congrès dans une capitale occidentale et mangeant des conserves en catimini dans sa chambre d'hôtel « s'harmonise » avec l'existence des boîtes de nuit de Prague ou de Budapest, grandes ouvertes aux touristes bourgeois apportant des devises. L'argent d'un jeune ouvrier émigré durement taxé et monstrueusement amputé lorsqu'il arrive à sa famille, complète les cadeaux offerts aux capitalistes sous la forme des dédommagements.

Ces aspects « secondaires » (pour certains !) soulignent encore l'importance que les staliniens ont donné au tourisme et les efforts qu'ils déploient pour le développer. Il faut encore ajouter les taux variés et arbitraires de change, selon les pays et selon qu'il s'agit d'un touriste étranger ou non.

Il est évident que sur une telle base croissent toutes sortes de parasitismes, de spéculations, de contrebande, contre lesquels la bureaucratie lutte avec d'autant plus de ferveur qu'elle encourage « l'initiative privée honnête » dans l'industrie touristique. (Hôtels, restaurants, garages, aménagement des plages, etc.) Nous reviendrons plus loin aux problèmes sociaux. Soulignons seulement ici qu'il s'agit d'aspects, plus ou moins secondaires, de la liaison directe entre la pression impérialiste et les problèmes sociaux intérieurs.

Mais avant de poursuivre notre examen, il est nécessaire de dissiper un malentendu. Nous ne voulons aucunement présenter le commerce de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires avec les pays capitalistes, comme un mal en soi. Mais, si nous résumons ce que nous avons dit jusqu'ici, il en découlerait que, précisément, *le commerce n'est pas un simple et « innocent » acte d'échange des produits.*

Après la deuxième guerre mondiale, nous avons assisté à un progrès rapide de la technique et, sur cette base, à une réorientation économique poussant la division internationale du travail à une phase supérieure. Les disproportions économiques antérieures de l'U.R.S.S. (et des démocraties populaires) se sont aggravées en en apportant de nouvelles. Le *signe* de cette aggravation fut que le retard économique se trouvait, presque d'un seul coup, doublé. L'U.R.S.S. et les démocraties populaires sont incapables de combler seules ce retard, puisqu'en réalité il n'est que le reflet des disproportions surmontables uniquement dans le cadre de la division internationale du travail. Dans ce sens, le développement de cette dernière, le propre progrès des économies planifiées a rendu ces pays plus dépendants du marché mondial. La croissance considérable de leur commerce entre eux et avec les pays capitalistes en témoigne. Dans le revenu national de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires, la part du commerce extérieur augmente sans cesse, parfois vertigineusement. Dans ce commerce, la proportion des échanges avec les pays capitalistes croît également sans cesse. Mais la structure de ces derniers les rend proportionnellement beaucoup plus importants que leur pourcentage numérique. L'augmentation de ce commerce signifie que l'influence directe du marché mondial devient

de plus en plus grande sur l'économie de ces pays. L'évolution des échanges, l'influence du marché mondial est défavorable à l'U.R.S.S. et aux démocraties populaires en ce sens que dans leurs rapports avec le marché mondial, c'est l'impérialisme qui détermine le rythme des échanges selon ses besoins, nullement inquiété par les partis et mouvements staliniens. Ces besoins peuvent être ainsi formulés : pour résoudre sa propre crise qui va en s'approfondissant, l'impérialisme doit étendre ses marchés en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires. Mais ce besoin « économique » est subordonné à la capitulation complète de la bureaucratie stalinienne. C'est pourquoi la bourgeoisie tient la corde autour du cou de la bureaucratie. Comment ? Essentiellement en réglant le degré de la participation de ces pays à la division internationale du travail selon les possibilités réelles de sa propre pénétration derrière le « rideau de fer ». Et la bureaucratie n'arrive pas à contrebalancer cette pression, même si elle essaie de résister.

A la fin de 1964, son recul s'est manifesté sous une forme particulièrement dangereuse. Le représentant du monopole allemand Krupp a négocié avec la Pologne une éventuelle collaboration dans le cadre d'entreprises communes. D'après l'accord conclu pour la construction d'une usine de camions et de machines agricoles, la Pologne fournira le terrain, le personnel ouvrier et employé et s'occupera de la vente des produits, tandis que Krupp livrera les plans, les équipements et les installations, ainsi que les spécialistes. Bien après la diffusion de cette nouvelle spectaculaire, les staliniens polonais la démentaient. Le 21 février 1965, *Trybuna Ludu* écrivait : « *La presse occidentale laisse entendre que Krupp a conclu un accord avec la Pologne envisageant rien de moins que la construction d'usines en Pologne qui seraient la propriété de capitaux ouest-allemands. Tous ceux qui croient de bonne foi à ces allégations ont perdu tout sens de la réalité, car le principe de la propriété socialiste des moyens de production est à la base du système social de la Pologne.* » Le journal ajoute que la Pologne coopère dans certaines branches de production avec différents pays pour stimuler le progrès technique et le commerce. Le démenti se borne à réfuter l'hypothèse de la propriété capitaliste de l'usine à construire, hypothèse jamais avancée. En le lisant, on songe inévitablement au diction politique : deux démentis valent une affirmation. Car, au début de l'année 1965, Beitz, le représentant de Krupp, a également visité la Hongrie, puis la Roumanie, négociant la construction d'entreprises communes. Mais fort de l'exemple polonais, rien de précis n'a filtré au grand jour, sauf quelques vagues déclarations. Néanmoins, quelques mois plus tard, Krupp a publié une information

publicitaire dans l'hebdomadaire économique hongrois *Figyelő* qui, dans son éloquence, mérite d'être citée : « *Les voisins sont complémentaires et leurs existences sont interdépendantes. Il apparaît dès lors comme désirable qu'ils coopèrent, qu'ils nouent entre eux des liens d'amitié et qu'ils tirent de cette attitude un projet mutuel. Vivre ensemble et coopérer est mieux qu'exister seulement côte-à-côte. Le monde est devenu petit. Toutes les nations du monde sont tributaires de la coexistence pacifique et d'un travail constructif fait en commun... Les peuples d'Europe vivent dans un voisinage très étroit. Les pays de notre continent sont liés entre eux par le commerce, le tourisme et les échanges culturels. Nous avons tant à nous donner entre nous ainsi qu'aux autres. Les industries de la République populaire hongroise et de la République fédérale d'Allemagne peuvent contribuer grandement, par une coopération étroite, à l'édification d'un avenir pacifique pour le monde entier.* »

Au début de juin 1965, une délégation des dirigeants de Rheinische Stahlwerke est venue à Budapest afin de négocier sur la coopération industrielle, et l'échange des licences « *...ainsi que sur l'exportation commune sur les marchés du Tiers-Monde, en premier lieu vers les pays africains et d'Extrême-Orient...* » (*Népszabadsag*, Budapest, 6 juin 1965.) D'ailleurs, c'est la forme généralement répandue : exporter vers les pays du « Tiers-Monde ». Il y a déjà une coopération étroite entre l'entreprise autrichienne « *Osterreichische Alpine Montangesellschaft* » et l'industrie hongroise pour la co-production d'abatteuses de mine. La documentation et l'assistance technique sont fournies par la Hongrie et l'entreprise autrichienne fabrique les machines s'assurant de l'exclusivité de vente sur le marché d'Europe occidentale. Le Maroc a déjà commandé les abatteuses pour ses mines de phosphate. (*Figyelő*, Budapest, 5 mai 1965.)

Quant aux staliniens polonais, ils emboîtent le pas à leurs collègues hongrois. Le 14 juillet 1965, un accord polono-italien a été signé concernant la coopération économique et technique dans le domaine de l'énergie électrique, de la construction, des transports et surtout de l'agriculture. (*Biki*, Moscou, 3 août 1965.) Le même jour, les Polonais ont signé un autre accord avec la France pour « *...la construction en commun d'installations industrielles complètes destinées aux pays du Tiers-Monde...* » ainsi que sur la collaboration des organismes d'engineering, sur l'échange d'informations scientifiques et sur les stages mutuels de formation des cadres techniques. (*M.O.C.I.*, Paris, 18 août 1965.) Le ministre italien du Commerce

extérieur séjournant à Varsovie, a déclaré aux journaux polonais (le 14 juillet 1965) que des négociations sont en cours sur la possibilité de production, sous licence, des voitures Fiat 600 et Fiat T-1300 dans les usines Warszawa de Zeran. Si l'accord est conclu, à partir de 1970 la Pologne produira 50.000 Fiat par an. Même l'U.R.S.S. entre dans la course : Fiat y a, d'ailleurs, commencé des négociations et, le 1^{er} juillet 1965, un accord de coopération a été conclu dans le domaine de la construction des voitures. Cet accord prévoit une assistance italienne dans la coordination de l'industrie automobile ainsi que la production commune de 400.000 voitures par an. (*Le Courrier*, Paris, 29 juillet 1965.)

Il est bien naturel qu'aucune précision, aucun détail n'ait été fourni concernant ces accords de coopération de production. On aimerait connaître leurs modalités pour savoir, par exemple, dans quelle mesure des accords avec Fiat signifient une concurrence pour l'industrie automobile soviétique et polonaise, allant jusqu'à « coloniser » le marché de voitures de ces pays ? Du côté de la bureaucratie, un tel silence est observé qu'il est plus que suspect. Il y a toute une série de cas semblables et nous n'en n'avons rapporté qu'une infime minorité. Quelles en sont les dispositions fiscales, pour déterminer le partage du bénéfice ? Comment procède-t-on pour établir les prix aussi bien sur le marché intérieur qu'extérieur ? Toute une série de questions restées sans réponse. L'information donnée par les bureaucrates staliniens ? En voici un bel exemple : au début du mois de mai 1965, une conférence a eu lieu à Bonn entre les économistes des démocraties populaires et les bourgeois ouest-allemands. Le délégué hongrois y a souligné, entre autres, la possibilité d'accords de coopération immédiate de production. (*Times*, Londres, 8 mai 1965.) Dans le numéro du 7 mai 1965 de *Népszabadság* (Budapest) rapportant la conférence, il n'y a aucune référence aux interventions des délégués « socialistes ». Par contre, le journal fait largement écho à la critique des bourgeois allemands formulée à l'égard du gouvernement de Bonn et exigeant la libéralisation du commerce Est-Ouest.

Pour souligner la gravité de la situation de la balance commerciale des démocraties populaires avec les pays capitalistes industriels, citons le cas yougoslave dont la situation préfigure, dans une certaine mesure, celle des démocraties populaires. La part du commerce extérieur dans le revenu national de la Yougoslavie a augmenté rapidement : 18 % en 1959, et 25 % en 1963. Parallèlement, le déficit de la balance yougoslave de paiement croissait. Les dettes ont augmenté (en millions de dollars) :

1960.....	386
1962.....	778
1963.....	910

Remarquons que dans la somme de 910 millions de dollars de dette, les indemnisations représentaient 14 millions de dollars et les dettes d'avant-guerre 9 millions. Par contre, elle ne comprend pas les 624 millions de dollars, coût des livraisons de produits agricoles américains (juillet 1963) que les Etats-Unis peuvent utiliser pour leurs achats en Yougoslavie. (*Dengi i Kredit*, Moscou, n° 12, 1964.) Ajoutons encore que l'Office Général de Statistiques yougoslave annonçait, à la fin de janvier 1965, que la valeur des importations avait augmenté de 396,4 millions de dinars, en 1964, contre 316,9 millions en 1963, et le déficit de paiement de 79,8 milliards de dinars à 127,9 milliards, respectivement.

Or, les pays « socialistes » doivent couvrir leurs importations par les exportations. Pour éviter la faillite clairement représentée par les mesures récentes de la Yougoslavie, ils veulent développer à tout prix l'exportation. Dans son rapport au Comité Central, Gomulka a précisé que le prochain plan quinquennal (1966-1970) doit augmenter de 60 % les exportations. En Hongrie, les entreprises ont droit à un crédit supplémentaire pour leurs achats à l'étranger si elles garantissent qu'à l'aide des équipements importés, leurs exportations dépasseront de 12 % ces achats. (*Ekonomitcheskaia Gazeta*, Moscou, 11 août 1965.) Cette pratique est générale dans les pays dits socialistes. On comprend beaucoup mieux les plaidoiries et les attaques des bureaucrates contre la barrière dressée par la bourgeoisie mondiale et restreignant ses exportations. Pour la déjouer, ils recensent soigneusement toute possibilité d'augmenter l'exportation. C'est ainsi qu'ils développent en toute hâte les branches industrielles secondaires, artisanales, telles que la couture, les industries de jouets, d'instruments musicaux, etc., et ce surtout à l'aide des coopératives.

La croissance de cette activité commerciale se reflète dans l'établissement et la progression de l'activité des banques. Mentionnons seulement pour l'instant des banques telles que le « Narodni Bank de Moscou » à Londres, fondée pour les opérations financières du commerce Est-Ouest, et sa grande filiale de Beyrouth ouverte en octobre 1964, et attardons-nous sur les banques spécialisées dans le commerce extérieur. En effet, après l'U.R.S.S., la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, le 1^{er} avril 1964, la Bulgarie a également fondé une banque de commerce extérieur, détachée de la Banque Nationale. Ces banques réalisent toutes les opérations de paiement

avec l'étranger et tous les contrats de la Banque Nationale avec l'étranger (« socialiste » et capitaliste) *leur sont transférés*. En Tchécoslovaquie, 35 actionnaires, représentants des organisations étatiques du commerce extérieur et des entreprises travaillant surtout pour l'exportation, ont fondé cette banque avec 500 millions de couronnes. Sa tâche est de servir d'intermédiaire entre les organisations du commerce extérieur et les entreprises, d'avancer les crédits bancaires et le paiement de primes en devises sous forme de crédit d'achat à l'étranger. (*Ekonomiticheskaia Gazeta*, Moscou, 16 juin 1965.) A ce stade, nous ne ferons pas l'analyse complète de la signification de ces banques (cela relève des problèmes des rapports sociaux intérieurs). Nous voulons seulement indiquer l'importance que les bureaucrates donnent au commerce extérieur et, plus particulièrement, à l'exportation.

Mais le désir de se débarrasser par l'exportation du fardeau dangereux de l'augmentation des importations en provenance des pays capitalistes est une attitude utopique. Non seulement parce que le volume et la structure des exportations sont limités par la bourgeoisie alors que la bureaucratie a besoin d'importations, mais surtout parce que, de toute manière, le rôle du marché mondial augmente dans leur économie. Et c'est là le problème décisif.

L'augmentation de ce rôle, la liaison plus étroite des économies planifiées au marché mondial capitaliste détermine, précisément, toute leur réforme économique et nous sommes en train de le démontrer. Cette liaison s'établit, premièrement, par les prix. En ce qui concerne les exportations, du fait du bas niveau de la productivité, les coûts de production sont nettement plus élevés que les prix mondiaux. Ajoutons leur mauvaise qualité et nous pouvons imaginer les difficultés de leur écoulement. Il existe un écart entre les prix d'exportation (et d'importation) et ceux du marché intérieur. Pour l'exportation, il faut abattre les prix de vente au niveau du marché mondial, dans la majorité des cas, *en dessous du prix de revient*. Comme Gligorov, ministre yougoslave des Finances l'a déclaré au moment de la dévaluation du dinar, la Yougoslavie a payé ses importations au prorata de 800-900 dinars par rapport au dollar et elle a vendu à l'exportation au prorata de 1,055 dinars par rapport au dollar, la différence étant payée par les subsides. (*M.O.C.I.*, Paris, 4 août 1965.) Cette pratique générale a été également exposée par le délégué hongrois à la Table Ronde de Belgrade. Etant donné que dans le système de planification les prix sont fixés par l'état, ils ne peuvent suivre les changements des prix mondiaux, — disait-il. Il y a donc un système auxiliaire de prix :

à partir des prix mondiaux, un taux de compensation et de prélèvement est établi entre les prix intérieurs et ceux d'exportation. S'il est impossible d'améliorer le prix d'exportation, la Commission spéciale décide de supprimer sa fabrication. A cette tension des prix s'ajoute l'écart du prix réel et fluctuant des produits importés et des prix intérieurs fixés. L'augmentation du rôle du commerce extérieur amplifie la pression des prix mondiaux sur les prix intérieurs dans le sens d'un bouleversement continu du système étatique des prix.

Mandel « corrige » Marx : la valeur d'échange en U.R.S.S.

Mais, dans nos investigations, n'oublions pas Mandel qui, lui, « oublie » cependant le marché mondial. Il écrit : « *A l'époque de transition du capitalisme au socialisme, c'est la pénurie relative des valeurs d'usage qui prolonge la vie des valeurs d'échange, du moins dans la sphère des biens de consommation.* » (P. 2171, note.) C'est une véritable perle révélatrice de la position « scientifique » de Mandel. Il y a même la réserve mentale habituelle : « *...du moins dans la sphère des biens de consommation* » qu'on comprend d'autant moins qu'elle n'a pas de sens. Ensuite... ensuite — il révisé grossièrement Marx. Entre la valeur d'usage et la valeur d'échange, il n'y a pas le lien de cause à effet dont parle Mandel. La première est de caractère naturel, la seconde de caractère social, apparaissant uniquement lorsque les produits sont échangés en tant que marchandises. Marx écrivait, comme s'il avait prévu Mandel : « *La masse de ces produits ne peut rien changer à leur destination d'être une MARCHANDISE ou de constituer une VALEUR D'ECHANGE, ou d'avoir un prix déterminé. Qu'un arbre soit grand ou petit, il reste un arbre. Que nous échangions du fer par onces ou par quintaux contre d'autres produits, cela change-t-il son caractère qui est d'être une marchandise, une valeur d'échange ?* » (Marx : *Travail salarié et capital*. Paris, Editions Sociales, 1960, p. 30.) Si les valeurs d'échange ont une « vie prolongée », ce n'est pas la faute de ces pauvres valeurs d'usage que Mandel accuse injustement. La valeur d'échange est déterminée par le travail socialement nécessaire à sa production, mais ce n'est pas le travail qui est la cause de son existence. Comme l'écrit Marx : « *Le travail utile devient... une source plus ou moins abondante de produits en raison directe de l'accroissement ou de la diminution de sa force productive. Par contre, une variation de cette dernière force n'atteint jamais directement le travail représenté dans la valeur... Tout changement dans*

la force productive, qui augmente la fécondité du travail et par conséquent la masse des valeurs d'usage livrées par lui, diminue la valeur de cette masse ainsi augmentée, s'il raccourcit le temps total de travail nécessaire à sa production... » (Marx : *Le Capital*. Paris, Editions Sociales, Livre premier, vol. I, 1959, p. 61.) Cela découle du double caractère du travail : celui-ci produit une masse variée de valeurs d'usage qui, dans certaines conditions sociales, et *uniquement dans ce cas*, deviennent des valeurs d'échange. Ces conditions sont la production de marchandises. Les produits de travail deviennent marchandises *indépendamment* de leur quantité. Il est vrai que leur élimination ne sera possible que sur la base de l'abondance des valeurs d'usage. Pourtant, ce ne sera pas l'abondance qui *déterminera* cette élimination : elle la *conditionnera* seulement.

Pourquoi cette distinction ? N'est-il pas vrai que dans les conditions de la victoire définitive de la révolution mondiale, l'humanité établissant le socialisme remplacera la production de marchandises par celle de produits au fur et à mesure qu'elle assurera l'abondance ? Mais si, tout cela est vrai. La distinction établie par Marx prend, cependant, toute sa signification aujourd'hui parce qu'il existe en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires une société de transition.

La question est de savoir pourquoi il existe en U.R.S.S. une production de marchandises ? Selon Mandel, la raison en est la pénurie relative des produits. Mais selon Marx, les valeurs d'usage deviennent marchandises parce qu'elles sont les produits des travaux privés indépendants, c'est-à-dire que la production sociale des producteurs isolés par la division du travail ne se réalise que dans l'échange de produits, ayant une valeur d'échange parce que produits des travaux *privés*. Privés parce que déterminés dans ce sens par la nature de la propriété qui, à son tour, définit leurs rapports aux produits. En examinant la production sociale en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires, plusieurs constatations s'imposent. Tout d'abord, elle se réalise également à travers une division du travail. Mais la *répartition* des produits ne peut pas encore remplacer leur *échange*, car même cette division nationale du travail est basée sur des propriétés de type différent : étatique, coopérative et privée. Deuxièmement, cette division nationale du travail est liée au marché mondial basé sur la production des marchandises. Et c'est là le facteur le plus important, car, malgré l'isolement relatif de l'U.R.S.S., son cycle de production social doit toujours intégrer une fraction des produits du marché mondial, sinon il serait perturbé. Aussi, en maintenant l'isolement, ces per-

turbations s'accroissent et deviennent plus violentes dans la mesure où la production et la division nationale du travail se développent. Mais la participation de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires à la division internationale du travail ne peut se faire que par l'échange. Cela veut dire que les produits échangés et dont le cycle « national » de la production sociale a de plus en plus besoin, participent à la réalisation de ce cycle en tant que valeurs d'échange. Le rapport entre les producteurs en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires se réalise donc sur le marché où le *marché mondial est de plus en plus partie prenante*, puisque la production sociale exige de plus en plus l'échange des produits fabriqués dans le cadre de la division internationale du travail. Et inversement, elle exige également la fabrication des produits destinés à ce marché.

En réalité, c'est cela qui s'exprime dans la part croissante du commerce extérieur dans le revenu national. Contrairement à l'affirmation de Mandel, il serait exact de dire que l'existence des valeurs d'échange est subordonnée à l'existence de la propriété privée et de groupe ainsi que du maintien sur cette base, de travaux privés. Mais leur maintien ou leur « vie prolongée » existe beaucoup plus en fonction du marché mondial capitaliste que du marché intérieur. C'est-à-dire que l'existence de types variés de la propriété et du travail en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires est subordonnée non à la pénurie ou l'abondance des produits mais à l'influence du marché mondial capitaliste, puisque le marché intérieur lui est subordonné. Pourquoi ? Parce qu'il nous faut également tenir compte de la pleine signification de l'analyse de Marx. Rappelons ce qu'il dit : « *Tout changement dans la force productive, qui augmente la fécondité du travail et par conséquent la masse des valeurs d'usage livrée par lui, diminue la valeur de cette masse ainsi augmentée, S'IL RACCOURCIT LE TEMPS TOTAL DE TRAVAIL SOCIALEMENT NECESSAIRE A SA PRODUCTION.* » (Ibid.)

La valeur d'échange (X) est déterminée par le travail (T) socialement nécessaire à sa production et en additionnant les travaux antérieurs des matières premières, des machines, etc., l'équation est la suivante : $X = T + T_1 + T_2$. Mais, en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires, il existe un élément supplémentaire déterminé par la différence entre les conditions extérieures et intérieures ; et cet élément est une *valeur d'échange*. Donc, l'équation devient la suivante : $X = (T+x) + (T_1+x) + (T_2+x)$ ou, remplaçant les x par t : $X = (T+t) + (T_1+t) + (T_2+t)$. Quelle est l'origine de cette différence et comment s'explique-t-elle ?

La valeur est déterminée par le travail socialement nécessaire à sa production. Or, ce qui est « socialement nécessaire » diffère de ce qui est nécessaire dans une société limitée par les frontières nationale. Le critère du « socialement nécessaire » est fonction de la division internationale du travail, sur la base de la productivité des forces productives mondiales. Dans les pays dits socialistes, on fournit *plus* de travail à la fabrication des produits qu'il n'est socialement nécessaire, car la productivité y est *inférieure* à celle mondialement établie. Dans notre équation, le *t* représente ce supplément que détermine la basse productivité de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires. Cela veut dire que la valeur d'échange ne disparaîtrait pas en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires même si l'on arrivait à y liquider complètement la propriété privée et de groupe et à réaliser l'industrialisation complète, hypothèse exclue, car du fait de la participation grandissante des valeurs d'échange du marché mondial, le processus est exactement l'inverse.

Nous sommes arrivés, cette fois-ci, au sujet de la théorie de la valeur, au même point que plus loin, à propos des problèmes du commerce extérieur. A savoir que les prix mondiaux font pression sur les prix intérieurs et que plus leur influence augmente, plus ils bouleversent le système intérieur des prix, les forçant à se conformer à la réalité. Et puisque, pour assurer une plus grande quantité des produits et un plus haut degré d'industrialisation, l'U.R.S.S. s'intègre plus à la division internationale du travail, cette influence se renforce. Ainsi, en réalité, il se passe exactement le contraire de ce que dit Mandel. Le processus réel est que plus il y a de valeurs d'usage, plus profondément s'imposent les valeurs d'échange. Non, parce que les premières détermineraient les secondes mais parce que leur augmentation est liée au renforcement du rôle du marché extérieur et, partant, intérieur.

Le génie de Marx se trouve, entre autres, dans le fait qu'à partir de la seule théorie de la valeur, on arrive à poser tous les problèmes fondamentaux de l'U.R.S.S. et, par là même, à démasquer les révisionnistes. Ce n'est pas par hasard non plus, que ceux-ci, tôt ou tard, se cassent les dents sur la théorie marxiste de la valeur.

Y a-t-il une différence entre l'U.R.S.S. et les Démocraties populaires ?

Plus loin, en parlant de la réforme économique entreprise en U.R.S.S., en Tchécoslovaquie, en Allemagne orientale et en Pologne, Mandel écrit que, pour l'expliquer, on doit partir des points communs à ces pays plutôt que « *...d'aspects secondaires qui semblent*

différencier assez nettement le nouveau modèle de gestion des entreprises conçu dans ces quatre pays.» (p. 2173). Il y a un grain de vérité dans cette affirmation mais qui cache une erreur totale : l'identification de l'U.R.S.S. aux démocraties populaires. La racine de cette identification vient de l'approche idéaliste de Mandel comparant, d'une façon superficielle, les *modèles* de gestion des pays mentionnés. Mais ce qui détermine même ces modèles et leur évolution, se pose différemment en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires. Ce n'est pas là un « aspect secondaire » mais la différence réelle qui existe entre l'état de l'U.R.S.S. et ceux des démocraties populaires dans leur rapport avec les forces bourgeoises de l'intérieur et l'impérialisme mondial.

La comparaison idéaliste des *modèles* vient tout droit de la « théorie » erronée de « l'assimilation structurelle » dont elle est l'avorton légitime. « L'assimilation structurelle » — cette expression même la dévoile — est également une comparaison des *régimes* établis (d'où leur identification), sans analyse sérieuse des *conditions sociales* différentes sur lesquelles ils reposent. Mandel prenait *une* nationalisation ici, *une* autre par là, *un* régime bureaucratique ici, *un* autre par là, faisant minutieusement les *comparaisons*, et arrivait, non sans résistance, à « l'assimilation structurelle ». Il fait maintenant les mêmes *comparaisons superficielles* avec les modèles. Et, alors qu'auparavant il s'est laissé « assimiler » progressivement au révisionnisme, aujourd'hui, il est déjà « assimilé structurellement » à l'idéalisme.

Pour comprendre la différence entre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires, il faut remonter aux conditions de la naissance de ces dernières. Nous n'entreprendrons pas ici l'analyse entière de ce problème, nous nous bornerons à en esquisser les grandes lignes. Au cours et au lendemain de la guerre, les masses opprimées d'Europe orientale ont commencé leur révolution. Leurs mots d'ordre étaient démocratique-bourgeois, mais la lutte se déroulait, pourtant, dans des conditions particulières : celles créées par la destruction de l'ancien appareil d'état soit par les masses elles-mêmes, soit par les armées allemande ou soviétique. Ces révolutions démocratiques s'accomplissaient avec le soutien, sinon la participation active, de la majorité des travailleurs. Elles étaient leur œuvre. Dans ce sens, elles furent plus que des révolutions bourgeoises classiques : mobilisant les masses qui constituaient leurs propres organes, elles se tournaient contre la bourgeoisie. De ce fait, les régimes instaurés, tout en reconstituant l'état bourgeois, devaient compter avec les masses. Ils avaient dans leur sein les *éléments*, plus ou moins

développés, d'un « gouvernement ouvrier-paysan », à cause de leur composition mais surtout du fait de leurs assises sociales. Ils s'appuyaient sur un dynamisme révolutionnaire réel, mais également sur la bourgeoisie « démocratique » ainsi que sur le rapport des forces entre le Kremlin et la bourgeoisie mondiale. Une large couche du prolétariat avec une partie de la paysannerie pauvre voulaient, cependant, aller plus loin, dépasser les cadres de la révolution démocratique-bourgeoise, car la défense même des conquêtes démocratiques acquises, sans parler de leur plénitude, les opposait directement à la bourgeoisie et exigeait la révolution prolétarienne. Or, pour celle-ci, la majorité de la population n'était nullement gagnée. Sans parler de la paysannerie et de la petite bourgeoisie, en général, la majorité de la classe ouvrière, elle-même n'était guère convaincue de sa nécessité et moins encore résolue à se battre pour elle.

C'est dans cette situation qu'il faut analyser l'attitude des staliniens de ces pays, leur politique devenant, à son tour, un des facteurs objectifs de la situation. Au lieu d'une politique de préparation à la révolution prolétarienne basée sur les organes autonomes des masses avec le but de conquérir la majorité à cette politique, ils sont entrés dans les gouvernements, ont cantonné les révolutions dans le cadre bourgeois, empêchant leur développement par des coups systématiques contre les prétendus « ultra-gauchistes », contre les mouvements et les organes autonomes des masses. Conformément à cette attitude, ils ont composé avec la bourgeoisie en tant que partenaire dans la reconstruction d'après-guerre. L'évolution de ces pays et leur caractère ne peuvent donc pas être compris sans examiner leur développement, comme processus d'une révolution permanente, interrompue et combattue par les staliniens.

Cependant, du fait même des besoins de la défense de la révolution démocratique-bourgeoise ainsi que de la situation stratégique de ces pays entre le Kremlin et l'impérialisme mondial, les staliniens ne pouvaient porter un coup mortel aux mouvements des masses. Ils les ont privées de l'arme essentielle de la révolution permanente : ils ont combattu les organes autonomes des masses et interdit tout développement d'un parti marxiste. Ils ont empêché leur développement vers la révolution prolétarienne mais, à moins de se suicider, ils ne pouvaient pas les écraser. Après avoir décapité ces mouvements, les staliniens les ont utilisé pour renforcer leur position gouvernementale au fur et à mesure qu'ils réussissaient à en prendre le contrôle.

C'est la guerre froide qui a contraint la bureaucratie soviétique

à aller plus loin qu'elle ne le souhaitait, s'appuyant sur les mouvements des masses qui furent très étendus parce que défendant l'acquit *démocratique*. Les partis staliniens ont exécuté les ordres venant de Moscou et avec des moyens bureaucratiques et policiers sont passés au « socialisme ». La base de ce changement n'était nullement une révolution prolétarienne, mais ils ont dû mobiliser les masses pour le réaliser, tout en veillant sévèrement à ce que leurs mouvements restent isolés, restreints et contrôlés sans aucune organisation autonome. Après avoir réalisé leur coup, les partis staliniens ont envoyé des agitateurs expliquer aux ouvriers — sincèrement étonnés — qu'à partir de maintenant, ils bénéficieraient d'une dictature du prolétariat...

Les staliniens ont exproprié la bourgeoisie et liquidé son pouvoir. Pour ce faire, ils ont dû utiliser les mouvements des ouvriers mais en les maintenant sous leur contrôle étroit. L'origine de la transformation profonde de la société n'était pas une lutte ouvrière indépendante et moins encore un pouvoir ouvrier. Sa base fut un pouvoir bureaucratique dépendant du Kremlin, de caractère « importé ». La majorité des masses travailleuses est restée en-deçà de la révolution prolétarienne, ne pouvant et ne voulant pas encore dépasser le stade du « gouvernement ouvrier-paysan ». Ce ne fut pas par hasard qu'au cours de la révolution hongroise de 1956, les masses, y compris la majorité écrasante des ouvriers, ont imposé, d'abord, un gouvernement non des conseils ouvriers, mais de caractère « ouvrier-paysan ».

Or, le problème central du développement de la révolution vers la prise du pouvoir par la classe ouvrière — outre la conquête de sa majorité — c'est l'attitude de la petite-bourgeoisie. Dans les démocraties populaires, celle-ci était particulièrement hostile à toute sorte de « passage au socialisme », surtout dirigé par les staliniens, alors que justement, l'immense majorité de la population était composée de la paysannerie et de la petite bourgeoisie citadine aux fortes traditions politiques, disposant de partis et organisations diverses.

Comment qualifier donc cette importante transformation ? Il est indéniable que le contenu de cette transformation — expropriation de la bourgeoisie et liquidation de son pouvoir — fut lui-même contradictoire dans la mesure où, à la place de la classe ouvrière et de son organisation d'état, une couche petite-bourgeoise l'a réalisé, selon ses méthodes et avec ses moyens. C'est pourquoi, la qualification d'état « ouvrier déformé » me paraît impropre, car elle

escamote le fait essentiel : il n'y a jamais eu d'état ouvrier dans les démocraties populaires. Par contre, comme Trotsky l'a démontré, il est parfaitement possible que la petite-bourgeoisie — y compris les staliniens — soit contrainte d'aller plus loin qu'elle ne souhaite et ce fut le cas dans les démocraties populaires. Or, la caractéristique de ces pays est que la bureaucratie stalinienne est une couche *spéciale* de la petite-bourgeoisie dans la mesure où elle est organiquement liée, et d'une façon dépendante, au Kremlin, à la bureaucratie soviétique qui, elle, est déterminée non seulement par son pouvoir contre-révolutionnaire, mais également par les conquêtes d'octobre. La bureaucratie de ces pays, obligée d'aller plus loin, devait donc le faire dans le sens qu'impliquait la contradiction même du pouvoir de la bureaucratie : expropriation de la bourgeoisie mais d'une façon contre-révolutionnaire.

Cette contradiction souligne le fait que la transformation de ces pays n'a pas été le fruit d'une grande action consciente des masses, d'une révolution, mais qu'elle fut importée. Le pouvoir de la bureaucratie dans ces pays n'est pas une excroissance, comme en U.R.S.S., mais un proconsulat du Kremlin. Et, du fait de sa fonction, cette bureaucratie devait exproprier la bourgeoisie au moment où l'intérêt du Kremlin l'exigeait. Si l'on essayait de définir le caractère de ces états, la meilleure formule me paraît de les définir justement en partant de cette contradiction et de dire : les démocraties populaires sont les proconsulats bureaucratiques du Kremlin et l'établissement de leur pouvoir n'était possible qu'en expropriant la bourgeoisie.

Mais, comme tous les proconsulats, la bureaucratie de ces pays a dû, elle aussi, compter beaucoup plus avec la situation réelle des pays donnés. Et, tout d'abord, avec la petite-bourgeoisie. Les staliniens des démocraties populaires ont complètement renoncé à la nationalisation du sol — une des différences majeures — avec l'U.R.S.S. Le degré de la collectivisation varie également selon les pays : en Pologne, la majorité de la paysannerie est restée jusqu'à aujourd'hui en dehors des kolkhozes. La petite-bourgeoisie citadine a pu conserver une certaine force en dépit des attaques hystériques des staliniens entre 1950 et 1953. Dans ces états, le rôle et la fonction de la petite-bourgeoisie sont plus importants que dans l'état ouvrier dégénéré.

Toutes les définitions n'ont qu'une valeur : aider à l'action politique. Or, l'évolution de la contradiction dans les démocraties populaires entre l'état non-ouvrier et l'expropriation de la bour-

geoisie montre que, d'une part, les masses travailleuses se sont identifiées avec l'expropriation de la bourgeoisie et, en même temps, se dressent contre le proconsulat à la fois comme pouvoir importé et comme pouvoir bureaucratique. Le caractère de leur révolution sera donc *politique* et d'indépendance nationale. Mais, du fait que le proconsulat n'est pas une excroissance du pouvoir ouvrier, qu'un tel pouvoir n'a pas existé, le régime transitoire installé par les masses réalisant la révolution politique ne sera pas immédiatement le pouvoir des conseils, mais une sorte de « gouvernement ouvrier-paysan ». Par conséquent, la revendication *transitoire* du « gouvernement ouvrier-paysan » reste entièrement valable pour les démocraties populaires, alors que pour l'U.R.S.S., elle me paraît exclue.

L'impérialisme et les contradictions de la collaboration économique entre les pays « socialistes ».

Ce détour nous permet de mieux comprendre la différence majeure entre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires. Or, cette différence, dans le cadre du pouvoir de la bureaucratie contre-révolutionnaire a son importance. Les démocraties populaires sont beaucoup plus vulnérables aux effets de l'impérialisme, du marché mondial capitaliste que l'U.R.S.S. Pour revenir à « l'économie », soulignons que l'influence grandissante du marché mondial affecte de façon différente l'U.R.S.S. et les démocraties populaires. Elle agit, en premier lieu, sur le CAEM (Conseil d'Assistance Economique Mutuelle), et précisément en fonction de cette différence.

Le marché mondial influence de plus en plus les pays dits socialistes mais d'une manière inégale. Ces conditions sont déterminées : par la structure de l'économie, par la productivité du travail, et surtout par la base sociale de l'état se manifestant également dans l'importance relative des différents types de propriété.

En ce qui concerne ce dernier facteur, il suffit de mentionner le fait que dans les démocraties populaires, le sol n'est pas nationalisé, et qu'ainsi la rente absolue reste aux paysans. Pendant les années de la terreur bureaucratique-aventuriste (1950-1953/56), les paysans ne réalisaient pas cette rente. Mais le récent « équilibre » de ces régimes proconsulaires, après les mouvements révolutionnaires, et les révolutions, de 1953/56, a été basé sur un nouveau rapport entre les intérêts des ouvriers et de la petite-bourgeoisie. En réalisant la collectivisation (sauf en Pologne), l'état, en même temps, garantit et paie directement la rente absolue aux anciens

propriétaires paysans, sans que cela soit compensé par les impôts. En U.R.S.S., évidemment, cela n'existe pas. Par conséquent, dans la comptabilité nationale de l'U.R.S.S., le rapport entre les achats de blé au marché capitaliste et les comptes avec la paysannerie, est plus favorable à l'état que dans les démocraties populaires ; et pourtant, l'état ne réalise pas la rente absolue : il l'utilise pour ses achats des produits agricoles. Mais, dans les démocraties populaires, en plus de ces achats, l'état paie aussi la rente absolue, couverte par le budget. C'est-à-dire que dans la répartition du revenu national, les anciens propriétaires paysans encaissent un surplus (fraction de plus-value), au détriment de la classe ouvrière. L'une des caractéristiques des démocraties populaires est justement qu'un tel phénomène apparaît sur la base même du système alors qu'en U.R.S.S., une telle pratique ne serait possible qu'en bouleversant le système et les rapports sociaux établis par la révolution d'octobre.

Du fait de leur structure économique, chaque pays de démocratie populaire est, pris isolément, inviable. L'isolement de l'U.R.S.S. a des conséquences terribles ; mais un tel isolement arrêterait immédiatement toute vie économique des démocraties populaires. Le degré élevé du commerce extérieur est donc une question immédiatement vitale. C'est l'une des raisons de leur grande activité commerciale, proportionnellement beaucoup plus importante que celle de l'U.R.S.S. Il est à noter qu'aux différentes Tables Rondes organisées entre les économistes de ces pays et des bourgeois occidentaux, il n'y avait pas de délégués soviétiques.

Dans une activité commerciale développée, la différence de la productivité prend immédiatement toute sa signification dans les prix. Elle apparaît, en premier lieu, dans la différence entre la basse productivité (hauts prix) soviétique et les bas prix mondiaux. Et plus les démocraties populaires sont « commerçantes », plus elles sont contraintes de se tourner vers le « fournisseur occidental » bon marché.

Nous insistons dès maintenant sur un point : ces problèmes — posés par le rapport concret avec le marché mondial impérialiste — ne peuvent être développés et compris sans analyser les rapports sociaux en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires. Evidemment, il est nécessaire de les exposer séparément l'un de l'autre. Mais la réponse stalinienne à ces problèmes ne trouve son explication complète que par l'étude des rapports sociaux. Mais,

du point de vue de la différence entre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires, de leur rapport entre eux et avec le marché mondial, nous devons encore continuer, pour des raisons d'exposition, à arbitrairement séparer cet aspect de l'ensemble des relations sociales.

L'influence du marché mondial sur les démocraties populaires agit dans le sens de leur éloignement par rapport à l'U.R.S.S.. Les achats de blé de ces pays, l'endettement qui s'ensuit, le soulignent clairement. La Pologne est le plus grand acheteur de pétrole soviétique, dont le prix a été fixé en 1958. Selon les économistes polonais, il est difficile de tenir les engagements prévus, car, depuis, le pétrole en Occident est moins cher de 30 %. Dans le commerce extérieur total de la Roumanie, la part des pays « socialistes » diminue : en 1959 : 79,3 %, 1960 : 72 %, 1961 : 66,6 %, 1962 : 66,5 %, 1963 : 69,7 %. Par contre, l'accord commercial franco-roumain de cinq ans (1965-1970), prévoit 1,4 milliard de francs d'exportations françaises, dont 1 milliard pour les biens d'équipements. (*Le Courrier...*, Paris, 25 février 1965.) L'Allemagne orientale augmente continuellement ses achats en Allemagne occidentale. Alors que pendant les quatre premiers mois de 1963, Berlin-Est a commandé de l'acier et des machines, pour 180 millions de DM, pour cette même période en 1965, la valeur de ses commandes a atteint 325 millions ; la commande de biens de consommation a augmenté de 35 %, atteignant la somme de 238 millions de DM, pour la même période. (*Süddeutsche Zeitung*, 1 mai 1965.)

Il y a une contradiction dans la position de la bureaucratie des démocraties populaires. D'une part, elle est le proconsul du Kremlin mais, d'autre part, « l'attraction » et l'influence du marché mondial, par le truchement d'un intérêt « économique », la poussent vers « l'indépendance » vis-à-vis de son maître. Cette contradiction apparaît à travers la spécialisation de la production des pays du CAEM ainsi que dans les prix et les comptes de leur commerce et dans leur système de paiement. La spécialisation de la production et, sur cette base, la coopération entre ces pays permettrait de réduire les coûts de production, d'élever le niveau technique et de rationaliser la production. La pression de l'impérialisme pousse la bureaucratie vers cette voie pour mieux résister. Mais cette même pression freine ce mouvement, car du fait de la différence de la productivité entre ces pays, les prix varient énormément, et leur rôle et leur importance croissent selon le degré d'influence de ce même impérialisme qui leur offre des produits bon marché. Evidemment, le Kremlin pourrait hâter administrativement le processus de la spécialisation. C'est ce qu'il tente de faire. Mais

par cela même, il ébranle le pouvoir de la bureaucratie dans les démocraties populaires. Essentiellement, à cause de la question nationale, particulièrement aiguë dans les démocraties populaires en raison de l'oppression du Kremlin, de la nature proconsulaire de ces états. Mais à la vieille revendication de « liberté nationale », s'ajoute un intérêt économique particulier : il est plus avantageux de commercer avec les pays capitalistes industriels et de développer l'économie selon cette exigence que de se mutiler selon les instructions du CAEM et d'être contraint d'acquiescer des produits chers et de mauvaise qualité. Il y a donc une contradiction aiguë entre les nécessités d'un commerce avec l'Ouest capitaliste et la spécialisation du CAEM. Ce qui veut dire qu'il y a une forte tendance à ce que le développement de ce commerce pulvérise la spécialisation prescrite par le CAEM et « spécialise » la production de ces pays en fonction des besoins du marché mondial capitaliste. Rappelons les propos tenus par le délégué polonais à la Table Ronde de Belgrade : l'absence d'une garantie du marché de la part de la bourgeoisie « ...*Signifie pour une économie planifiée l'impossibilité pratique d'adapter sa production aux besoins exacts d'un marché occidental donné.* » Son collègue hongrois a également dit qu'en cas d'impossibilité à améliorer le prix d'exportation d'un produit, une commission spéciale à pouvoir de mettre fin à sa fabrication. Dans les plans du développement de la production, les besoins de l'exportation prennent une place de plus en plus grande.

La tendance nationale s'opposant aux orientations du CAEM et poussant à une collaboration économique plus étendue avec l'Occident bourgeois est d'autant plus vigoureuse qu'il s'agit de pays où la petite-bourgeoisie revient très fortement au premier plan. Cette tendance est extrêmement forte et s'exprime le plus ouvertement en Roumanie, mais elle se renforce aussi dans les autres pays. Selon le *Times* (8 mai 1965), à la conférence des économistes des pays « socialistes » et des bourgeois allemands à Bonn, le délégué hongrois disait : « ...*l'opinion de certains économistes socialistes selon laquelle le processus de l'intégration économique occidentale est entièrement néfaste (à l'Europe occidentale), est erronée.* » Son collègue bulgare est allé plus loin, toujours selon le *Times* : « ...*les pays occidentaux sont appelés à jouer un rôle dans le processus graduel de l'émancipation des pays d'Europe orientale sous tutelle soviétique.* »

Malgré leur décision d'alimenter le commerce multilatéral à l'aide d'une banque centrale basée sur le rouble, les staliniens n'ont pas réussi à éliminer le rôle régulateur des prix mondiaux et du

dollar. Plus encore, ce rôle, parallèlement au renforcement de l'influence du marché occidental — bien évidemment — a augmenté. La tension est devenue plus grande. A la fin du mois d'avril 1965, Kotlicki, directeur général du ministère polonais des finances, a dû avouer que la banque du CAEM n'a pas encore pu réaliser les échanges multilatéraux, du fait, précisément, du rôle fictif du rouble. D'après Kotlicki, la Pologne préconise la fondation d'un rouble convertible basé sur l'or et propose que ce projet, visant donc à faire apparaître le rouble sur le marché mondial de devises, soit examiné par le CAEM. (*Le Courrier...*, Paris. 20 mai 1965.) A la réunion du CAEM, au mois de juillet 1965, la Pologne a effectivement avancé une proposition semblable : « Lorsque la balance de paiement entre deux pays « socialistes » montre un crédit de 10 % des échanges totaux en faveur de l'un, la différence doit être payée en or, ou en monnaie forte occidentale. » « ... L'attitude de l'U.R.S.S. n'est pas encore connue, mais l'idée polonaise a trouvé des appuis parmi d'autres pays du camp socialiste. » (*Zycie Warszawy*, 8 juillet 1965.) Cette proposition a été provoquée par le fait que la Pologne vend plus à l'U.R.S.S. qu'elle ne lui achète, mais le rouble accumulé sur son compte à la banque du CAEM est inutilisable pour ses achats en Occident capitaliste. Ce problème est essentiel : l'apparition d'un rouble convertible sur le marché mondial de devises serait un pas très important vers la pénétration des économies planifiées par le capitalisme mondial.

En réalité et en dernière analyse, c'est celui-ci qui règle le rapport de ces pays entre eux et avec l'U.R.S.S. Le caractère des démocraties populaires et leur situation nationale par rapport à l'U.R.S.S. les rendent particulièrement vulnérables, en dépit de l'intérêt primordial des proconsuls alignés nécessairement sur le Kremlin. Mais cette contradiction est en évolution constante. Au cours des dernières années, le renforcement de l'influence impérialiste se traduisait par l'aggravation de la crise de la bureaucratie, divisant les pays du CAEM au lieu de les unir. La Roumanie se déclarait ouvertement en faveur d'une plus grande indépendance, suivie maintenant par la Pologne. Par contre, le désastre économique et la pression simultanée de l'impérialisme sur la Yougoslavie semblent contraindre le gouvernement de Tito à nouer des liens plus étroits avec le CAEM. Chaque démocratie populaire oscille autour de l'axe de la contradiction issue de l'influence du marché mondial, de son caractère social et de l'intérêt du pouvoir à se lier au Kremlin. Le facteur décisif est l'influence du marché mondial et les événements des dernières années le prouvent. C'est ce processus qui est appelé par la bourgeoisie mondiale « desserrement » ou « libéralisa-

tion des satellites ». De son côté, le Kremlin, en utilisant les économies des démocraties populaires pour mieux se défendre contre l'influence du marché mondial, les pousse — involontairement — vers l'impérialisme.

La bureaucratie des démocraties populaires, du fait de l'évolution de la contradiction, cherchera à trouver un meilleur équilibre. Il n'est pas impossible qu'elle ait recours au « remède » d'une « alliance des proconsulats », sous la forme d'une Fédération d'Europe orientale avec le consentement forcé du Kremlin. Au cas où cette hypothèse deviendrait une réalité, la bourgeoisie mondiale aurait sa tête de pont.

La théorie de « l'assimilation structurelle » reprise et renouvelée dans la position actuelle de Mandel à travers son identification sommaire de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires cache un problème hautement important qui, aujourd'hui précisément, prend la forme précise et concrète de l'éloignement des démocraties populaires vis-à-vis de l'U.R.S.S. Mandel, le politicien, ne voit pas le cas roumain et encore moins les autres, car politicien ou économiste, il « fait abstraction » de l'économie mondiale, de la lutte de classes internationale.

Mais, le rapport économique avec l'impérialisme, les relations au sein du CAEM, et tous les autres phénomènes ne prennent leur signification réelle que dans le processus des rapports sociaux et de la lutte de classes internationale. Nous les examinerons en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires dans la seconde partie de cette étude.

M. VARGA

LES ÉDITIONS DE MINUIT

publieront, dans les premiers mois de 1966, un ouvrage capital
pour tout militant :

Un recueil des écrits, discours, correspondance de Léon
TROTSKY (dont de nombreux inédits) consacrés au

"MOUVEMENT COMMUNISTE EN FRANCE" (1919-1939)

Textes choisis et présentés par Pierre BROUÉ

Cet ouvrage comprend notamment les documents à destination de la section française de l'Internationale Communiste, rédigés par L. Trotsky au nom de la direction de l'I.C. ; la correspondance et les articles consacrés à la constitution de l'opposition de gauche en France ; des articles et des documents sur la période 1934-1936 ; des documents et des lettres rédigés à la veille de la guerre.

Un volume relié de 752 pages - Prix : 45 Francs

BULLETIN DE SOUSCRIPTION ⁽¹⁾

à retourner à la

S. P. E. L.

5, rue de Charonne - PARIS (11^e)

Je soussigné

Adresse

désire recevoir exemplaire(s) de l'ouvrage

LE MOUVEMENT COMMUNISTE EN FRANCE **(1919-1939)**

qui doit paraître début 1966, au prix spécial de souscription
de **30,00 Francs**.

Dès que je serai avisé par vos soins de la sortie du livre,
je vous réglerai la somme correspondante augmentée des frais
de port que vous m'indiquerez (2).

Fait à, le 1966.

(1) La souscription sera close sans préavis, après la sortie du livre.

(2) Si vous désirez que l'ouvrage soit gardé à votre disposition à nos bureaux,
indiquez-le nous.

TABLE

EDITORIAL	I
R. DUCROS :	
INTERNATIONALISME ET LUTTE DES CLASSES ..	17
POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV ^e INTERNA- TIONALE (résolution du Comité International)	39
M. VARGA :	
LES CONTRADICTIONS DE L'ECONOMIE SOVIE- TIQUE (ou « Ernest Mandel et les mystères de l'économie de l'U.R.S.S. »)	64

Pour le regroupement de l'avant-garde

*Pour œuvrer à la construction de l'organisation révolutionnaire
une arme :*

“ INFORMATIONS OUVRIÈRES ”

Paraît tous les mois
accompagné d'un supplément hebdomadaire ronéotypé

ABONNEMENTS (Bulletin mensuel imprimé incluant le supplé-
ment ronéotypé hebdomadaire) 12 numéros : 6 F (envoi
sous pli clos : 9 F).

RÉDACTION-ADMINISTRATION :

INFORMATIONS OUVRIERES

19, rue Greneta — Paris (2^e)

Abonnements : BOUSSEL Pierre, C.C.P. 21.831-73

